

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon, Maurice Juncker, Maurice-Parjanine (France); Bedri Péjani, Klamil Balla, Konstantin Boshnjak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, Dr. R. Schmincke, Dr. Kurt Hiller (Allemagne); Independent Labour Party; James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, J. C. Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Panos Terlemezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeisz (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux, Augustin Habaru (Belgique); Vassil Kolaroff, G. Bakaloff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislav Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolonghi, Mario Bergamo Libero Battistelli, (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois: Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Franticek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Franticek Krejčí, Josef Hora, Anton Hampf (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny, Ibrahim (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Krajina, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine, Pierre S. Koghan (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Herwarth Walden

Herwarth Walden, né à Berlin le 16 septembre 1878. A étudié la musique à Florence. En 1899, il rentre à Berlin, où il fonde, en 1904, la Société des Arts à laquelle participeront,



entre autres, Liliencron, Dehmel, Rilke, Heinrich Mann, Thomas Mann, van der Velde, Peter Altenberg, Karl Kraus, Alfred Döblin, Herrmann Bahr, Jakob Wassermann, etc. et le compositeur Gustav Mahler. En 1909, il est le rédacteur-en-chef de l'organe des auteurs allemands »Der neue Weg« (»Le Nouveau Chemin«), puis de la revue »Das Theater«, et enfin, en 1910, il fonde sa propre revue »Der Sturm« (»La Tempête«) et l'édition du même nom. Cette revue est l'organe révolutionnaire de combat du nouveau mouvement dans tous les arts: futurisme, expressionnisme, cubisme et constructivisme).

où il fonde, en 1904, la Société des Arts à laquelle participeront On a dit de Herwarth Walden qu'il est l'un des phénomènes les plus importants de la vie artistique nationale et internationale des dernières vingt-cinq années.

La question macédonienne n'est point résolue par les statuts actuels imposés au peuple macédonien, et cette »solu-

tion« est absolument contraire tant aux principes de la justice et de la liberté qu'aux intérêts de la paix.

La réaction balkanique actuelle est toute faite de violences, d'arbitraires, de crimes. Elle fait litière des droits les plus élémentaires des masses travailleuses des nationalités dites »dominantes«; à plus forte raison foule-t-elle aux pieds ceux des minorités ethniques qu'elle maintient sous son joug, de par les traités criminels.

Pour que cesse l'oppression de ces minorités ethniques, et des peuples balkaniques en général, il faut tout d'abord que disparaissent tous les gouvernements actuels de cette Péninsule, fascistes et impérialistes, et que viennent à leur place des gouvernants imprégnés du désir du meilleur-être des populations qu'ils ont le devoir d'administrer. Il faut à cet effet, que les différents peuples balkaniques, entre lesquels des rivalités sont créées et attisées artificiellement par les gouvernants actuels en application du principe machiavélique du *divide et impere*, s'unissent pour renverser à forces réunies leurs exploiteurs d'aujourd'hui.

Après avoir accompli ce premier pas, les peuples balkaniques devront rendre leur alliance plus durable et efficace, en créant les Etats-Unis des Balkans. Ce plan est la seule et unique solution pour sauvegarder l'Europe au moins des guerres qui cherchent et trouvent leur origine dans la région balkanique.

Mais ceci aussi n'est qu'une solution partielle.

Ce n'est que par la domination mondiale du socialisme que l'humanité peut arriver à la paix mondiale durable.

Pour la génération actuelle, la Fédération Balkanique serait en tout cas une aide pouvant la délivrer et protéger contre les terribles méthodes fascistes qui dépassent de beaucoup les férociétés les plus cruelles du Moyen-Age.

Herwarth Walden

Pietro Montasini

Né à Reggio Emilia (Italie). Appartient au Parti Républicain.

Montasini a participé activement à la lutte contre le fascisme. Il a dû subir neuf féroces agressions par les bandes fascistes et a été plusieurs fois violemment battu et blessé. La police italienne le persécuta par de nombreuses perquisitions et des procès. En octobre 1926, il fut arrêté et emprisonné. Remis en liberté, Montasini était à nouveau recherché par la police, car, au cours des mesures de réaction qui suivirent l'attentat de Bologne, il avait été condamné à la déportation. Quelques semaines après, il réussissait à franchir clandestinement la frontière et à se réfugier en France.



En exil, il continua à combattre le fascisme. Après avoir été rédacteur de la Page Italienne du quotidien La France de Nice, il devint collaborateur du Petit Niçois. Il collabora aussi aux autres journaux de l'émigration politique italienne.

En Italie, il avait dirigé les périodiques: La Protesta, La Scure et La Difesa dei Bancari. En 1924-25, après l'assassinat de Matteotti, il fut un des organisateurs de la presse clandestine antifasciste en Italie.

Montasini est membre de la direction du Parti Républicain Italien et du Conseil-Général de la «Concentration d'Action Antifasciste».

Les réactionnaires comme les révolutionnaires, les démocrates comme les nationalistes, les amis de la paix comme les organisateurs de la guerre sont d'accord pour reconnaître que dans les Balkans d'aujourd'hui s'accumulent et se développent tous les éléments de guerres futures.

La guerre mondiale, au lieu de les éliminer, a fantastiquement multiplié — surtout dans les Balkans — les motifs qui dressent les peuples les uns contre les autres, qui alimentent les irrédentismes, qui fomentent les haines et qui créent des obstacles de tous genres sur le chemin de la paix internationale.

Les Traités, la Société des Nations, les Pactes contre la guerre, n'ont pas encore pu résoudre (et même affronter sérieusement) la très complexe situation balkanique.

En effet, les Balkans sont aujourd'hui plus en fermentation que dans le passé. Les Etats de la Péninsule sont en lutte permanente entre eux et cultivent des irrédentismes. Il y a des peuples — comme le peuple macédonien — qui sont entièrement irrédents, c'est-à-dire partagés entre les Etats balkaniques. Et comme si cela ne suffisait pas, il y a les frontières des Etats même non-balkaniques mais confinantes aux Balkans (Italie, Hongrie, Russie) qui sont mises en discussion par tel ou tel autre pays, par tel ou tel autre nationalisme.

A votre question, on peut donc répondre nettement que non seulement les droits des minorités ethniques ne sont pas garantis ni respectés, mais aussi que dans les Balkans d'aujourd'hui toutes les causes de guerre, tous les motifs de mécontentement, tous les éléments pour exacerber les nationalismes existent plus qu'avant la guerre européenne.

La solution définitive des problèmes balkaniques, l'élimination des dangers de guerre et la libération des minorités nationales dans les Balkans dépendent de la solution de tous les autres problèmes européens. En effet, il n'existe pas un problème balkanique isolé, mais un problème balkanique encadré dans le grand problème des relations internationales en Europe et dans le monde entier.

Il est cependant indiscutable que les peuples balkaniques doivent songer eux-mêmes à la solution de leurs conflits. Dans ce but, il faut réaliser d'abord un accord entre toutes les nationalités intéressées; au-dessus de leurs gouvernements, qui sont tous des gouvernements réactionnaires et nationalistes et partant fauteurs naturels de conflits et de rivalités, les peuples doivent s'accorder sur la nécessité de libérer les Balkans de toute influence étrangère. Il faut qu'ils rejettent les protectorats des grandes puissances occidentales (Italie, France, Angleterre); il faut qu'ils luttent contre les visées des grands impérialismes sur les peuples du Proche-Orient européen et sur leurs richesses. Avant de discuter leurs problèmes intérieurs, les Balkaniques doivent s'unir autour d'un drapeau commun: les Balkans aux Balkaniques. Mais cet accord ne sera atteint que lorsque les peuples des Balkans renverseront les dictatures, les monarchies et établiront la démocratie intégrale, c'est-à-dire la République Sociale dans tous les pays des Balkans.

La Fédération Balkanique — rêve de tous les esprits d'avant-garde — ne sera possible que le jour où les peuples des Balkans, libérés des influences étrangères et des réactions intérieures, se seront donné des régimes de liberté, condition préalable pour les conquêtes sociales des masses. Ce jour-là, la Fédération Balkanique pourra être le commencement de l'unique formation capable d'assurer la paix et le progrès: les Etats Unis de l'Europe.

Pietro Montasini

Séverine est morte

Une grande et généreuse voix s'est tue.
Séverine n'est plus.

Née à Paris en 1855, fille d'un fonctionnaire, nourrie d'une éducation bourgeoise, Séverine sut s'élever au-dessus de son milieu et se dressa contre la société capitaliste.

Amie et collaboratrice de Jules Vallès, le célèbre écrivain révolutionnaire, fondateur du *Cri du Peuple*, elle y signa d'abord sous le pseudonyme «Séverin», puis sous celui de «Séverine», des articles étincelants qui annonçaient la grande journaliste de demain.

A la mort de Vallès, Séverine dirige elle-même le *Cri du Peuple* où elle s'efforce de réaliser l'entente socialiste. Echouant dans cette tâche, elle reprend sa liberté au moment de l'agitation boulangiste, et commence à collaborer aux journaux les plus divers, se faisant remarquer par son dévouement, son zèle envers les vaincus de la vie. En 1890, lors de la catastrophe minière de Saint-Etienne, elle descend entre deux explosions dans le puits de Villeboeuf, à 600 m de profondeur, afin d'activer, par un émouvant reportage, la souscription ouverte au bénéfice des victimes. En 1892, elle obtient du Pape Léon XIII une interview au cours de laquelle il condamne l'antisémitisme qui est entretenu principalement par les cléricaux.

Pendant la célèbre affaire Dreyfus, nous la voyons mener le combat aux côtés de Zola, de Jaurès et toute la phalange «dreyfusarde».

Elle ne cessa de lutter, de toute la générosité de son âme, en faveur de toutes les causes justes, notamment de l'émancipation de la femme, des droits de l'enfant, de la fraternité et

de la paix entre les nations. C'est ainsi que nous la trouvons parmi les rares consciences en France qui s'insurgent contre la grande boucherie dès le premier jour et durant toute l'orgie de sang.

Séverine acclame la révolution russe, la révolution d'Octobre. Fidèle à sa nature de révoltée, elle est toujours sur la brèche pour défendre les victimes de la persécution de la bourgeoisie, celles du fascisme et de la Terreur Blanche, et spécialement, les derniers temps, celles de la Terreur Blanche dans les Balkans.

Ecrivain, elle produit de nombreux ouvrages, dont nous citerons, entre autres, *Pages Rouges*, *Notes d'une Frondeuse*, *En Marche*, *Vers la Lumière*, *Ligne*, etc.

Ecrivain et publiciste de talent, Séverine était également un orateur d'une âpre éloquence.

Sa popularité était telle que le *Petit Parisien* pouvait écrire: «Quel est l'homme de quarante ans qui n'a pas, au moins une fois, entendu un pauvre molesté ou un grand bourgeois témoin de quelques grande injustice s'écrier: »je vais écrire à Séverine?»

G. Pioch rapporte que Séverine, sur son lit d'agonie, lui a murmuré: «La Vérité... il faut dire toujours la Vérité...» Telle fut la devise de la femme grande de cœur et d'esprit qui vient de s'éteindre.

Nous avons envoyé à Bernard Lecache, comme un suprême hommage à la mémoire de la grande disparue, le télégramme suivant:

«Bernard Lecache, Pierrefonds.

La «Fédération Balkanique» vous adresse sa pensée douloureuse et émue à l'occasion de l'irréparable perte de la vaillante combattante pour la cause des peuples et des minorités opprimées.»

La Rédaction

La Quinzaine Internationale

Mussolini et l'Europe Orientale

Ce n'est pas seulement dans l'Europe Sud-Orientale que la diplomatie fasciste développe une activité qui ne se ralentit jamais. Son champ de vision va s'élargissant, et l'on peut se demander si elle poursuit un objectif général encore assez mal défini, ou si, au contraire, elle ne concentre pas toute son attention sur ce but spécial : l'abaissement de la Yougoslavie.

La thèse du fascisme arrivé au pouvoir, était la suivante : les gouvernements qui s'étaient succédé dans la Péninsule jusqu'en 1922 avaient laissé fléchir la notion de l'autorité; il fallait raffermir cette autorité, c'est-à-dire consolider la domination des classes possédantes, mais en même temps, à l'extérieur, donner à l'Italie figure de grande puissance; ce qui l'entraînait à se mesurer avec les autres États impérialistes, la France en particulier. Ajoutez aux tendances personnelles de Mussolini l'irritation qu'ont éprouvée certains cercles dirigeants italiens à constater que les traités secrets de la phase de guerre avaient été oubliés à leur préjudice, dans le Proche-Orient d'abord, où ils avaient nourri l'espoir d'occuper Smyrne et une partie de l'Asie Mineure. La politique extérieure du palais Chigi est devenue de plus en plus remuante et envahissante, et elle a, comme il était logique, suivi la ligne de la moindre résistance; elle a reporté de préférence ses ambitions dans les Balkans, parce qu'elle ne s'y heurtait pas, comme à l'Ouest, à une puissance d'un outillage égal ou supérieur au sien.

Si les Balkans avaient été unis ou fédérés, elle eût usé de circonspection, mais les États balkaniques n'ont cessé — depuis que l'Empire Ottoman a commencé à s'effondrer — de s'entre-déchirer. Elle a exploité l'antagonisme serbo-bulgare, comme l'Autriche et la Russie tsariste avant elle. On ne le redira jamais assez. Jadis le cabinet de Vienne maîtrisait Sofia, comme le cabinet de Pétersbourg Belgrade. L'Empire Habsbourgeois s'était ingénié à étouffer la Serbie sur place, parce qu'il craignait qu'elle ne devint (et elle l'est devenue en fait) le noyau d'un vaste État Sud-Slave. C'est l'Italie qui a pris aujourd'hui la place de cet Empire, et elle cherche à son tour à ruiner la Yougoslavie, ou à l'assujettir. Elle lui donne le choix entre la destruction et la servitude. Que l'une ou l'autre éventualité se réalise, l'Italie apparaît comme la puissance qui commande à toute l'Europe Sud-Orientale. Ainsi s'est posée une de ces questions d'équilibre qui ont joué un si grand rôle dans l'existence de l'Europe contemporaine, qui ont amené cette Europe, d'abord, au seuil de la guerre, qui l'ont entraînée, ensuite, dans la guerre elle-même. Contre l'Italie, qui menaçait la Yougoslavie, la France a accordé à cette Yougoslavie un traité de garantie, de protection militaire, moyennant un droit de regard sur l'armée yougoslave.

L'Italie qui avait déjà pris pied en Albanie par les deux traités de Tirana (novembre 1926 et novembre 1927) s'est alors hâtée de rassembler autour d'elle d'autres forces. Tous les conflits européens se sont cristallisés, si l'on nous passe l'expression, autour de ce conflit initial.

C'est à la lumière de ces quelques considérations que se précise le sens des dernières démarches du *duce* et aussi des démarches en préparation. M. Grandi, son sous-secrétaire d'État (car pour plusieurs raisons il ne se déplace pas lui-même) a été récemment à Angora et à Athènes. Il s'agissait, d'une part, de négocier avec les deux chancelleries turque et grecque des pactes d'amitié, et, d'autre part, de les amener à s'entendre entre elles. Ce second résultat n'a pas encore été atteint, mais M. Mussolini espère bien l'obtenir, quand il aura mis en présence, prochainement, dans sa propre résidence, Tefvik Ruchdi Bey et M. Vénizélos. Entretemps, M. Grandi se rendra encore à Varsovie et à Pesth. Ce n'est pas seulement parce que le fascisme a trouvé des admirateurs en MM. Pilsudski et Bethlen; c'est que le dictateur italien veut introduire dans son jeu — et totalement — les gouvernements polonais et hongrois. Et remarquez qu'un tel succès aurait sa valeur et pour la politique générale de l'Italie sur le Continent, et pour sa politique particulière dans les Balkans. Détacher la Pologne Slave de la Yougoslavie Slave serait une victoire; concerter l'action de la Hongrie, voisine de la Yougoslavie, avec celle de l'Italie, en serait une autre. Cette agitation fébrile de la diplomatie mussolinienne est inquiétante à tous égards.

Le nouveau cabinet Polonais

Un nouveau cabinet s'est formé à Varsovie, à la suite de la démission du ministre Bartel. La crise qui a présidé à ce changement de régime, n'a pas laissé d'être ténébreuse. La Diète était en vacances. Un beau jour, on annonce que M. Bartel, qui était le bras droit de Pilsudski, et qui, pour mieux dire, n'existait que par lui, se retire des affaires. Pourquoi?

Nul ne nous le dit. On soupçonne seulement que Pilsudski, mécontent de la mise en accusation de son ancien ministre des Finances Cssetzvicz (inculpé de violation des lois), cherche à tirer vengeance du Parlement et que M. Bartel ne lui offre plus assez de garanties. Sur ces entrefaites, le maréchal publie contre la Diète une lettre d'une violence extraordinaire et où abondent les termes orduriers. Il multiplie les anathèmes, et tout porte à croire qu'il va se mettre, comme en mai 1926, à la tête de quelques compagnies, afin de bien manifester sa puissance. Cependant, les jours s'écoulent. On apprend encore que le président de la République, Mosciski, autre créature de Pilsudski, a refusé de céder à certaines de ses volontés. Une semaine se passe... Un nouveau gouvernement se forme, où naturellement Pilsudski reste, dont Pilsudski sera encore le maître, s'il n'en est le chef officiel, et où figurent 3 colonels. Ce cabinet ressemble beaucoup à celui du général Jivkovitch à Belgrade. Quels vont être ses actes?

Pilsudski n'a pas pardonné à la Diète de le mettre en minorité, d'avoir poursuivi Cssetzvicz avec lequel il s'est solidarisé, et surtout d'avoir combattu son projet de révision constitutionnelle. Ce projet tendait à créer une dictature légale, alors que la dictature actuelle fonctionne hors des cadres du statut. S'il prévalait, le chef de l'État, (et le maréchal revendiquerait ce titre) serait une façon de Mussolini. Les persécutions que Pilsudski a déjà dirigées contre les partis d'extrême-gauche, contre les organisations ouvrières, contre la presse indépendante, fait prévoir ce qu'il ferait s'il recevait des prérogatives élargies.

Mais si l'on doit s'attendre de sa part, ou de la part de ses agents, à un nouveau coup de force, qui devrait briser les résistances, l'éventualité d'un tel acte est singulièrement grave pour l'avenir de la paix européenne. Pilsudski n'a pas deux politiques extérieures; il n'en a qu'une. Il ne peut rien convoiter à l'Ouest. C'est à l'Est que vont ses ambitions. Il continue à travailler l'Ukraine qu'il envahit déjà, il y a 9 ans. Il saisira l'occasion qu'il jugera opportune pour marcher sur Kiev, et ses assurances pacifiques ne valent rien. Si le cabinet de Varsovie a passé un pacte avec la Roumanie, c'est contre l'U. R. S. S. et afin de faire la guerre, un jour ou l'autre, à ce pays. Si M. Zaleski attend M. Grandi, le coadjuteur du *duce*, c'est pour envisager des projets qui sont en soi inquiétants. Aussi bien le changement du cabinet polonais doit être replacé dans le cadre de la politique générale.

La Commission du désarmement

Que faut-il attendre de la commission préalable du désarmement? Nous ne dirons pas: presque rien; ce serait trop d'optimisme. Nous dirons catégoriquement: rien.

Les grandes puissances ne veulent pas limiter leurs armements, car ce serait limiter leur impérialisme et compromettre la défense de leurs régimes intérieurs contre les masses ouvrières. L'expérience de la conférence navale de Genève, en novembre 1927, celle du compromis naval franco-britannique, sont suffisantes. Chacun cherche à s'armer jusqu'aux dents et à désarmer le voisin. Voilà pourquoi on a différé le plus qu'on a pu la session de la commission préalable. Voilà pourquoi le président de cet organisme, M. Laudon, avait dit l'an dernier qu'une convocation était prématurée et qu'il ne fallait rien en espérer pour l'instant. Son discours inaugural, le 15 avril, a encore exprimé son désenchantement. Nous retombons dans les vaines conférences de la Haye, qui précéderont la guerre mondiale.

Regardons les Balkans. Est-ce la Roumanie qui désarmera, alors qu'elle prépare quelque mauvais coup contre l'U. R. S. S. et qu'elle proclame la légitimité de l'annexion de la Bessarabie? Est-ce la Yougoslavie qui est en pleine dictature militaire? Est-ce l'Albanie dont les instructeurs italiens aménagent les forces? Est-ce la Bulgarie qui fournit un équipement à ses comitadjis? Est-ce la Grèce de Vénizélos? Non certes. Il n'y eut jamais autant d'hommes sous les armes dans l'Europe Sud-Orientale.

Par elle, jugez de l'ensemble du Continent. Alors, qui veut-on tromper à Genève?

Paul Louis

Le Pacte de Latran et les Balkans

Il y a un danger permanent — parmi les autres — suspendu sur les Balkans. C'est le fascisme italien, c'est le gouvernement de Mussolini.

Tout le monde le sait.

Mais, avec quelles armes, avec quels moyens la dangereuse pénétration italienne se développe-t-elle dans les Balkans?

On connaît les liens entre le fascisme italien et l'ORIM fasciste bulgare; on connaît comment l'Albanie, sous le joug du traître Zogou, est devenu aujourd'hui un champ d'action militaire plus qu'économique pour le gouvernement de Mussolini.

Mais personne — à ce que je sache — n'a encore soupçonné le rôle que, dans les Balkans, peut représenter le pacte de Latran, conclu entre Pie XI et Mussolini.

Le pacte de Latran n'est pas encore intégralement connu. Peut-être ne le sera-t-il jamais.

On sait, néanmoins, que le marché entre les deux puissances a eu un but matériel bien plus que spirituel. L'Eglise catholique, en renonçant à certaines revendications territoriales, qui auraient été pour elle une charge insupportable, obtint en échange une véritable domination sur l'Italie: domination qui n'est morale et spirituelle qu'à la surface seulement.

Le dictateur a donné à l'Eglise tout ce qu'elle n'avait point osé revendiquer depuis 1870: non seulement une souveraineté politique et territoriale, mais beaucoup d'argent, et la possibilité de soutirer, à travers sa puissance spirituelle, des richesses matérielles incalculables au peuple italien, dont une partie considérable, particulièrement dans l'Italie du Sud, est toujours encore soumise aux prêtres.

Or, l'Eglise, dorénavant patronnesse de l'Italie, se servira-t-elle de l'Italie pour augmenter son activité dans les

Balkans, et le gouvernement officiel d'Italie, le gouvernement de Mussolini, se servira-t-elle de l'Eglise pour ses aspirations balkaniques?

En Italie, le fascisme avait besoin de l'appui de l'Eglise pour consolider son pouvoir jusqu'à présent détenu seulement par les armes et la terreur. De son côté, l'Eglise, après la décadence de l'Espagne, la sécession de la troisième République, et l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, avait besoin de s'appuyer sur une grande puissance européenne.

Il en est de même dans les Balkans: les intérêts du fascisme et du Vatican y coïncident.

L'Eglise catholique a toujours une armée très puissante: le clergé. Dorénavant, le clergé, dans les Balkans, sera-t-il une armée italienne, ou, du moins, une armée alliée aux fascistes italiens?

Il faut le croire. Il faut y penser.

Je ne connais pas les affaires intérieures des Etats balkaniques. Mais, dans quelle direction le clergé catholique de la Croatie, aux ordres de Rome, poussera-t-il le peuple très catholique de la Croatie? Et encore: les minorités catholiques des autres pays de la presqu'île balkanique, comment se comporteront-elles envers leurs gouvernements, après avoir reçu certains ordres de Rome?

Joseph Andrich

ancien rédacteur de l'Avanti de Milan

Pas avec ces alliés, M. Pavélitch!

Le Dr. Anté Pavélitch, ancien député du parti nationaliste croate, plus justement du groupe appelé «le groupe des Frankovetz», accompagné de son secrétaire, le journaliste croate M. Gustave Pertzek, a fait à Sofia une visite au comité macédonien de Ivan Mikhaïloff et a conclu un accord pour la lutte commune contre le régime de Belgrade.

Au banquet organisé le 21 courant par ce comité macédonien en l'honneur de M. Pavélitch, on a publié la résolution suivante sur l'accord intervenu entre ce dernier et ledit comité:

«Les représentants des peuples croate et macédonien constatent que l'insupportable régime de Belgrade, auquel sont soumis les deux peuples, exige l'emploi de moyens illégaux dans la lutte pour leurs droits nationaux, leurs libertés politiques et pour l'indépendance complète de la Croatie et de la Macédoine.

En même temps, MM. Dr. Pavélitch et Pertzek, en tant que représentants de la Croatie, d'une part, et le comité national macédonien, d'autre part, déclarent en commun que les deux peuples coordonneront à l'avenir leurs efforts communs pour la réalisation des idéals des deux peuples frères.»

Dans leurs discours à Sofia, MM. Pavélitch et Pertzek ont souligné, à juste raison, que les Macédoniens, même après la suppression du joug féodal turc, ne sont toujours pas libres, et que la majorité du peuple macédonien gémit aujourd'hui sous l'oppression de cette hégémonie grand-serbe qui jugule aussi le peuple croate. Le Dr. Pavélitch a déclaré, également à juste titre, à son arrivée même à Vidine: «Le sort de la Croatie et de la Macédoine est le même sous le joug de Belgrade, et une lutte des deux pays s'impose pour leur libération.»

A la gare de Sofia, M. le Dr. Pavélitch, parlant des méthodes de lutte contre le régime yougoslave, a dit cette vérité absolue que la lutte doit être menée par des moyens illégaux. Le régime dictatorial de la camarilla et de la soldatesque de Belgrade a supprimé tous les droits nationaux, civiques et culturels, ce non seulement pour tous les peuples opprimés en Yougoslavie, mais aussi pour tous les citoyens du peuple serbe. Cela exige une lutte énergique et résolue — lutte pour l'existence et la vie même de ces citoyens contre les tyrans de Belgrade.

Mais, par le choix même de ses alliés, M. le Dr. Pavélitch compromet le succès de cette lutte.

Quel est le but de la lutte du peuple croate?

Sans aucun doute, une liberté complète et une indépendance pour le peuple croate. Mais non seulement cela. Parallèlement, liberté et indépendance pour les autres peuples aussi de Yougoslavie et des Balkans. Le peuple croate lutte contre l'oppression de l'hégémonie grand-serbe et contre celle des pays impérialistes européens. Il sait que les dictateurs de Belgrade sont les représentants de cette hégémonie grand-serbe et les agents de la politique de conquête des impérialistes européens, plus particulièrement, de la France impérialiste dans les Balkans. Car il sait qu'on ne peut pas mener une lutte contre l'oppression grand-serbe sans lutter en même temps contre les impérialistes européens.

D'autre part, la Bulgarie, le pouvoir fasciste de Tsan-

koff et de Liaptcheff, n'est pas seulement l'assassin des ouvriers et paysans bulgares, mais aussi — tout comme le pouvoir de Belgrade — l'agent de la politique impérialiste de l'Italie et de l'Angleterre. Un des suppôts les plus importants du pouvoir de Liaptcheff, c'est l'organisation fasciste macédonienne de Ivan Mikhaïloff, payée, comme on le sait, aussi bien par les chauvinistes bulgares et le gouvernement de Sofia que par les fascistes italiens et par les bandes fascistes de Horthy. Cette organisation macédonienne d'Ivan Mikhaïloff (auparavant celle de T. Alexandroff) a perpétré à deux reprises (en 1923) des massacres des paysans et ouvriers révolutionnaires bulgares, et continue à les massacrer jusqu'aujourd'hui. Dans la partie bulgare de la Macédoine — la région de Petritch — les bandes d'Ivan Mikhaïloff ont massacré, rien que dans les derniers mois, plus de 1000 Macédoniens.

Tous ces faits devaient être bien connus par M. le Dr. Pavélitch au moment de son départ pour Sofia pour y rechercher des alliés dans la lutte du peuple croate contre la dictature de Belgrade. Si tout le peuple croate acceptait l'orientation de M. le Dr. Pavélitch, cela signifierait que le peuple croate devrait lutter en commun avec les fascistes italiens qui tiennent sous leur joug toute l'Istrie croate et une partie de la Dalmatie et qui menacent d'occuper à tout moment toute la Dalmatie. Cela signifierait que les paysans croates devraient marcher avec les magnats hongrois qui, aujourd'hui encore, tiennent les paysans hongrois dans un esclavage féodal et qui durant des siècles ont opprimé les paysans croates; cela signifierait avant tout, donner une aide morale au fascisme bulgare, à Liaptcheff, Mikhaïloff, etc., qui oppriment le peuple bulgare tout entier.

Celui qui soutient soit la dictature militaire de Belgrade, soit le régime sanglant de Tsankoff, Liaptcheff, Ivan Mikhaïloff, et qui travaille avec eux, celui-là ne lutte point pour la libération de son peuple; il pousse les peuples balkaniques à s'entretuer pour le compte de l'Angleterre et de l'Italie d'une part, et de la France, d'autre part; il accélère la conquête de son pays et de tous les Balkans par les impérialistes européens. Il est aisé de voir aujourd'hui qui peuvent être les alliés du peuple croate dans sa lutte contre la tyrannie de Belgrade. Ces alliés ne peuvent être que les organisations nationales révolutionnaires des peuples balkaniques qui, depuis des dizaines d'années, luttent pour la liberté de la Macédoine contre les pays impérialistes. La «Fédération Balkanique», en tant qu'organe des peuples balkaniques opprimés, a toujours considéré et considère la lutte du peuple croate pour la libération nationale, comme sa propre lutte, et a aidé et aide de toutes ses possibilités le peuple croate opprimé. Ce journal a toujours souligné la signification du front uni de tous les peuples balkaniques pour une lutte commune, aussi bien contre les tyrans de Belgrade que contre le régime sanglant de Liaptcheff, Tsankoff et Ivan Mikhaïloff. Actuellement, nous nous trouvons dans un moment historique particulièrement important et propice pour dresser ce front uni. Nous sommes persuadés que le parti paysan croate, que les fédéralistes monténégrins, ainsi que tous les autres peuples opprimés en

Yougoslavie, vont entrer dans le front uni avec les véritables révolutionnaires macédoniens groupés autour de l'ORIM unifiée qui élève le drapeau de la lutte pour la libération de la Macédoine, pour la libération de tous les pays balkaniques et pour la Fédération de toutes les républiques nationales balkaniques, contre les impérialismes balkaniques et européens.

L'oeuvre de M. le Dr. Pavélitch, sciemment ou inconsciemment, ne peut servir que les oppresseurs du peuple croate et des autres peuples balkaniques. Oui, nous luttons résolument contre la dictature de Belgrade, mais non pas avec les assassins des ouvriers et paysans bulgares, non pas avec les assassins du peuple macédonien, mais avec les militants sincères et véritables pour la libération des peuples bulgare et macédonien.

R. Radeff

Les émigrés croates et la dictature en Yougoslavie

La première émigration croate aux Etats-Unis d'Amérique, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Amérique du Sud, principalement en Argentine, Chili et Bolivie, fut la conséquence de la politique centraliste oppressive de l'Autriche-Hongrie.

Le centralisme politique et financier de Vienne et Budapest ne permettait pas le développement de l'industrie dans les pays croates, et le surplus de la population rurale qui ne pouvait trouver du travail dans les villes, était obligé d'émigrer.

Par une lutte âpre et acharnée pour leur existence, ces masses laborieuses apprirent à penser politiquement et, pendant la guerre mondiale, observèrent une attitude révolutionnaire et républicaine. Voilà pourquoi les émissaires du «Comité Yougoslave» de Londres se virent obligés de se présenter aux émigrés comme des républicains, car le mot d'ordre de ces émigrés était: «La Libre République Croate».

Après l'écroulement des puissances centrales, les émigrés commencèrent à rentrer dans leurs foyers, croyant que les raisons qui les avaient obligés à émigrer avaient cessé d'exister, et espérant qu'une libre Croatie serait en état de résoudre le problème de l'émigration.

Mais la désillusion et la déception ne tardèrent pas à venir.

Nous sommes les témoins oculaires de l'affreuse situation dans laquelle les potentats grand-serbes précipitèrent tous les peuples opprimés de Yougoslavie, partant le peuple croate aussi.

Il suffit d'une ou deux mauvaises récoltes, et la misère s'accrut dans les pays croates en de telles proportions que les suicides des paysans se firent de plus en plus nombreux, car ils ne pouvaient plus porter à leurs enfants affamés même un morceau de pain sec. Des cris de détresse s'élevèrent des villages lorsque le percepteur y vint pour encaisser les impôts arriérés et arrache aux femmes les derniers vêtements, à la famille paysanne la dernière vache. L'Administration des Monopoles d'Etat a complètement paralysé la production du tabac par les prix infimes qu'elle a fixés, quoique elle-même en ait retiré des profits exorbitants. Et ainsi, cette branche de production, jadis nourrissant des régions entières, est devenue une misère.

Aux souffrances économiques de la population vinrent s'ajouter les persécutions politiques et les exécutions policières. Le peuple a perdu tout espoir d'amélioration de son sort dans l'état actuel des choses et a commencé à fuir le pays en masses. Ce n'est plus là l'émigration d'avant-guerre du surplus de la population rurale, mais l'émigration des meilleures forces du pays. Des contrées entières se sont dépeuplées — on n'y rencontre, ci et là, que des femmes, des vieillards et des petits enfants. Les portes des Etats-Unis d'Amérique et de la plupart des Dominions britanniques étant fermées aux émigrés croates, ceux-ci se dirigent principalement vers le Canada et le Brésil. On peut bien affirmer que plus d'un million de Croates, donc un quart du peuple croate en entier, séjournent et travaillent dans les deux Amériques.

Ces malheureux, chassés de leurs foyers par la tyrannie sévissant dans leur pays et jetés, comme des esclaves, dans les griffes du capital international, se trempent dans cette âpre lutte pour leur existence et apprennent à penser à leurs propres souffrances.

Ces dures épreuves n'auront pas été endurées en vain. Les journaux de l'émigration croate deviennent de plus en plus nombreux, les organisations des émigrés de plus en plus puissantes. 90% de tous les émigrés se groupent déjà dans les rangs du front révolutionnaire républicain du prolétariat conscient.

L'idée de la Fédération Balkanique est tombée sur un bon sol, car les fils dispersés en Amérique des peuples balkaniques opprimés commencent à s'apercevoir de ce que leurs désunions ont été la cause de leurs malheurs et de leur servitude dans leur patrie.

La plus grande majorité des émigrés croates et de leurs journaux s'est prononcée décisivement contre la dictature du roi en Yougoslavie et pour la libre République Croate. Une grande partie en a déjà accepté notre thèse de la nécessité de la lutte révolutionnaire et de la constitution d'une République Fédérative des libres peuples balkaniques.

La première conséquence en fut que la dictature du roi Alexandre a interdit l'entrée en Yougoslavie de presque toute la presse de l'émigration croate, avec cette motivation stéréotypique qu'elle écrit «contre les intérêts de notre Etat». L'officiel *Sluzbene Novini*, publié tous les jours de ces derniers jours on pouvait lire les interdictions des journaux suivants de l'émigration croate: *Nasa Nada*, Chicago; *Branic*, San Francisco; *Hrvatska*, Chicago; *Domovina*, Pittsburgh; *Radnicki List*, Buenos-Ayres. Le gouvernement de Belgrade a rappelé ses deux représentants diplomatiques Dr. A. Tresitch-Pavitchitch, de Washington, et Ico de Grisono, de Buenos-Ayres, et a nommé à leurs places les professeurs Dr. Leonidas Pitomitch et Dr. Milorad Straznicki. Il a aussi envoyé dans toutes les grandes villes américaines des «commissaires spéciaux d'émigration», ayant soi-disant comme tâche de s'occuper du bien-être des émigrés, mais en réalité chargés de les dénoncer aux autorités américaines «pour propagandes communistes». Les nombreux procès récents dans plusieurs villes américaines contre des émigrés croates montrent suffisamment que ces commissaires s'acquittent bien de leurs véritables tâches.

Les émigrés croates s'étant jusqu'à un certain degré soustraits, à l'étranger, de l'arbitraire policière de la dictature de Belgrade, cette dernière a pris des mesures pour endiguer le flot de l'émigration. Son ministre de la Prévoyance Sociale et de la Santé Publique a adressé une circulaire à tous les préfets des départements les invitant à ne délivrer des passeports qu'à ceux qui, par des certificats consulaires, peuvent attester avoir déjà un travail assuré dans les pays où ils veulent émigrer. Des émigrés de jusqu'ici ou de ceux qui rentrent dans leurs foyers, le gouvernement songe à percevoir un certain impôt d'émigration, pour pouvoir de la sorte augmenter le capital de sa «Banque Agricole Privilégiée» et payer ainsi plus facilement la rente foncière et les indemnités aux féodaux et aux gros-proprétaires.

Les potentats de Belgrade ont réussi à se maintenir dans le pays à l'aide des bayonnettes, de la politique fasciste d'entente des leaders du mouvement paysan croate, et du capital des impérialistes occidentaux; mais ils ne réussirent point à conquérir par des mesures de police les sentiments des émigrés et à détruire leur front révolutionnaire républicain.

Nous saluons nos co-lutteurs d'Amérique et sommes entièrement convaincus qu'ils persévéreront dans leur tâche comme des travailleurs conscients et des dignes fils du peuple croate opprimé, qu'ils resteront fidèles à nos idéals. Nous espérons fermement que le moment n'est pas loin où toutes nos organisations nationales dans les pays transocéaniques s'uniront avec nous en une communauté de principes et de tactique pour renverser, à forces réunies, dans une lutte commune, cette dictature grand-serbe militariste et fasciste qui est la source de tous nos malheurs, la raison du martyre indicible des émigrés.

Kréchimir Ivatchitch

Les masques tombent

La réaction et la terreur triomphent sous l'en-seigne national-tsaraniste

Ce que les gouvernements de terreur blanche de Brattiano et du général Averesco n'ont pas osé faire, n'ont pas réussi à faire, a été perpétré par le gouvernement «démocratique» des nationaux-tsaranistes: les Syndicats Unitaires et le Bloc Ouvrier-Paysan ont été dissous, leurs locaux dévastés et réquisitionnés pour les services de la Sigourantsa, et quelques centaines de militants ouvriers et intellectuels ont été emprisonnés, battus et déferés devant la justice comme attentateurs contre la sûreté de l'Etat.

Les morts chevauchent vite, dit un proverbe allemand. La réaction et le fascisme national-paysan ont parcouru en moins de cinq mois, depuis que M. Maniu a pris le gouvernement au nom de la légalité et de la démocratie, une distance incroyablement. Lorsque dans l'opposition, les leaders nationaux-tsaranistes s'inérioraient par dizaines comme défenseurs des

ouvriers et des intellectuels traînés devant les conseils de guerre comme communistes et conspirateurs contre l'Etat. Ces leaders assumaient alors, comme avocats et comme députés, la défense des Syndicats Unitaires contre lesquels les gouvernements libéraux et averescans menaient des assauts pour les dissoudre. Ils se pressaient à la barre de la justice pour déposer comme témoins en faveur des victimes de la Sigourantsa. Ils demandaient hautement l'amnistie générale et le rétablissement des libertés publiques pour tous — c'est-à-dire en premier lieu pour ceux qui en étaient privés: pour les ouvriers et pour leurs organisations professionnelles et politiques. Ils avaient même la... témérité de demander la légalité pour le Parti Communiste — en ajoutant, cependant, que ce serait là le meilleur moyen de »réduire le mouvement communiste à ses vraies proportions«.

Et aujourd'hui, avant qu'une demi-année se fût écoulée depuis l'inauguration de la »nouvelle ère« national-tsaraniste, des salves d'infanterie et de gendarmerie couchent à terre des ouvriers, des femmes et des enfants, comme dans les meilleurs temps bratianiens ou averescans. Les Syndicats Unitaires et le Bloc Ouvrier-Paysan sont dissouts; les foyers des organisations ouvrières sont transformés en des locaux de la Sigourantsa et en des casernes de la gendarmerie; des centaines de militants syndicaux et du Bloc, des ouvriers, des ouvrières, des intellectuels sont arrêtés, torturés d'après les méthodes bien connues indiquées dans le livre de M. Costa-Foru, frappés aux chaînes, traduits devant les tribunaux comme »attentateurs contre la sûreté de l'Etat«.

Le prétexte, depuis longtemps guetté, pour déclencher cette furieuse offensive réactionnaire et de terreur blanche, a été échafaudé par le gouvernement à l'occasion de l'enterrement d'un militant ouvrier mort en prison. Les ouvriers de Temesvar, où s'était clôturé un jour avant le Congrès des Syndicats Unitaires, voulaient enterrer eux-mêmes leur camarade tombé en martyr. Mais les autorités ont voulu confisquer le cadavre: elles y ont réussi, mais avec des salves d'infanterie. Après avoir fait de nombreuses victimes parmi les ouvriers — heureusement seulement des blessées — les autorités, avec à leur tête M. Vaida, ministre de l'Intérieur, ont lancé le mot d'ordre pogromiste: »les communistes ont attaqué l'armée et la police à coups de revolvers en faisant des victimes parmi les officiers et les commissaires de police...«.

La provocation ignominieuse des autorités et le mot d'ordre pogromiste du gouvernement ont trouvé un écho non seulement auprès des partis réactionnaires et de leur presse, qui jubile en démontrant qu'il n'y a pas de différence entre les libéraux, les averescans et le gouvernement national-tsaraniste, mais aussi auprès de la »démocratie« et de la presse »démocratique et indépendante«. Ergotant que les événements sanglants de Temesvar pourraient compromettre la »bonne renommée« de la Roumanie à l'étranger, cette dernière presse, en un »patriotique« accord avec la presse des libéraux et des averescans, s'est fait le complice du crime perpétré dans la capitale du Banat en couvrant le gouvernement et en ensevelissant le crime sous un complot du silence.

Encouragé, le gouvernement national-tsaraniste a passé, le lendemain même du crime, à la dissolution des Syndicats Unitaires et du Bloc Ouvrier-Paysan dans le pays tout entier et a arrêté quelques centaines de leurs militants.

A la série d'illustrations pour notre affirmation que le gouvernement national-tsaraniste n'est qu'une machine politique de la réaction, ayant pour tâche de rallier, par des prétextes »démocratiques«, des cercles soi-disant démocrates autour

de la continuation de la politique de réaction et de fascisme — s'ajoute ainsi une autre preuve décisive. Ce que les libéraux et les averescans n'avaient pas réussi à obtenir: solidariser certaines couches démocratiques de la petite-bourgeoisie à la politique de la grande bourgeoisie bancaire, industrielle et agrarienne, doit être maintenant essayé par les nationaux-tsaranistes. La terreur anti-ouvrière, anti-paysanne et antiminoritaire doit ainsi recevoir par les nationaux-tsaranistes une »justification« aux yeux de l'opinion publique démocratique de l'étranger.

»La démocratie est en danger!«, »Défendez la jeune et fragile démocratie roumaine!« — sous ces paroles, reconnaissons le carrément, le gouvernement a réussi à rallier autour de la réaction les social-démocrates roumains aussi. Mais par qui est-elle menacée, cette »démocratie« national-tsaraniste qui manie si criminellement les fusils et les matraques? Serait-ce par les intrigues et les complots ourdis en nombre du côté des libéraux, de la camarilla, de la cour, des généraux, de la haute bureaucratie civile et de l'Eglise? Que non! La »démocratie« est menacée du côté des... ouvriers!...

Mais comment donc! Par quoi ont-ils, les ouvriers, les intellectuels radicaux, les paysans radicaux, mis en danger »la fragile démocratie roumaine«? Tout simplement par le fait qu'ils ont pris au sérieux la »nouvelle ère« et essayé de se servir des libertés promises: adhérer aux organisations professionnelles de leur choix, au Parti Communiste, au Bloc Ouvrier-Paysan, s'assembler et exprimer librement leur pensée par la parole et par écrit, manifester et voter d'après leurs convictions (dernièrement a été conquise par le Bloc Ouvrier-Paysan la majorité absolue dans le conseil communal de Vulcani, région charbonnière, au détriment des nationaux-tsaranistes, des libéraux et des social-démocrates). Mais, voyez-vous, ces libertés de la démocratie national-tsaraniste ont un seul et très petit défaut: elles ne doivent pas être utilisées. Des libertés? Tant que vous voudrez, s'il vous plaît! Mais contemplez-les seulement derrière la fenêtre où elle sont conservées. Admirez-les. Mais ne bougez pas! Autrement — des balles, des tortures, la prison...

La »démocratie« a été menacée parce que les assemblées du Bloc Ouvrier-Paysan se transformaient en de puissantes démonstrations populaires; parce que les Syndicats Unitaires augmentaient de jour en jour et attiraient dans leur sein les travailleurs qui, jusqu'ici, suivaient les social-démocrates ou les nationaux-tsaranistes; parce que le programme du Bloc pénétrait dans le village et en Bessarabie (droit pour la Bessarabie de décider elle-même de son sort); parce que les difficultés économiques et financières de la bourgeoisie s'amoncèrent; parce que le chômage, la famine, la cherté de la vie augmentent; parce que les ouvriers réagissent contre ces maux par des grèves. Il a fallu, par conséquent, sauver la démocratie... en la supprimant. Le Bloc et les Syndicats Unitaires ont été dissouts dans le pays tout entier.

Les masques sont ainsi tombés des visages de messieurs les nationaux-tsaranistes. Derrière les masques »démocratiques« se montre le rictus de la réaction et du fascisme. Ceux qui ont encore gardé des illusions vis-à-vis des nationaux-tsaranistes, se réveillent. Ils comprennent maintenant que la lutte pour la démocratie des masses laborieuses et des peuples opprimés de Roumanie est en même temps une lutte contre la réaction et le fascisme cachés sous l'enseigne national-tsaraniste, plus dangereuse que l'enseigne bratianiens ou averescane, parce que se présentant sous une parure »démocratique«.

I. Mateescu

L'Exposition Bulgare Anti-Fasciste de Berlin

Le 15 mars dernier, dans les salles du »Sturm«, au Kurfürstendamm, à Berlin, fut réouverte l'Exposition Bulgare Anti-Fasciste, cette fois-ci sous le patronnage de la Ligue Allemande des Droits de l'Homme. Nous disons réouverte, car on pouvait voir cette Exposition depuis neuf mois déjà dans des grandes villes allemandes — à Berlin, par exemple, depuis 2½ mois. Elle fut inaugurée pour la première fois à Cologne, lors de l'Exposition Internationale de la Presse, en juin 1928, sous la dénomination de *Cinq Années de Terreur Blanche en Bulgarie*.

Au cours de ces 9 mois, tous le matériel amassé a constamment augmenté, car les crimes du régime bulgare de la terreur ont apporté à l'Exposition de nouveaux documents et événements. La Ligue Allemande des Droits de l'Homme avait au préalable examiné le matériel de l'Exposition pour constater s'il correspondait aux publications que la presse bulgare et étrangère avait faites et qui n'avaient pas été réfu-

tées jusque là. Aussi, considéra-t-elle de son devoir de prendre l'Exposition sous son patronnage et de l'inaugurer à Berlin sous le titre immortel de son Mémoire »Le Torrent de Sang en Bulgarie«, qu'elle avait publié après les massacres d'avril 1925. Elle s'adressa aux ouvriers, à toutes les organisations démocratiques et pacifistes, à leur presse, à un grand nombre de personnalités éminentes, en les invitant à visiter l'Exposition pour y constater au moins une partie de la vérité sur le torrent de sang bulgare.

Les belles salles du Sturm étaient trop étroites pour contenir tout le matériel amassé. De tous les tableaux, diagrammes, photos, appels, listes de noms, etc., qui couvraient une superficie d'environ 400 m², la moitié seule put à peine être exposée. Vinrent encore s'y ajouter 20 grands albums à cent feuilles chaque, contenant de nombreux documents et coupures de journaux sur la terreur blanche en Bulgarie, en Macédoine et en Dobroudja, et sur les massacres de révolu-

tionnaires macédoniens et dobroudjanais luttant pour l'indépendance de la Macédoine et de la Dobroudja dans le cadre d'une Fédération Balkanique.

L'effet produit sur les nombreux visiteurs était saisissant. Au-dessus de l'entrée, on lisait ces mots de la Commission d'Enquête Barbusse: «La vérité est plus terrible encore». En quittant l'Exposition, plein d'horreur et de révolte, on se demandait: La vérité peut-elle être plus terrible encore?

Les documents sur le torrent de sang en Bulgarie avaient une irrésistible puissance de persuasion. Les visiteurs et les représentants de la presse propagèrent cette vérité dans toutes les couches de la société allemande. Elle pénétra cette fois-ci dans les colonnes de journaux à des tendances politiques et idéelles absolument différentes: «Vorwärts», «Berliner Volksblatt», «Vossische Zeitung», «Die Welt am Montag», «12 Uhr am Mittag», «Neue Berliner Zeitung», «Rote Fahne», «Inprekorr», «Die Welt am Morgen», «I. A. Z.», «Die Weltbühne», ainsi que dans beaucoup de journaux de province, et, après la «protestation» du gouvernement de Liaptcheff, dans tous les journaux de l'Allemagne.

Ainsi, l'Exposition s'acquît une grande popularité tant en Allemagne qu'à l'étranger. Malgré les démarches diplomatiques réitérées du gouvernement bulgare, elle resta non seulement non-interdite, mais elle fut même prolongée de dix jours. En ce moment précis arrivent continuellement, de tous les coins de l'Allemagne, des demandes de réouverture de l'Exposition, et de nombreuses organisations de Berlin où on peut la voir déjà depuis 3½ mois, en demandent la prolongation. Des demandes dans ce sens parviennent aussi de l'étranger: France, Belgique, Hollande, Danemark, Suisse, Autriche, Angleterre, Tchécoslovaquie, Union Soviétique, même des Etats Unis.

Cet immense succès de l'Exposition après la tempête de protestation en Allemagne contre les nouvelles vagues de terreur en Bulgarie, et après la violente indignation du monde civilisé tout entier contre les crimes sanglants des fascistes bulgares et macédoniens, signifie un formidable coup politique contre le régime fasciste en Bulgarie. C'est à lui que l'on doit, entre autres, la «guérison» précipitée des «oreilles malades» du tsar Boris le Dernier et son départ hâtif de l'Allemagne. En guise de diversion, il a été communiqué de Sofia qu'un attentat aurait été découvert contre la sacro-sainte personne du tsar au moment même où il était en train de rentrer en Bulgarie. Il est avéré que cette tentative de diversion du gouvernement bulgare et de sa police avait pour but de camoufler la véritable signification de la nouvelle et sanglante campagne fasciste en Bulgarie contre la classe ouvrière et ses organisations. Par cette manœuvre de diversion, ils cherchent à diminuer le succès de l'Exposition et l'importance de la campagne de presse qui en est résultée. Mais les sanglants bourreaux bulgares ne réussiront pas à atteindre leurs fins. La terrible vérité sur la situation et le régime en Bulgarie s'est répandue à l'étranger, propagée dans toutes les parties du monde par un vaste et puissant mouvement de protestation.

L'Exposition sera ouverte dans des autres parties du monde aussi pour documenter les crimes perpétrés par la terreur blanche en Bulgarie et pour appuyer le réquisitoire du peuple bulgare et de l'opinion publique à l'étranger contre la bourgeoisie bulgare et son régime. Cette vérité, exprimée avec véhémence au pays même et à l'étranger, doit réaliser une des tâches primordiales de l'Exposition: l'instauration d'une enquête internationale sur le régime bulgare et ses crimes innombrables, sur la situation en Bulgarie en général. A cette enquête doivent participer les représentants du prolétariat international organisé, des intellectuels progressifs de l'étranger, de toutes les organisations et tendances anti-fascistes, aux côtés des représentants des masses laborieuses et des innombrables victimes de la terreur blanche et du fascisme en Bulgarie.

Après un silence de 9 mois sur cette Exposition dont il connaissait parfaitement l'existence, le gouvernement bulgare a l'impudence de lancer des «démentis» après que les tentatives de ses agents payés en Allemagne de détruire ou de faire interdire cette Exposition, eurent échoué. Le ministre bulgare de la justice, Kouleff, a eu l'impertinence d'entrer effrontément en une polémique avec le Secours Rouge Allemand et le «Vorwärts», et a essayé, par des tergiversations et des mensonges, de contester la véracité du matériel exposé. Il prétend qu'il n'existe pas de terreur blanche en Bulgarie, que la Bulgarie est un pays où le droit domine, que 200 personnes seulement ont été assassinées sans procès ni jugement. Mais au moment où la presse des travailleurs en Bulgarie essaie de réfuter ces dires, elle est confisquée, et les rédacteurs sont torturés et traduits devant le tribunal. Cette insolence criminelle est d'autant plus révoltante que précisément en ce moment, les organes du gouvernement et de la «justice» publique et secrète procè-

dent à des arrestations en masse et perpètrent de nouveaux et terribles crimes contre de nouvelles victimes.

Le gouvernement bulgare «proteste» et demande que, en vertu de «coutumes internationales», les gouvernements étrangers protègent par leurs polices son prestige sanglant et interdisent l'Exposition.

Cela ne doit pas se faire et ne se fera pas. L'Exposition doit continuer sa tournée à l'étranger. Elle doit constituer une véritable musée historique sur la sanglante époque fasciste actuelle. Ce musée survivra à l'époque qu'elle expose et restera un monument éternel de la honte sanglante de la classe dominante bulgare, en même temps que de l'héroïsme et de l'abnégation totale des masses en lutte. Après avoir soulevé un mouvement de protestation de masse, l'Exposition doit avoir comme conséquence l'institution d'une enquête véritable et impartiale.

L'Exposition a levé un tout petit peu le voile «parlementaire démocratique et constitutionnel» qui cache aux yeux du monde étranger l'horrible et sanglante vérité sur la situation et le régime en Bulgarie. Les carnages du fascisme bulgare, qui ont fauché d'innombrables vies humaines, continuent toujours. Les bourreaux crient qu'ils sont innocents et qu'ils sont persécutés par le fantôme de la calomnie bolchéviste. Mais en vain!

Feu le professeur et historien français Aulard, qui avait jeté un regard dans les torrents de sang des événements bulgares, avait élevé cet avertissement historique: «Ce régime est une honte pour la civilisation et un affront sanglant pour l'humanité qui le tolère encore!» — «La vérité est encore plus terrible» proclame l'Enquête Barbusse.

L'institution d'une enquête avec tous les moyens possibles pour faire ressortir cette vérité encore plus terrible, l'extension et le renforcement de la pression du dehors contre le secteur bulgare du front international du fascisme et de la contre-révolution, s'alliant à la lutte héroïque des masses populaires en Bulgarie — voilà le chemin qui fera réussir le percement désiré et mettra une fin à cette honte de l'humanité.

Les succès de jusqu'ici de l'Exposition ont prouvé que celle-ci sert ce but à un haut degré. Les cris forcenés des bourreaux sanglants bulgares et de la réaction internationale prouvent que l'Exposition a fait un travail utile. Pour rendre ce succès plus efficace encore, l'Exposition doit être élargie, renforcée et rendue plus complète.

W. Mineff

Tortures atroces infligées aux ouvriers arrêtés à Sofia

Le Comité pour la Défense des Nouvelles Victimes de la Dictature Fasciste, récemment constitué, vient de publier une Protestation sous forme d'un Exposé des cruelles tortures infligées en présence du juge d'instruction de la fameuse direction de la police de Sofia aux ouvriers communistes bulgares arrêtés.

Voici quelques extraits de cet Exposé-Protestation:

Methodi Chataroff: L'«interrogatoire» fut accompagné de menaces et d'invectives. Après de féroces tortures pendant quatre jours, des coups de verge à la tête, aux mains et au dos, ses mains furent tenues sur une table et frappées avec une verge mouillée jusqu'à ce qu'elles devinrent toute bleues et enflées. Puis, il fut battu à la tête et aux oreilles pendant presque deux heures, jusqu'à ce qu'il en perdit connaissance. On l'aspergea ensuite avec de l'eau froide pour lui faire reprendre ses sens. Ces tortures durèrent de 2 h de l'après-midi jusqu'au soir. Il entendit trois mouchards-bourreaux se concerter pour décider s'ils devaient le précipiter de la fenêtre de la chambre No. 71, ou des escaliers. On lui ordonna d'écrire l'alphabet; et, comme il ne pouvait point écrire, ayant des menottes aux mains, il fut derechef battu aux mains, aux épaules, aux oreilles et à la tête. Il retomba évanoui. Lorsqu'il reprit de nouveau connaissance, il entendit de nouveau la même conversation entre les mouchards: fallait-il le jeter de la fenêtre ou des escaliers? Puis, ces bourreaux le couchèrent à plat ventre, lui sautèrent sur le dos et se mirent à travailler ses flancs à grands coups de boîtes. Puis, on recommença pour la troisième fois à le battre à la tête, aux mains et aux oreilles. Après cet «interrogatoire», il fut traîné par terre (car il ne pouvait plus rester debout) jusqu'à l'escalier secret, l'escalier noir. Arrivé au troisième étage, un des détectives le soulève et veut le précipiter en bas par dessus la rampe. Methodi se met à crier terriblement et réussit à s'accrocher des mains à la rampe, mais de sorte que la moitié supérieure de son corps, la tête en bas, se trouvait suspendue sur le vide, et il se trouvait en danger de

tomber à chaque moment. Dans cette situation, on exigea de lui de faire des «aveux», s'il voulait avoir la vie sauve! Les juges d'instruction se tenaient en bas et donnaient leurs ordres aux bourreaux: d'arracher des «aveux» à Methodi confirmant qu'il faisait partie d'une société secrète conspirative, ou de le précipiter au bas. Le même procédé fut répété au II. étage, mais aussi en vain. Puis, on le jeta dans une chambre et les tortures recommencèrent de plus belle et durèrent pendant des semaines. Le malheureux en contracta de violentes douleurs comme des piqûres d'épingles dans le cerveau, des douleurs à la poitrine, et sa vie est aujourd'hui en danger.

Michael Pendjerkoff, rédacteur-en-chef du quotidien ouvrier indépendant *Novini*, fut arrêté le 5 septembre de l'année passée et accueilli à la direction de la police par des gifles et des invectives. Puis, on lui asséna à la tête des coups de gourdin, de crosse de pistolet, de fouet et de poings, on lui cogna la tête contre le mur, lui administra des coups de pied à la poitrine, jusqu'à ce qu'il en perdit connaissance. On lui versa ensuite de l'eau dans la bouche, et, lorsqu'il reprit ses sens, il fut battu à nouveau, jusqu'à ce qu'il retomba de nouveau inanimé. Il fut torturé ainsi à tous ses «interrogatoires». Au bout d'une semaine, il était devenu un invalide: il devait uriner toutes les cinq minutes, et rien que du sang! On continua à le torturer pendant quarante jours, jusqu'à sa remise aux autorités judiciaires, et au cours de ces quarante jours il lui était interdit de se faire apporter de la nourriture du dehors, il était enfermé dans une cellule au régime du pain sec et de l'eau. Il souffre actuellement de douleurs au cerveau, d'étourdissements, d'étouffements, etc.

Ivan Denkoff: il fut jeté à terre, ses pieds furent liés sur une chaise, et quatre agents de police lui administrèrent pendant deux heures des coups de verge sur la plante des pieds qui se gonflèrent terriblement. Deux jours après, il fut de nouveau «interrogé»: on le garotta et on le battit féroceement à coups de matraque. On le menaça de lui arracher les ongles, de le brûler avec des tiges de fer chauffées à blanc, etc. A chaque «interrogatoire», ces procédés se répétèrent, accompagnés de coups de poings, de gifles et d'invectives. Il lui en est résulté des douleurs à la tête, à la poitrine et aux jambes.

Ianko Panoff: arrêté le 4 septembre 1928, battu féroceement au poste de police à coups de poing au ventre. Il en souffrit atrocement pendant deux mois. Traîné à la direction de la police, à 9h 1/2, il y fut travaillé à coups de poing et de crosse de revolver. Avec un gros bâton portant l'inscription «Je sais tout», on lui asséna plusieurs coups féroces sur les mâchoires. On lui cogna la tête au mur jusqu'à ce qu'il en perdit connaissance. Après quelques jours, il fut à nouveau bestialement torturé pendant de longues heures. Il fut battu à coups de matraque aux pieds et au dos jusqu'à ce que la peau en devint toute noire. Sept à huit détectives lui administraient ces tortures, à tour de rôle, chacun d'eux frappant avec un redoublement de férocité. Il en perdit de nouveau connaissance. On l'aspergea avec de l'eau froide, et, lorsqu'il revint à lui, on lui lia les mains au bâton «Je sais tout», lui fourra ce bâton entre les jambes de sorte que les parties inférieures de son corps se tendaient fortement, et on le frappa au derrière féroceement, jusqu'à ce qu'il retomba évanoui. On le fit de nouveau revenir à lui, on le jeta à terre, et recommença à le torturer pour la troisième fois: un des agents de police se campa sur son cou, deux autres se tinrent debout sur ses mains, et on commença à le battre féroceement, à coups de matraque. Puis, on se mit à lui serrer les testicules et à le menacer de mort. On le suspendit de la rampe du IV. étage de la direction de la police. Les premiers jours, on ne le fit point figurer sur la liste des détenus et il fut mis à la disposition du «groupe de service», pour cacher sa mort éventuelle sous les tortures. Il fut ainsi torturé tous les jours, avant l'instruction judiciaire. Les conséquences en furent qu'il contracta de violentes douleurs à la poitrine et aux reins, de violents maux de tête, des étouffements, vertiges, étourdissements et évanouissements, et des crises de folie.

Aujourd'hui, à l'ombre sanglant du fascisme, c'est la même chose qui se répète!

Le 20 mars dernier, la police bulgare a arrêté plus de 30 ouvriers, de leurs usines et ateliers, et les a conduits à la chambre des tortures de la police de Sofia. On y essaie de leur arracher des «aveux» disant qu'ils sont des membres du parti communiste bulgare. Malgré les hypocrites déclarations du gouvernement Liapcheff que «pas un seul cheveu ne leur sera arraché», que «leur vie est garantie», on y emploie les mêmes méthodes que ci-dessus pour leur faire faire des «aveux». Voici quelques faits:

Mladen Stoyanoff a été torturé presque à mort et continuellement menacé d'être tué. Il a déjà été jeté à bas du premier étage de la direction de la police.

Luben S. Guéorguieff a été bestialement torturé et précipité à bas les escaliers de la direction de la police. A la suite des tortures subies, sa santé a été si gravement altérée que ses bourreaux ont été obligés d'appeler à son grabat d'agonisant sa femme et un médecin.

*

Cet Exposé-Protestation se terminait par un ardent appel à la lutte de protestation et par une convocation d'une Assemblée de protestation, pour le 5 avril dernier.

Or, le 5 avril dernier, le local où l'Assemblée devait avoir lieu a été occupé par des agents de police et des bandes armées de fascistes, pour empêcher la réunion. Tout le quartier autour du local avait été transformé en un camp militaire. Les ouvriers accourus par toutes les rues réussirent, cependant, à dresser une tribune en plein air et à y exprimer leurs véhémentes protestations contre l'arrestation de leurs camarades et les tortures qui leur furent infligées à la direction de la police.

La police, furieuse, opéra de nombreuses arrestations parmi les ouvriers démonstrants, aussi de l'orateur lui-même, *Entscho Stajkoff*, rédacteur de l'organe du Parti Ouvrier, membre du Comité Central de ce parti, et aussi membre du Comité pour la Défense des Nouvelles Victimes de la Dictature Fasciste.

Auguste Forel nous exprime sa protestation contre le fascisme

L'imposante manifestation du monde progressif en entier contre l'hydre du fascisme, le Congrès Antifasciste de Berlin, a eu le retentissement digne de l'importance de cette noble oeuvre. De partout s'élèvent des voix de solidarité pour le grand mouvement antifasciste qui a reçu, par la noble initiative du grand ami des peuples opprimés, Henri Barbusse, un si puissant appui. Une des protestations qui nous sont adressées est particulièrement précieuse, car elle émane d'une personnalité de célébrité mondiale qui a consacré toute sa longue et valeureuse activité à la cause des faibles et des opprimés, et dont le monde intellectuel en entier a célébré l'an dernier le 80me anniversaire: Auguste Forel.

Le vénérable homme de science et de bien nous écrit:

«J'ai lu avec un vif intérêt le numéro du 1er avril de la Fédération Balkanique. Je suis moi-même un antifasciste acharné. Je suis parfaitement d'accord avec Henri Barbusse. Malheureusement, j'aurai bientôt 81 ans, je suis souffrant, et je ne puis prendre une part active dans la lutte contre le fascisme dont Mussolini, ce démon à face humaine, est le digne représentant. Mais je vous prie de publier ces lignes comme une énergique protestation contre le fascisme criminel.»

Dr. Auguste Forel,
ancien professeur à Zurich

Nous présentons au célèbre savant toute notre admiration de son inlassable énergie pour la bonne cause, et lui souhaitons de longues années encore de sa vie si féconde en bienfaits pour les souffrants.

Prière de noter la nouvelle adresse de la „Fédération Balkanique“:
Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50,
et d'adresser tout envoi d'argent à:
„La Fédération Balkanique“ — Postscheckkonto No. D-73.797, Wien.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Wohin geht das faschistische Bulgarien?

Der Sinn des neuen faschistischen Aufmarsches*)

Anfang April 1929

Das faschistische Bulgarien erlebt eine schwere innere wirtschaftliche und politische Krise. Diese ist der Ausdruck derjenigen tiefen Prozesse, die sich in innerem bulgarischen und internationalem Maßstabe, in der kapitalistischen Wirtschaft, in der Epoche des Imperialismus abspielen. Der Ausgang dieser tiefen Krise ist von dem Verhältnis zwischen den Kräften vom inneren und internationalen Charakter bedingt, die sich auf der gesellschaftlichen Arena in Bulgarien bekämpfen. Und da in unserem Lande die internationalen Faktoren eine besonders wichtige Rolle spielen, kann das heute in Bulgarien bestehende Regime durch das Prisma der allgemeinen sozial-politischen Orientierung der großen imperialistischen Staaten behandelt werden, wobei auch auf den Charakter und die Richtlinien ihrer Balkanpolitik eine besondere Rechnung getragen wird. Denn die großen imperialistischen Staaten haben immer eine große Rolle im politischen Leben des Balkans gespielt; in allen schicksalvollen Momenten ist ihr Einfluß entscheidend gewesen. Nach den Kriegen wuchs ihr Einfluß und ihre Rolle noch mehr und gleichzeitig damit wuchs auch die Abhängigkeit der Balkanländer und speziell die Bulgariens von den siegreichen Großmächten. Die bulgarische Bourgeoisie als herrschende Klasse, die nach den Kriegen und den nationalen Katastrophen ihr Ansehen und ihren Einfluß innerhalb der breiten Volksmassen verloren hatte, konnte, dank der Hilfe der Großmächte, den Staatsstreich vom 9. Juni 1923, der eine Kriegserklärung an das ganze Volk bedeutete, durchführen, zwei große Volksaufstände niederwerfen und die Blüte der Volksmassen physisch vernichten. Ihre blutige Regierung des weißen Terrors und Faschismus konnte politisch und ökonomisch stabilisiert werden, gerade infolge der ihr von dem internationalen Imperialismus erteilten Unterstützung. Aber diese Unterstützung mußte sie bezahlen, indem die Siegermächte zu uneingeschränkten Verwaltungen im Lande wurden. Auch heute können die bürgerlichen faschistischen Faktoren keine Frage der inneren und Außenpolitik des Landes selbständig, ohne die Zustimmung bestimmter Großmächte, entscheiden. Noch weniger können sie über die Zusammensetzung der Regierung in Sofia entscheiden, oder wie ihre politische Linie sein soll; sie sind außer Stande, eine Regierung anzusetzen, die den Bestrebungen und den Einflüsterungen der großen imperialistischen Beschützer nicht entsprechen würde. Faktisch verwandelten sie das Land in eine fremde Kolonie und sich selbst, als die herrschende Klasse, in eine Bourgeoisie zweiten Ranges, in einen blinden und lakaienhaften Handlanger des Willens der Siegermächte.

Deshalb ist es notwendig, die allgemeine Politik der großen imperialistischen Staaten und speziell ihre Balkanpolitik zu betrachten, um zu zeigen, in welcher Richtung sie die Entwicklung unseres Landes beeinflussen.

Zweifelsohne wird die Politik der großen Imperialistenmächte nicht nur durch das Anwachsen ihrer gegenseitigen imperialistischen Gegensätze, sondern in noch höherem Maßstabe durch das Hervortreten der konterrevolutionären Tendenzen der inneren und internationalen Politik gekennzeichnet. Die revolutionäre Bewegung des Proletariats und die national-revolutionären Bewegungen in den Kolonien und Halbkolonien niederzuwerfen, den Herd der Weltrevolution, die USSR einzukreisen und zu vernichten, das sind die Aufgaben, die diese Mächte sich gestellt haben.

Innerpolitische und soziale Reaktion, Einkreisung des einzigen proletarischen Staates, allseitige Vorbereitung seiner Vernichtung durch einen Krieg, dies charakterisiert die Politik des Weltimperialismus. Heute macht er verzweifelte Anstrengungen, um seine Konflikte hinauszuschieben und die internationale konterrevolutionäre, kapitalistische Reaktion gegen die USSR auszubauen.

Die Balkanpolitik der imperialistischen Räuber ist erfüllt mit reaktionärem und konterrevolutionärem Geist.

*) Siehe „Balkan-Föderation“ Nr. 114 vom 15. IV. 1929.

Vor dem Abschluß des englisch-französischen Abkommens bewegten sich die Balkangegensätze auf der Linie der Rivalität zwischen Italien und England einerseits und Frankreich andererseits. Im Zusammenhang damit war die Kriegsgefahr zwischen den einzelnen Balkanländern viel akuter als heute. Die englisch-französische Verständigung hatte eine Stärkung der faschistischen und konterrevolutionären Tendenzen in allen Balkanländern zur Folge. England und Frankreich setzten sich nunmehr eine Aufschiebung aller Balkankonflikte und Streitigkeiten, sowie das Zustandekommen eines antisowjetischen Balkan-Locarnos, zum Ziele.

Der Regierungswechsel in Griechenland, Bulgarien und Rumänien, der bürgerlich-monarchistische Staatsstreich Anfang des Jahres in Jugoslawien, das polnisch-rumänische Kriegsbündnis, die zwischen Griechenland und Jugoslawien geschlossenen Verträge, die schwebenden Verhandlungen zwischen Griechenland und Bulgarien, Jugoslawien und Bulgarien, die bevorstehenden Verhandlungen zwischen Jugoslawien und Rumänien, zwischen Rumänien und Bulgarien, die verstärkten Aufrüstungen, die unaufhörlichen Reisen französischer Generäle und Diplomaten in den Balkanländern, die Erteilung der Stabilisierungsanleihe usw. usw., das sind die Anzeichen der Entwicklung, die die imperialistischen Siegermächte auf dem Balkan und in unserem Lande herbeiführen.

Zwecks Beeinflussung nach dieser Richtung hin sind die mächtigsten wirtschaftlichen und politischen Triebkräfte in Bewegung gesetzt. Auch das faschistische Italien sieht sich gezwungen, seine Politik der unmittelbaren Expansion auf dem Balkan und im nahen Osten den allgemeinen Linien des englisch-französischen Blocks und des internationalen Kapitalismus zu unterwerfen.

Im Zusammenhang mit all dem gewinnt die Kriegsgefahr auf dem Balkan gegen die USSR einen aktuellen Charakter und beherrscht die gesamte innere Balkanpolitik. Vorbedingung für die Vorbereitung des Krieges ist die Ueberwindung und Niederwerfung der klassenmäßigen und national-revolutionären Bewegungen in diesen Ländern. Alle Balkanregierungen haben sich politisch verpflichtet, sich untereinander zu verständigen, die Balkanfront gegen die USSR zu sichern.

Die gegenwärtige Lage auf dem Balkan wird gerade dadurch gekennzeichnet, daß die Balkanstreitigkeiten unter dem Druck der imperialistischen Großmächte in den Hintergrund zurücktreten und der reaktionäre, konterrevolutionäre Kurs in allen Balkanländern erhöht wird.

Der militärisch-monarchistische, faschistische Umsturz in Jugoslawien, die Ausnahme Gesetze gegen die Kommunisten in Griechenland, der Schlag gegen die Kommunistische Partei und die legalen Klassenorganisationen in Bulgarien, die Auflösung der revolutionären Gewerkschaften in Rumänien usw., diese neuen Tatsachen zeigen, nach welcher Richtung die sogenannten »internationalen Faktoren« die Entwicklung in den Balkanländern einschließlich Bulgariens hinführen.

(Schluß folgt)

Kremakoff

Das äußere Gesicht des Venizelismus

Der historische Moment ist gekommen. Herr Leon Mauas hat in der Kammerkommission das Gesetz gegen den Kommunismus vertreten. Nun ist die Rettung der Gesellschaft nicht mehr weit. Die Dialektik des Liberalismus wird gepriesen. Einerseits — andererseits. Einerseits »wehrt man sich gegen die ausdrücklichen Drohungen des kämpfenden Kommunismus«, andererseits — will man die Freiheit des Denkens garantieren. Die schlimmste Tyrannei hat diese Freiheit, die ihrer Kontrolle entrückt ist, immer respektieren müssen. So versuchte auch Mauas, das hehre Palladium der Konstitution, die Gedankenfreiheit gegen alle möglichen Mißbräuche der Staatsgewalt zu retten. Folgen wir den philosophischen Ideen des liberalen Klopffechters: »Der Staat hat nicht nur das Recht, sondern die Pflicht, die Gesellschaft gegen gewaltsamen Umsturz zu verteidigen«. Gut gebrüllt, Löwe! Schon die

Ideologen des ancien régime haben dies erklärt, sie haben von dem dritten Stande gefordert, daß er im Rahmen »einer friedlichen Evolution« die Gesellschaft zu ändern suche, nicht aber dessen Grundlagen antaste. Die geistigen Ahnen des Herrn Mauas sind aber nicht in den Reihen der liberalen, der freiheitlichen Bürger zu suchen. Die Demokratie von 1789 und 1792 schuf eine neue »öffentliche Ordnung«; die bürgerliche Gesellschaft und die Gewalt war die Geburtshelferin dieses, wie sagt doch Herr Mauas — Vorstoßes gegen die Demokratie.

Herr Mauas ist sehr schlau. Er weiß, daß die beste Methode, den Kommunismus zu überwinden, eine Reform, eine »positive und menschliche Sozialpolitik wäre«. Dieser Weg wurde auch einst von den alten feudalen Gewalten als richtig erkannt. Wollte nicht Necker das Königtum durch Reformen retten? Aber es blieb bei tönenden Tiraden, es blieb beim Willen, der am Unverständnis gerade der maßgebenden Faktoren scheiterte. So ist es auch in diesem Falle. Die »wahrhaft liberalen Gesetze«, die öffentliche Hygiene, der Unterricht für die Mittellosen sind nicht so optimistisch zu beurteilen, als es Herr Mauas zu behaupten wagt. Wo ist die sozialpolitische Praxis? Als Herr Thomas, als in den jüngsten Tagen Herr Dixier nach Athen kamen, besuchten sie nicht nur die Trümmer einer großen Vergangenheit, sondern auch die Trümmer, die Ruinen der Washingtoner Verpflichtungen und der sozialpolitischen Gesetze. In Griechenland, meint Herr Mauas, regiere der »kleine Besitz in Stadt und Land«. Er stellt die Herrschaft einer zügellosen Plutokratie als Erscheinungsform einer demokratischen Kleinbürgerschaft dar. Das Kleinbürgertum wird von niemand anderem bedroht, als von der großen, zum Teile landfremden Industrie und am flachen Lande durch die Tsakis, welche zwar keine rationell bewirtschafteten Lati-fundien schufen, aber das Aufkommen einer konsolidierten Bauernschaft, die von eigener Arbeit lebt, hindern. Geradezu pharisäisch aber klingt es, wenn der liberale Berichterstatter davon spricht, man müsse die Bourgeoisie auf einem »hohen moralischen Niveau« erhalten, um aller Anfeindungen Herr zu werden. Wie denkt der Apologet des Systems über die zahllosen Flüchtlingsskandale, über Power und Traction, über Hambro? Er antwortet nicht. Der redegewaltige Mund verstummt. Nun aber wird Herr Mauas lustig. »Das Programm der III. Internationale ist, wie man weiß, eminent revolutionär.« Ein Programm ist ein Bekenntnis, ein Ausdruck des freien Denkens — oder nicht? Ist Herr Mauas wirklich so weit, selbst die Zugehörigkeit zu einer Ideologie zu verfolgen? Gleich darauf aber rollt Mauas das mazedonische Problem auf. Er wirft den Kommunisten Hochverrat vor, weil sie für die Unabhängigkeit dieses Gebietes eintreten. Er vergißt dabei, hinzusetzen, daß gerade dadurch die letzten Reste griechischer Minoritäten vor Ausrottung in SHS und Bulgarien bewahrt würden, da ja nur im Rahmen einer freien Föderation aller Balkanvölker ein freies Mazedonien möglich wäre. Wenn Mauas erklärt, daß die Kommunisten die Idee des Vaterlandes verneinen, so hat es damit folgende Bewandnis. Die Arbeiter haben keinen Anteil am Vaterlande des Herrn Mauas. Sie sind Hintersassen dieses liberalen Vaterlandes, Stiefkinder der Mutter Hellas und da verlangt man von ihnen Treue und Liebe. Schafft erst ein Hellas der Werktätigen und alle werden für dieses Vaterland eintreten. Herr Mauas ist ein wohlmeinender Mann. Er weiß, was er dem äußeren Ansehen des Venizelismus schuldig ist. Er spricht den Kommunisten keineswegs das Recht ab, »die normalen Wege des liberalen Parlamentarismus zu beschreiten«. Freiheit der Presse, ja Versammlungs- und Koalitionsfreiheit will er ihnen verheißen, wenn sie eine friedliche Propaganda für ihre Ideen betreiben. Wo die friedliche Propaganda aufhört, ob nicht zum Beispiel die friedliche Propaganda der Prinzipien schon Hochverrat darstellt, darüber schweigt der Berichterstatter. »Theoretisch und akademisch« dürfen sich die Uebeltäter über ihre Auffassungen verbreiten, die Anwendung ihrer gegen die bestehende Ordnung gerichtete Auffassung ist verboten! Die »praktische Vorbereitung der sozialen Umwälzung« soll durch das Gesetz getroffen werden. Die theoretisch-abstrakte Freiheit von der Freiheit des Herrn Mauas übel zu denken, bleibt gewahrt. Denn die Anwendung der Ideen darf man nicht einmal friedlich, nicht einmal theoretisch versuchen. Man will einfach, daß alle Kommunisten soziale Venizelisten werden, dann dürfen sie auf Schonung rechnen — vielleicht sogar auf Senatssitze, wie Herr Stratis, der neugebackene Senator. Die Theorie ist erlaubt, wer sie aber verbreitet, der reizt unwillkürlich zu ihrer Anwendung auf. Das aber ist verboten. Es klingt wie eine teuflische Verhöhnung, wenn der Exponent der venizelistischen Staatsidee den von ihm Bedrohten die Pfade der Legalität empfiehlt. Besteht denn etwa diese Legalität noch für sie? Hat man nicht in Saloniki die Stimmen der »Einheitsfront« in fast allen Wahlsprengeln einfach annulliert? Hat man die unitären Gewerkschaften als solche anerkannt, obwohl sie der Roten, der Moskauer Internationale gar nicht angehören?

Nichts von alledem! Erst stellt man den Gegner »hors la loi«, dann läßt man ihn schuldig werden und predigt ihm den gesetzlichen, den Weg des »liberalen« Parlamentarismus. Wie immer man zu den Zielen, wie immer man zu den Methoden der revolutionären Arbeiter stehen mag: alle, die nur halbwegs Sinn für das Wesen einer freiheitlichen Entwicklung sich bewahrt haben, müssen gegen Mauas und seine Panegyrik des brutalen »liberal-faschistischen« Terrors sich wehren. Das äußere Gesicht des liberalen Regimes muß entlarvt und der Anschlag gegen die Ueberlieferungen, selbst der bürgerlichen Revolution, muß zunichte gemacht werden.

Phaleron, 25. April.

Melingos

Die finanziellen Leiden der Diktatur

Die Reise des neuen Handelsministers Dr. Želimir Mažuranić nach Paris hatte einen anderen Zweck, als nur eine formale Unterzeichnung des Handelsvertrages mit Frankreich. Dieser Vertreter der kroatischen Kapitalisten in der Diktaturregierung der »Weißen Hand« hatte die viel bedeutendere Mission, den Weg zum so lang ersehnten Abschluß einer Auslandsanleihe zu ebnen. Den internationalen finanziellen Kreisen ist die schwere, beinahe verzweifelte wirtschaftliche Lage Jugoslawiens zu gut bekannt. Im größten Teile des Staates herrscht chronische Hungersnot, die Preise der landwirtschaftlichen Produkte stehen im auffallenden Mißverhältnis zu den Preisen der Industrieartikel. Die Staatsverwaltung forciert künstlich die Ausfuhr, und die Generaldirektion der Zölle gibt das kommerzielle Endresultat für das Jahr 1928 folgendermaßen bekannt: Ausfuhr für 6.444.699.695 und Einfuhr 7.853.323.096. Die Handelsbilanz für das Jahr 1928 schließt daher mit einem Passivum von 1.108.623.401 ab. Infolge dieses Passivums stockt natürlich das ganze wirtschaftliche Leben, und die Volkswirtschaft befindet sich in einer ungeheuren Krise. Dieser Moment allein, abgesehen von den politischen Faktoren, ist instande, den Trägern des Diktaturregimes den Hals zu brechen. Das wissen die Gewalthaber und ihre politischen Ratgeber sehr gut und sind deswegen bemüht, um jeden Preis zu einer Auslandsanleihe zu kommen.

Dem ausländischen Kapital ist aber auch die große politische Labilität und schwache ökonomische Grundlage des neuen Regimes ebenso bekannt, und deswegen fordert es einen ungeheuren Preis. Das fremde Kapital verlangt in erster Reihe, daß der Staat SHS zuerst alle Kriegs- und Vorkriegsschulden Serbiens und anderer jetzt jugoslawischen Länder konsolidiert und alle bis jetzt fälligen und rückständigen Zinsen in Gold zahlt. Die französischen Inhaber der serbischen Coupons haben sich an das Haager Schiedsgericht gewendet und die Rechtslage steht für den Staat SHS sehr schlecht. Trotz aller offiziellen Phrasen über den freundlichen Empfang des jugoslawischen Handelsministers in Paris, ist es ihm nicht gelungen, in seinen Besprechungen mit Poincaré, Briand und Chéron diese zu bewegen, es zuzulassen, daß die jugoslawische Regierung diese Schulden in Papierfranken oder Dinars zahle.

Wie hoch sind diese in verschiedenen Goldwährungen abgeschlossenen Schulden, und wie hoch sind die rückständigen Zinsen, deren Zahlung in Gold verlangt wird? Dies ist zur Zeit schwer zu errechnen, weil die Auszahlung einiger Coupons schon im Jahre 1914 und die des größten Teiles im Jahre 1918 eingestellt wurde.

Die nachstehende kurze Uebersicht der Staatsschulden wird am besten beweisen, wie schwierig das Problem ist und wie die Lage der Diktatoren wenig rosig ist.

Schulden des früheren Serbiens:

2% Losanleihe 1881	Dinar	13.170.000
Tabaklose 1888	Dinar	8.330.000
4% Anleihe 1895	Dinar	314.870.000
5% Anleihe 1902	Dinar	40.938.000
4,5% Anleihe 1906	Dinar	67.105.000
5% Anleihe 1913	Dinar	213.785.000

Schulden Bosniens und Herzegowina:

4% Anleihe 1895	öst.-ung. K	20.320.000
4,5% Anleihe 1898	öst.-ung. K	19.616.000
4,5% Anleihe 1902	öst.-ung. K	71.878.000
5% Eisenbahnleihe 1914	öst.-ung. K	30.000.000
5% Investitionsanleihe 1914	öst.-ung. K	30.000.000

Schulden Dalmatiens:

Gesamtbetrag	öst.-ung. K	41.094.000
------------------------	-------------	------------

Schulden Kroatiens und Slawoniens:

4% Kroat.-slaw. Landesanleihe	öst. Gulden	6.688.000
4,5% Entschädigung	öst. Gulden	14.775.650

Schulden Sloweniens:			
4% Landesanleihe 1888	öst.-ung. K		2,206.000
4,5% Meliorationsanleihe 1911	öst.-ung. K		10,600.000
4,5% Anleihe 1917	öst.-ung. K		3,963.000
Prager Schuld	öst.-ung. K		3,963.000
Schulden Montenegros:			
5% Londoner Anleihe	Pfd.		216.340
6% Pariser Anleihe	fr. Fres		9,600.900
Staatsschulden SHS:			
7% Investitionsanleihe 1921	Dinar	496,059.000	
4% Agrarobligationen 1921	Dinar	124,355.000	
8% Blair-Anleihe 1922	Dollar	15,250.000	
7% Blair-Anleihe 1927	Dollar	30,000.000	
Reliefschuld an England	Pfd.	2,935.170	
Kriegsschuld an England	Pfd.	32,550.000	
Kriegsschuld an Amerika	Dollar	62,250.000	
»Steg«-Schuld	Goldfranken	6,741.000	
5% Anschaffungsanleihe	fr. Fres.	242,291.990	
7,5% Orientbahnbons	fr. Fres.	104,980.100	
3,5% Kriegsschadenrente	Dinar	4.292,076.000	

Schuld »Caisse Commune«	franz. Goldfres.	403,972.000
Schuld an die »Nationalbank«:		
Für Austausch der Kronenrenten	Dinar	1.062,644.875
Für Approvisation der passiven Gebiete	Dinar	40,771.700
Anleihe des Postministeriums	Dinar	13,750.000
Schuld des Landwirtschaftl. Ministeriums	Dinar	14,600.000
Schuld der Belgrader Tramways	belg. Fres.	3,920.000

Hier sind nicht die »schwebenden Schulden« des Staates eingerechnet, welche zirka 4 Milliarden Dinar betragen, und auch nicht die Schuld der Monopolverwaltung von einer Milliarde. Die Emission der Kriegsschadenrente ist noch nicht abgeschlossen — und alle angeführten Schulden nicht konsolidiert. Die Diktatur wird sicher, um sich selbst zu retten, alle Forderungen des internationalen Kapitals annehmen, aber all dies wird nur einen Augenblickserfolg haben.

Das werktätige Volk wird ein stärkerer Faktor als die Träger des neuen Regimes sein, die Arbeiter und Bauern werden dieses System verurteilen und stürzen, weil dies ihr Klassenbewußtsein und die Entwicklung der Ereignisse fordert.

Krešimir Ivačić

Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!*)

Die Unabhängige Arbeiterpartei und die nationale Frage in Mazedonien

VII.

Die Vereinigung der mazedonischen revolutionären Kräfte in einer einzigen Organisation ORIM Unifiée (Vereinigte Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation) bedeutet das seit dem Aufstand von Ilinden wichtigste Ereignis der mazedonischen revolutionären Bewegung.

Das in Bulgarien von der bulgarischen reaktionären Bourgeoisie, dem Hofe und den Militaristen unter der Regierung des blutrünstigen Zankoff organisierte blutige Gemetzel kostete dem bulgarischen Volke Tausende und Abertausende seiner besten Söhne. Zur Schande der mazedonischen revolutionären Idee spielten Alexandroff, Protogeroff und ihre ORIM-Leute die größte Rolle bei den Massakern Zankoffs, indem sie in Massen bulgarische Arbeiter und Bauern, mazedonische föderalistische Revolutionäre und Kommunisten töteten. Diese Seite der Geschichte des bulgarischen Volkes muß in den schwärzesten Lettern geschrieben werden. Zur Schande der Arbeiterklasse und der sozialistischen Idee half die sozialdemokratische Partei Bulgariens aktiv dem blutigen Regime Zankoffs und drückte dadurch für ewig das Brandmal der Feigheit und des Verrates an den Arbeitern der Städte und der Dörfer auf ihre Stirn.

Welchen Einfluß hatte diese Herrschaft auf die mazedonische Freiheitsbewegung? Das Gegenteil dessen, was Zankoff, Alexandroff und Protogeroff darüber berichten. Die revolutionäre Bewegung in Mazedonien wurde dadurch vollständig geschwächt und die reaktionäre serbische Herrschaft in Mazedonien wurde gestärkt und begann systematisch ihre Unterdrückungs- und Entnationalisierungspläne zu vollführen. Man sieht, daß die fehlerreiche Politik der Verkhovisten nun nicht allein den Interessen der bulgarischen Bourgeoisie, sondern auch der serbischen und griechischen Bourgeoisie — alle drei reaktionär und eroberungssüchtig — diente.

Die Massen des mazedonischen Volkes begannen nun zu verstehen, zu welchem Abgrund sie die verbrecherische Politik Alexandroffs und Protogeroffs führte. Die Massen der mazedonischen Flüchtlinge und Revolutionäre in Bulgarien begannen sich zu fragen, was wohl aus Mazedonien und Bulgarien würde, wenn diese Politik fortdauerte. Unter dem Einfluß der Massen begannen Alexandroff und Protogeroff nachzudenken. Und in einem erleuchteten Momente schienen sie zu verstehen, daß sie sobald wie möglich das schandvolle Bündnis der mazedonischen Revolutionäre mit dem Hofe, den Militaristen und der reaktionären bulgarischen Bourgeoisie brechen, daß man sobald als möglich alle wahren mazedonischen Kämpfer in eine einzige revolutionäre Organisation vereinen und den Kampf zusammen mit allen jenen unterdrückten Nationen des Balkans und der revolutionären Arbeiterbewegung, deren Ziel, was Mazedonien und den Balkan betrifft, das gleiche wie jenes der mazedonischen Freiheitskämpfer ist, führen müßte.

Und wir erlebten einen seltenen historischen Augenblick: Am 6. Mai 1924 wurde in Wien ein gemeinsames Manifest aller mazedonischen Revolutionäre ausgearbeitet und die Unterschriften der Verkhovisten Alexandroff und Proto-

geroff gemeinsam mit jener des Föderalisten Tschauloff im Namen der ORIM daraufgesetzt. Dieses Manifest symbolisierte die ganze mazedonische Bewegung und gab dieser ganzen Bewegung eine gesunde und feste Basis: ihre vollständige und ganze Unabhängigkeit von allen Balkanherrschaften und allen ihren dynastischen und militaristischen Interessen.

Die Grundlagen dieses an das ganze mazedonische Volk gerichteten Manifestes waren folgende:

1. Es steht fest, daß nicht eine einzige der Balkanregierungen an die Befreiung und die Einigung des mazedonischen Volkes denkt, und daß jede dieser Regierungen sich bemüht, Mazedonien für sich selbst zu erobern, das heißt auch für die Zukunft neue Keime von Kriegen zwischen den Balkanvölkern zu schaffen.

2. Die Befreiung und die Einigung Mazedoniens ist nur möglich, wenn das mazedonische Volk seinen Befreiungskampf in voller Unabhängigkeit führt und sich bemüht, alle verstreuten Kräfte der mazedonischen Freiheitsbewegung in einer revolutionären mazedonischen Einheitsfront zu vereinen.

3. Die ORIM wird auf das Engste mit allen revolutionären und fortschrittlichen Bewegungen auf dem Balkan und in Europa zusammenarbeiten und sich hauptsächlich auf die balkanische Einheitsfront stützen; sie wird ihre revolutionäre Tätigkeit für die Freiheit und Unabhängigkeit Mazedoniens und die Schaffung einer Balkan-Föderation verstärken und hiedurch den Frieden auf dem Balkan schaffen und an dem europäischen Frieden mitarbeiten und ihn befestigen.

Diese Grundlagen des Manifestes sind in der Tat die Ergebnisse einer jahrelangen, mit teurem Blut der besten mazedonischen Kräfte bezahlten Erfahrung. Man erkennt die Tragweite dieses Aktes schon allein an dem allgemeinen Entzücken, mit welchem es von allen mazedonischen Revolutionären begrüßt wurde. Der Gedanke an das Ende des Bruderkrieges der Organisationen erfüllte alle Mazedonier mit neuen Hoffnungen an bessere Tage der Freiheit für Mazedonien.

Die herrschenden Klassen in den Balkanstaaten, besonders Bulgariens, setzten jedoch alle Mittel in Bewegung, um das Bündnis der mazedonischen Revolutionäre zu verhindern, da sie wohl erkannten, daß dieses Bündnis das Ende ihrer Unterdrückung und Ausbeutung auf dem Balkan wäre. Die Zankoff-Regierung übte sofort auf Alexandroff und Protogeroff einen Druck aus. Eng mit diesem Regime und den bulgarischen Imperialisten verbunden und uneingedenk der großen historischen Bedeutung des Manifestes leugneten Alexandroff und Protogeroff ihre Unterschriften und begingen so einen neuen Verrat an der mazedonischen Freiheitsbewegung.

Kurze Zeit später wurde Alexandroff, als er sich in Begleitung Protogeroffs befand, getötet. Es ist klar, daß diese Ermordung unter Mitwisserschaft Protogeroffs auf Wunsch gewisser bulgarischer herrschender Kreise durchgeführt wurde, welche Protogeroff vertrauenswürdiger hielten, als Alexandroff.

Anstatt mit den gegenseitigen Brudermorden aufzuhören, dienten die mazedonischen Kämpfer weiterhin der bulgarischen Reaktion als blinde Instrumente und befehle-

*) Siehe „Balkan-Föderation“ Nr. 86 vom 15. Februar 1928.

sigten sich, alle Teilnehmer des Manifestes vom 6. Mai 1924 zu töten. Die hehrsten Vorkämpfer der mazedonischen Freiheitsbewegung fielen als Opfer in diesen Kämpfen. Im September 1924 wurden 160 mazedonische Revolutionäre, unter ihnen Dimo Hadji Dimoff, St. Kovatscheff, Ar. Yovkoff, Tsch. Kantardjoeff, Al. Buinoff und andere getötet. Die Mörder waren jedoch noch nicht mit den in Bulgarien begangenen Morden zufrieden und schickten ihre Schlächter auch ins Ausland. Diese töteten Peter Tschauloff in Mailand am 23. Dezember 1924, und am 8. Mai 1925 Todor Panitza in Wien.

Trotz all dieser verbrecherischen Anschläge bahnte sich jedoch die gesunde Idee des Manifestes vom 6. Mai 1924 ihren Weg und die wahren mazedonischen revolutionären Organisationen begannen sich von neuem zu konstituieren. Die in einer Versammlung zusammen gekommenen Anhänger der Idee des Manifestes vom 6. Mai 1924 sandten einen neuen Appell an die mazedonischen Revolutionäre und luden sie ein, das am 6. Mai 1924 unternommene Einigungswerk fortzusetzen. Sie gründeten eine Organisation, welche den alten Namen der Inneren Mazedonischen Revolutionären Organisation beibehielt und diesem das Wort **Unifié** beifügte, um dadurch auch durch ihren Namen die Wichtigkeit der Vereinigung aller revolutionären Kräfte zu unterstreichen. Diese Organisation heißt in ihren Initialen **ORIM Unifié**.

Die gleichfalls im Oktober 1925 veröffentlichten Statuten drücken klar und deutlich die Ziele der Organisation aus und setzen den Weg fest, dem man folgen mußte: Das Bündnis in einer Kampfesfront aller revolutionären Kräfte ohne Unterschied des Glaubensbekenntnisses, der Nationalität, das Bündnis aller revolutionären Organisationen, deren Ziel die Befreiung und die Unabhängigkeit Mazedoniens ist, die Einheitsfront der Arbeiter und Bauern, Einheitsfront aller unterdrückten Völker des Balkans. Nur so wird es möglich sein, die Freiheit und Unabhängigkeit Mazedoniens zu erobern und die Föderation der freien Balkanvölker zu errichten.

Es ist wichtig, noch einmal zu betonen, daß die Bildung der **ORIM Unifié** das wichtigste historische Ereignis im Kampfe des mazedonischen Volkes für seine Freiheit und Unabhängigkeit darstellt, und daß die wahren mazedonischen Revolutionäre ihren gegenseitigen Morden ein Ende bereiten, sich um die **ORIM Unifié** scharen und mit allen Kräften in den Dienst des unternommenen Werkes treten müssen. Die Balkanbourgeoisie wacht mit allen Kräften über ihre Interessen. Mazedonische Revolutionäre, arbeitet mit all Euren Kräften, mit Eurer ganzen Energie, für Eure Interessen, für Eure Freiheit!

(Fortsetzung folgt.)

Kosta Novaković

Die Entwicklung der kroatischen nationalen Bewegung

I.

Nach der großen französischen Revolution nahm die Idee der Völkerbefreiung einen mächtigen Aufschwung und von dieser Zeit datiert auch die nationale Bewegung unter den Balkanvölkern.

In Kroatien begannen die ersten Lehrer des Volkes sich um Liudevít Gai und Yanko Draschkovic zu scharen, welche die Befreiungsidee auf breiter slavischer Basis aufbauten, indem sie die Bezeichnung »illyrisch« wählten, unter welcher sich alle Balkanvölker vereinigen sollten.

Die illyrische Bewegung fand bei allen Serben, welche sich nur für den Namen »serbisch« begeisterten, heftigen Widerstand. Da sich Gai der serbischen Sprache als Schriftsprache bediente, versuchte man serbischerseits auch auf die Kroaten den Namen »Serbe« auszudehnen. Infolge dieser Tendenzen dauerte es nicht lange, daß sich der Illyrismus und der Panserbismus die Stirn boten.

Dies rief auch die Reaktion Ante Startschevic' hervor, welcher das kroatische Nationalbewußtsein zu erwecken begann, indem er forderte, »daß sich alle Rajas Südslaviens Kroatien anschließen.« Startschevic leugnete sogar die Existenz des Namens »serbisch«, indem er auf Grund historischer Darlegungen nachwies, daß dieser Name in der Geschichte niemals bestand. Die Serben bemühten sich ihrerseits, den Nichtbestand des Namens »Kroate« nachzuweisen.

So verbreiteten die panserbische und die pankroatische Idee gleicherweise die »nationale Einigkeit«. Dieser Unterschied in den Bezeichnungen teilte die Völker in zwei feindliche Lager.

Die Zeit des Illyrismus ging ungefähr gegen 1848 zu Ende. Er hatte den heftigen Widerstand der, unter Banus Jellatschic, vereinigten Kroaten und Serben aus Kroatien gegen die Ungarn zur Folge, und half an dem Ersticken der ungarischen Revolution mit.

Der revolutionäre Kampf für das unabhängige Kroatien.

Nach 1848, als Oesterreich in Kroatien den Absolutismus — den germanischen Zentralismus — aufrichtete, begab sich einer der Kameraden Startschevic', Eugen Kvaternik, ins Ausland, um bei den italienischen Nationalisten, den polnischen Revolutionären und Napoleon III. für eine kroatische revolutionäre Bewegung Unterstützung zu suchen, welche die Loslösung Kroatiens von der österreichischen Monarchie zum Ziele hatte.

Nachdem Oesterreich bei Solferino geschlagen war, wurde es gegenüber den Nationalisten toleranter. So berief man im Jahre 1861 den kroatischen Landtag ein. Startschevic und Kvaternik gründeten die Rechtspartei, welche die vollständige Unabhängigkeit Kroatiens forderte. Der ganze Landtag stellte sich auf den Standpunkt der Notwendigkeit eines vollkommen unabhängigen kroatischen Staatswesens, welches nur durch ein föderatives Band allenfalls mit Oesterreich und Ungarn vereinigt sein sollte. Infolge dieser Haltung wurde der kroatische Landtag aufgelöst.

Kvaternik mußte von neuem ins Ausland flüchten, wo er seine Tätigkeit fortsetzte und von Cavour Waffen und Geld für einen Aufstand erbat.

Startschevic und Kvaternik hatten, obwohl sie in der gleichen Partei waren, nicht die gleichen Ansichten; Kvaternik war überzeugter Revolutionär, Startschevic Legitimist!

So trennte sich Kvaternik von Startschevic und entfaltete eine eigene revolutionäre Tätigkeit. Im Jahre 1871 gelang es ihm, das kroatische Militärgebiet, die Lika, gegen Oesterreich zu mobilisieren, und in Rakovitza eine kroatische Regierung einzusetzen. Die österreichische Armee schlug jedoch den Aufstand am 11. Oktober 1871 nieder. Eine der Ursachen war die Verweigerung der Hilfe, welche die bosnischen Beys den Aufständischen zugesagt hatten. So wurde der Aufstand von Rakovitza erstickt, und Kvaternik und sein Kamerad und Freund Vjekoslav Bach erschossen.

Manöver zur Aufzwingung eines Kompromisses.

Nach der Niederlage von Königgrätz im Jahre 1866, betrachtete es Oesterreich als seine Hauptpflicht, sich mit den Ungarn, der bedeutendsten Nation der Monarchie jener Zeit, zu vertragen. Aus diesem Grunde kam man zu der Schaffung des österreichisch-ungarischen Ausgleiches und zur Verfassung der Monarchie auf dualistischer Basis.

Da die Ungarn fühlten, daß sie den Widerstand der Kroaten nicht vollständig brechen könnten, schlugen sie ihnen, durch Vermittlung Franz Deaks, ein Kompromiß vor, welches eine wahrhaft engere Union zur Basis hatte.

Die Idee des Kompromisses bestand darin, daß Kroatien eine autonome Gesetzgebung und autonome Exekutive für innere Angelegenheiten, Unterricht, Justiz, Hygiene und Volkswirtschaft haben sollte. Die anderen Ressorts waren gemeinsam, jedoch war die offizielle Anwendung der kroatischen Sprache in dem Gebiete des autonomen Kroatiens verbürgt. Schließlich wählten die Kroaten die Abgeordneten nicht direkt in den ungarischen Landtag, sondern schickte der kroatische Landtag seine Delegierten nach Budapest. Im Kriegsressort erhalten die Kroaten, unter dem Namen »Nationale Verteidigung«, ihre besondere kroatische Armee unter Anwendung der kroatischen Sprache. Die finanziellen Beziehungen wurden in folgender Weise geordnet: 44% aller kroatischen Einnahmen wurden für Kroatien zurückbehalten und 56% für gemeinsame Angelegenheiten, das heißt Finanz, Post und Verkehr, auswärtige Angelegenheiten und die Armee verwendet. Handel und Industrie waren Teile des Finanzressorts.

Die Kroaten wollten ein solches Kompromiß nicht annehmen. Man zwang es ihnen jedoch künstlich mit Hilfe des Landtages auf, welchen der Banus Leon Rauch zusammengestellt hatte. Dieser kroatische Landtag ratifizierte im Jahre 1868 dieses Kompromiß mit Ungarn.

Die Rechtspartei Startschevic's blieb weiter — auf Grund der historischen Legitimität — auf der Basis der vollständigen Negation, indem sie einen unabhängigen kroatischen Staat forderte.

(Fortsetzung folgt.)

Rodoljub Jurišić

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUËR

ORGAN I MINORITETEVEVE NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Fashisma

Fashisma është një fëe e ree e invasjonit i një imani (besimi) rrënuës në sistem të imperjalizmes. Këjo këmishë e zezë këjo xhengjizëm (imperjalizëm) moderne nuk është një belë a ma mirë me thanë një murtajë që i ka raë vetem Italisë, këjo murtajë nen masken e nacionalizmes po është tuej u perhap në të tanë boten tuej helmue djelmënin. Vall kush po e perhap e pse? Ja pra keto due të i a u spjegoj açik në gjühë t'onë.

Fashismen që e perhapin në gjithë botën janë: kapitalistët dhe oficerët reaktionar, d. m. thanë, të parët, të perhapnit e sajë e ndihmojn me të holla, e të dytët me shpatë e terror.

Në luften e madhe kapitalistët u bënë pasanikë të fortë, Generalat e oficerat u mājën tuej plaçkit boten e tuej pii gjakun e miljona njerëzëvet. Këto dy klasë njerëzish nuk donë që të rijnë bota në qetësi; kapitalistët donë luftë, me qellim që me harxhue e me shitë me miljona topa, pushkë, barut e municion; fitim i madhë bëhet ndër kësi lloj artikujsh kë luejn miljarda, se jo tuej fabrikue qeremide e drasa, në tjetren anë, oficerat e mëdhej reaktionar donë të grabisin, per arësye se, hūnda e tyne është mësue me marrë erë stervine si uku.

Pra këjo tubë njerëzish që këtu ma naltë përmënda donë gjithëmon luftë; kush nuk donë luftë? punëtori, katundari e fukaraja, këta janë që në të parat istikame te luftës vëhen, këta janë që në të paren flakë të topit vdesin. I pasuni nuk bënë luftë, parandej, d. m. thane 20—30 vjetë para i pasuni si mbas ligjës kishte të drejtë në vënd te ty me dergue një bedel, kuer erdhi ne fuqijë regjimi konstitucional bedeli muer një formë tjetër, ligjët e rekrutimit u hartuene me mija perjashtimesh, nëpunësat profesionist nuk merrëshin nen armë, per gytetas e të pasun një raport i një mjekut, edhe pse ne rrënë, mjaftote per me pështue prej sherbimit ushtarak, prej ketyne edhe bash me i pasë tokue ndo njenit me shkue në luftë, prep se prep u gjëndeshin mënyrna tjera per mos me i a ndië eren e barutit. Kështu pra luften e bājnë punëtori, katundari e fukaraja; këjo klasë në luften e madhe është farue fare, por mbas luftes ne katër anët e botës u zgjue, intrigat e kapitalistëvet filluen me i marrë veshit shume ma mire, mjerimi i pergjakeshem i shtini me u marre veshit e me u organixue, me qellim që mos te mujte me luejt kush me fatin e tyne. Këjo lidhje e marreveshitje punëtorësh e katundarësh i a shtini tuten kapitalistëvet e plaçkagjivet. Prej kësaj tute Qeverrit kapitaliste filluen me i prishe Parlamentet, zgodhen Diktatora, a ma mirë me thanë kasap të luftes, prishen ligje e filluen me shtyp popullin punëtor e katundar.

E vetmja Qeverri në botë e dalun prej gjut të punëtorit e të katundarit është ajo e Rusisë, këjo fuqijë e madhe i perkrah te gjithë popujtë e shtypun të botës pa ndryshim, se per to feja e raca nuk luejne ndoj rol. Këjo mirësië me kaq bujarie, i ka bāë per regjimin Sovjetik te tane popujtë e botes që jane tuej vuejt e gjimue nen regjimin Kapitalist e Fashiste. Ket front duhet t'a rāndojmë (mbprojnë) punëtorët e katundarët e gjithë botës, pergjithësisht fukarāt, popujtë e shtypun nen emenin pakice e popujtë e kolonivet që kapitalisti është tue i perdor si kafshë. Ja pra një front që e perbanë të tanë botën, kështu që fronti i kasapvet e ka punen në pisk. E kan gjetë një kemishë te zezë dhe donë me i a veshë të tanë botës hir e pa hir, jan tuej u mundue me e mashtrue popullin me nacionalizem, tuej thanë se fronti punëtor nuk ka nacionalizem. Por e verteta është në sheshë, Rusia ka një popullësie prej 150 milionash prej këtyne vetem 50 miljona janë Rus d. m. ihane 100 miljona jan popujtë të ndryshem, se i cili prej këtyne popujtë i gëzon të drejtat e veta në kulm të kupëtimit; kështu fronti i kasapevet e i Diktatorevet ka raë në hall, kanë fillue edhe atā me u bashku me vogjlin, tuej u bāë demokrat agrar etj, kejo rrëfen pa dyshim disprimin e tyne, demokracija e tyne mēriijnë deri kuer te shtijnë në dorë per me të therrë mandej si bakti.

Kështu pra nuk duhet të i a u apim frënin në dorë këtyne kasapvet, Diktatorevet kapitalistëvet që jane bashkue si fashist per me mashtrue boten, Fashisma është një attentat, një bombë që po hidhet kundra pagjes e qetësisë botënore, ket annik te mënershem n'a duhet t'a njohim e t'a luftojmë.

Morava

Lidhja anglo-francesë dhe Italia*)

Bertiti dhe heshti. Tashti që Anglia s'lviz dot pa lejen e Francës, Mussolini e ka keq në politiken e jeshme. Të bashkohet me Gjermanin ose me Ameriken është e pa-mundur, pse Italia, si aleat, s'ngrehë kandarë as per njënin as per tjetrin. Italia e vorfen s'është e zoja të futet e të qindrojë në ndonji bllok që sistematikisht dhe në një kohë pak a shum të gjatë të vazhdojë luften kundra bllokut anglo-francez.

Gjendja e mbrendshme edhe ma zī. Vorfnia e puntorit dhe e katundarit shtohet bashkë me zgjedhen, që bëhet gjithnjë ma e randë. Mbyllen fabrika, puntorët qiten në rrugë të madhe, rroga e tyne paksohet n'at shkallë sa që nuk siguron as minimum e domosdoshem. Jeta e keqe, paknaqsia, lufta e klasës rriten dita me dite. Borgezia s'ka se si t'a permirsojë jeten e popullit puntor. Çashtja do të zgjidhet, në fund të fundit, me rezultatet që do t'api midis punës dhe kapitalit.

Po halli i »Mbretit të Shqyptarvë«? Zgjidhet kollaj. Interesat e Bejlerve tashti e duan që t'afrohen me Belgradin. Në goftë se deri dje Serbia thurej me amniq të vogjel e të mdhaj dhe Italia don t'a perpinte, sot pesha e fuqive ka ndryshue në favor të së parës: Belgradit s'i tremëet ma syni aspak per deri sa të ket me bllokun anglo-francez. Tashti që Anglia e la Italin, tashti që Italia e humbi rrolin dhe randsin e parë, Bejlerët do të dyshojnë në politiken e deritashme të tyne dhe do të kerkojnë një zot të ri, që i mpron nga çdo e »pa-priun«. Udha e Belgradit është udha ma e saktë per ta dhe Ahmed Zogu, ndonse i trembi Serbët tue i ngjijtë vedit një titull me bisht si »Mbret i Shqyptarvë«, ka kë të kapet dhe me anen e miqve (t'Anglezve) të fillojë bisedimet me të. A thue do t'a gjëjë gjā Ahmedin nga miqët e vjeter? Aspak. Reacionarët si Bejlerët t'onë kerkoen me qiri nga Anglia dhe çmoher fare mirë. As Roma as Belgradit s'mund t'i kundershtojnë vendimet e Francës e t'Anglis. Po t'a duen interesat e ktyne, Bejlerët do të mirren veshit me Belgradin pa u-hyë ferrë në kambë. Prandej duhet hjekë shpresa se gjoja Anglia dhe Franca, si kundershhtar të pllanevet italiane në Balkan, do të luftojnë edhe kundra Bejlervet shqyptarë. Vetëm ndonji Amanullah i Afganit, që qiron vendin nga agentët anglezë, që ban reforma, që perpiqet të ndrigojë e të zgjojë një popull të pa-zhvilluem, vetëm të këllë njerzish s'durohen nga Anglia konservatore. Anglia, pra, që i solli në fuqij Bejlerët (me ndermjetsin direkte të Jugosllavis) dhe i lshoi në dorë të Mussolinit, ajo prap do t'i nxjerri nga pellgu ku i futi per t'i hedhun në një gropë tjetër. Edhe sikur të mos i bashkojë me Belgradin, të paken do t'i shterngojë të zbusin maredhanjet me të, tue i porositë që të mos i a u vën fort veshin kshillave të Romës.

Po që Ahmed Zogu të hidhet n'anen anglo-franceze, që të »trathtoje« Italin është pake e veshitir. Fashistët italian, tue marrë në dorë ushtrinë dhe gjindarmerin, kan futë nen kontroll t'agenturës së vet krejt qendrat e fuqivet shtetnore. Bejlerët, edhe sikur të donë tashti të mos i »prishin qefin «Belgradit e të fillojnë bisedimet me të, gjurmët e tyne do të prigjohen, sepse agentet italian e ndjejnë fare mirë randsin e momentit dhe s'flëjnë asnjë sekondë. Roma nga friga do të perdori ç't'i vije nga dora që të mbajë Bejlerët nen urdhën dhe të mos i lāj të mendohen me zgjedhë ndonji protektor të dytë. Vetëm një gjā s'mund të bāj: t'i bindi Bejlerët se fuqia e fashizmit vazhdon të jet si perpara. Gjithkushi e din se Italia s'ka luejt as që mund të lozi ma një rrol independent e se imperializmi italian shkon gjithnjë tue e humbë randsin e perparshme.

Afrimi me Belgradin, pra, i ka dyrët e hapta në saje të miqve të vjeter, sidomos t'Anglezve. Çashtja, sido që të jet, mvaret drejt per drejt nga vullneti i Anglis dhe i Francës. Ahmedi mund t'a kapereceje edhe ksaj herë handekun, me gjith pengimet që mund t'i shkaktojnë çizmet dhe gajtanat që i a vuni në fyt Italia.

Furia e Washingtonit struken Anglin ke Franca, e la Italin në vetmi dhe Bejlerët me mbretin e tyne po i vë në provim.

Kshtu e ka jeta: të vjen nga s'e pret.

Miles

*) Pason nga numuri 114.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

На къде върви фашистка България

Смисъла на новия фашистки пристъп

Кореспонденция от София

Фашистка България преживява тежка економическа и политическа криза. Последната е израз на ония дълбоки процеси, които стават в вътрешно-български и международен мащаб в економиката на капиталистическото общество в епохата на империализма. Изхода на тая дълбока криза зависи от съотношението на силите от вътрешен и международен характер, които се състезават на обществената арена в България. И понеже международните фактори играят особено голяма роля в нашата страна, съществуващият днес режим в България трябва да се разглежда през призмата на общата социално-политическа ориентация на големите империалистически страни, като се държи особена сметка за характера и насоките на техната балканска политика. Защото: големите империалистически страни са играли винаги голяма роля в политическия живот на Балканите; в всички съдбоносни моменти техното влияние е било решаващо. След войните, влиянието и ролята им порастнаха още повече. Паралелно с това, увеличи се още повече зависимостта на балканските страни и специално на България от великите сили победителки.

Българската буржуазия, която загуби след войните и националната катастрофа своето влияние над широките народни маси, като господстваща класа, можа, благодарение помощта на външни империалистически сили, да извърши 9-юниския преврат, който означаваше обявяване гражданска война на целия народ, да смаже две негови въздания и да подложи на физическо изстребление цвета на народните маси. Именно благодарение на помощта, която й указа международния империализъм, ней се удаде временно да »стабилизира« своя кървав политически и економически режим. Тази помощ обаче, тя заплати с това, че великите сили победителки станаха пълни хазан на страната. И днес вътрешните буржуазно-фашистки фактори не могат самостоятелно, без съгласието на известни велики сили, да решат никакъв въпрос от вътрешната и външна политика. Още по-малко те могат самостоятелно да решават върху характера и политическата линия на Софийското правителство и съвършено са лишени от възможността да установят едно управление, което несъответствува на стремежите и внушенията на техните високи империалистически патрони. Фактически, страната ни е сведена до положението на една колония на високите покровители на българската буржуазия, а последната, като господстваща класа, играе ролята на един техен калаузин, на слеп и сервилен изпълнител на волята на великите сили победителки.

Поради туй, налага се да се хвърли най-напред един бегъл поглед върху общата политика на големите империалистически държави днес и специално върху техната балканска политика, за да установим в каква посока тласкат те развитието у нас.

Безспорно, общата политика на големите империалистически сили се характеризира не само с нарастването на техните взаимни империалистически противоречия, но и с все по-резкото изживяване на контра-революционните тенденции в техната вътрешна и международна политика. Да смажат революционното движение на пролетариата, национал-революционното движение в колоните и полу-колоните, да окръжат и разорат огнището на мировата революция — СССР, — ето задачите, които тия сили са си поставили.

Политическа и социална реакция вътре, обкръжаване на единствената работническо-селска държава с железен обръч и всеотпадна подготовка за нейното военно разгромяване на вън, — ето какво характеризира политиката на мировия империализъм. Днес, той прави върховни усилия да отсрочи своите конфликти и да изгради международната контр-революционна коалиция против СССР.

Балканската политика на империалистическите хищници е проникната от същия реакционен и контр-революционен дух. Додето не бе постигнато англо-французкото споразумение, балканските противоречия вървяха по линията

на съперничеството между Англия и Италия от една страна, и Франция, от друга и заедно с това военната опасност между отделните балкански страни, бе много по-актуелна, отколкото е днес. Англо-френското споразумение засили анти-съветските и контра-революционни тенденции в всички балкански страни. Отсрочване на всички вътрешно-балкански конфликти и спорове, и изграждането на едно балканско анти-съветско Локarno, — ето непосредствената задача, с която съвместно се нагърбиха Англия и Франция на Балканите.

Правителствените смени в Гърция, България и Ромъния, януарския абсолютистско-монархически и фашистки преврат в Югославия, полско-ромънския военен съюз, сключените договори между Гърция и Югославия, водените преговори между Югославия и България, между последната и Гърция, предстоящите преговори между Югославия и Ромъния, между последната и България, увеличените въоръжения, нескончаемите обиколки на френски генерали и дипломати на Балканите, отпущането на »стабилизационен заем« и пр. и пр., са тревожните вестии, които сигнализират насоките, в които империалистическите сили победителки тласкат развитието на Балканите и в нашата страна.

Турени са в действие мощни економически и политически фактори за въздействие в тази насока. Дори фашистка Италия се вижда принудена да подчини своята политика на непосредствена експанзия на Балканите и в близкия изток на генералната анти-съветска контра-революционна линия, диктувана от англо-френския блок и от международния капитал.

В връзка с всичко това, военната опасност на Балканите против Съветския съюз придобива актуелен характер и господствува над целата балканска външна и вътрешна политика. Предварително условие за подготовката и воденето на тази война е преодоляването и смазването на работническо-селските и национал-революционните движения в тия страни. Всички балкански правителства са поели политическия ангажмент: да се споразумеят по между си макар и временно и да обезпечат балканския фронт против СССР.

Сегашното положение на Балканите се характеризира именно с туй, че под натиска на империалистическите държави балканските спорове отстъпват на втори план и се засилва реакционния и контра-революционен курс — курса на кървав фашизъм и безпопаден бел терор, в вътрешната политика на всички балкански страни.

Военно-монархическия и фашистки преврат в Югославия, който засили в нечувани размери терористическия курс против трудящите се маси и потисналите националности в Югославия; засилване на реакционния курс и създаването на изключителни закони в Гърция; реакционния удар над професионалните съюзи и фашизирането на върхушките и властта на Селската партия в Ромъния; новия фашистки кървав поход в България против Комунистическата партия и легалното класово движение на трудящите се — ето на кратко кървавата хроника на последните събития в вътрешната политика на балканските страни.

Те показват съвършено ясно, в каква посока тласкат така наречените международни фактори развитието в балканските страни, в това число и в нашата страна.

(Следва края)

Кремъков

Не с тия съюзници, г-н Павлич!

Д-р Анте Павлич, бивш депутат на Хърватската националистическа партия, по-рано на една група от туй наречената Франковска партия, придружен от своя секретар, хърватския журналист Густав Перчец, направи в София посещение на Македонския комитет Иван Михайлов и сключи споразумение за задружна борба против белградския режим.

На банкета даден на 21 того от Македонския комитет

в чест на Павелича е била обявена следната резолюция върху споразумението на Македонския комитет с Павелич:

»Че представителите на хърватския и македонски народи констатираат, че непоносимия белградски режим, на който са изложени двата народа, изисква употребата на нелегални методи в борбата за извоюване на техните национални права и политически свободи и пълната независимост на Хърватско и Македония.

В същото време Д-р Павелич и Перчек, като представители на Хърватско, от една страна, и Македонския национален комитет, от друга, заявяват съвместно, че двата народа ще употребат в бъдеще своите общи усилия за осъществяването на идеалите на двата братски народа«.

В своята реч в София и Павелич и Перчек са подчертали, съвсем правилно разбира се, че македонците и след събранието на турското феодално робство не са освободени, и че по-големата част от македонското население търпи днес робството на велико-сръбската хегемония, под която попада и хърватския народ. Веднага след своето пристигане в Видин, Д-р Павелич е заявил, че съдбата на Хърватско и Македония е еднаква под игото на Белград и че се налага задружна борба за освобождение на Хърватско и Македония. На гарата в София Д-р Павелич, говорейки за методите на борба против белградския режим на потисничество и угнетение, е казал една проста истина, че трябва да се води борбата с нелегални средства. Диктаторския режим на белградската камарила и солдатска унищожил всички национални, граждански и човешки права, не само на всички потиснати народи в Югославия, но и на целия сръбски народ, а това диктува една енергична и решителна борба за живот и съществуване против белградските тирани. Но в избора на съюзници за тази борба Д-р Павелич прави несигурна самата борба.

Каква трябва да бъде целта на борбата на хърватския народ?

Без съмнение, пълна свобода и независимост на хърватския народ. Но не само това. Успоредно с това, свобода и независимост на останалите народи в Югославия и на Балканите. Хърватския народ се бори против робството на велико-сръбските хегемонисти и това на западно-европейските империалистически държави. Той знае, че белградските диктатори са носители на велико-сръбската хегемония и оръдие на завоевателната политика на западните империалисти на Балканите, главно на Франция и като така, той не може да води борба против велико-сръбското угнетение, без да води борба и против западните империалисти.

От друга страна, Цанковата и Ляпчевата фашистка власт в България се явява не само като угнетител и убиец на българските работници и селяни, но също тъй, както и белградската власт, тя е оръдие на империалистическата политика на великите държави — Италия и Англия. Един от главните стълбове на Ляпчевата власт е Македонската организация на Ив. Михайлов, която, както това е известно, е платена, както от българското правителство и българските шовинисти, така и от италианските фашисти и от Хортиевите фашистки банди. Македонската организация на Ив. Михайлов, преди него, тая на Т. Александров, на два пъти извърши кланета (1923) над българските селяни и революционни работници, които тя продължаваше да ги унищожават през последните години.

В Македония под българска власт — Петричко, бандите на Ив. Михайлов, избиха през последните само няколко месеца повече от 1.000 души македонци.

Всички тия факти би требвало да бъдат добре известни на Д-р Павелич, когато той е заминавал за София, за да търси съюзници в борбата против белградската диктатура. Ако целия хърватски народ би възприел ориентирането на Д-р Павелич, то би значило, че хърватския народ би требвало да се бори рамо до рамо с италианските фашисти, които държат под свое иго целата хърватска Истрия и част от Далмация и които всеки момент заплашват да завладеят цяла Далмация; това би значило, хърватските селяни да тръгнат заедно с маджарските магнати, които и сега още държат в най-тежко феодално робство унгарските селяни и които магнати преди, с векове, са угнетявали хърватските селяни; това би значило, преди всичко, да се даде морална подкрепа на българските фашисти — Ляпчев и Михайлов, които държат в робство целия български народ.

Този, който поддържа, било белградската диктатура, било кървавия режим на Цанков—Ляпчев—Ив. Михайлов и който работи заедно с тях, той не се бори за свободата на своя народ, той подпомага избиванията между балканските народи за сметка на Англия и Италия, от една страна, и тая на Франция, от друга; той ускорява поробването на своята страна и на целия Балкан от страна на западните империалисти.

Сега не се поставя вече въпрос, кой може да бъде съюзник на хърватския народ и на неговата освободителна борба против белградската тирания. Негови съюзници могат да бъдат единствено национал-революционните организации на балканските народи, които от десетилетия се борят за свободата на Македония против балканските угнетители и против великите империалистически държави, които се стремят да подчинят напълно Балканите.

Балканска Федерация, като орган на угнетените балкански народи, всекога е считала и счита борбата на хърватския народ за национална свобода като своя борба и е подкрепяла и продължава да подкрепя с всички свои сили потиснатия хърватски народ. Балканска Федерация винаги е изтъквала значението на единния фронт на всички балкански народи за борба както против белградските тирани, така също и против кървавия режим на Ляпчев, Цанков и Ив. Михайлов.

Ние се намираме сега пред един от най-важните исторически моменти за спояване на този единен фронт. Ние сме убедени, че Хърватската селска партия и черногорските федералисти, както и всички останали потиснати народи в Югославия ще встъпят в единен фронт с истинските македонски революционери, групирани около ВМРО — Обединена, която издига високо знамето за борба за освобождението на македонския народ, за освобождението на всички балкански народи и за Федерацията на балканските национални републики — против балканските и западно-европейски империалисти.

Акцията на Д-р Павелич, съзнателно или несъзнателно, може да послужи само на угнетителите на хърватския и на останалите балкански народи.

Ние се борим решително и ще продължаваме с още по-голема енергия да се борим против белградската диктатура, но не заедно с убийците на българските работници и селяни, не заедно с убийците на македонския народ, а с истинските борци за освобождението на българския и македонския народи.

Р. Радев

След антифашисткия конгрес в Берлин

Анри Барбюс, закривайки конгреса, за който бе взел цялостната инициатива и чийто вдъхновител не престана да бъде, твърде уместно отбележи, че работата, за която ние бяхме повикани, в същност, тъкмо сега започва.

Фашизъм... Антифашизъм... Не са трите дни на разискване, в които ние можехме да се надеваме да разрешим или дори да изложим всичките проблеми, които тия две думи поставят. Те имат едно твърде дълбоко и широко значение, което надминава границите на обикновен, временен политически конфликт.

Борбата срещу фашизма съпоставя не само една на друга две политики; ако беше само това, интереса би бил незначителен. Тя съпоставя не само две доктрини, две партии. В същност, тази борба е най-новата форма на отдавнашната борба между две класи. Тя има, проче, социален характер. И точно в тази борба се съпоставят, по начин най-очевиден и убедителен, два морала, две форми на модерната мисъл. Това е което й дава нейното величие и нейния дълбок човеколюбив характер.

Защото, часа да се направи избор, дойде. Би значило, да нема никакъв усет към действителността този, който си представлява; че може да остане от горе, вън от тази борба, че може да се дезентересира от една борба, която ангажира нашата съдба, бъдещето ни, бих желал да кажа — бъдещето на цивилизацията.

Залог на тази борба се състои, от една страна, в духовните и материални ценности, които ни са съзпани, и от друга — в средствата, с които ние мислим да увеличим тия ценности, за да създадем чрез тях други такива.

Фашизмът, — Фелисиен Шале го каза прекрасно в тоя вестник — това е «насилнието в служба на привилегията». Това е отчаяната защита на буржуазията, която, след като цели векове игра в историята една революционна роля, се опитва да забрави или да направи да се забрави как тя некога изпълни своята историческа мисия, която се опитва да запази само за себе си плодовете на своята победа и отказва на пролетариата правото да следва нейния собствен пример.

Че тази защита на буржуазията взема, чрез своята жестокост, един характер на обезумелост — това бе потвърдено още един път от многото декларации, които се изнесоха на трибуната на конгреса.

В тази паника и обезумелост, човек с право трябва

да види едно очевидно доказателство за слабост, но средствата, с които разполага буржуазната са още твърде многобройни и твърде силни, за да може човек да сметне, че са твърде близки последствията на тази слабост.

Че систематичната борба против фашизма е една необходимост, това конгреса каза. Но той проучи още средствата и възможностите за тази борба; той разбра, че въпроса за фашизма не може да остане чужд на никоя форма на социалната и политическа борба; той намери за необходимо, щото всички организации, представени на конгреса (или готови да възприемат неговите резолюции), безразлично дали те са синдикални или политически, дали са за нападение, отбрана или за пролетарска солидарност, дали те са такива за изследване или за пропаганда, — че те всички трябва да участвуват в общата работа, според средствата, които са различни, според техния особен характер.

Франциската делегация особено подчерта неудобството, което представлява създаването на една нова организация,

специфично антифашистка, която не би могла да води борбата иначе, освен паралелно с съществуващите организации, и би само увеличила числото на членските карти, с които е натъкпан портфейла на всеки борец.

Конгреса се спре, обаче, на идеята за едно Интернационално бюро за изучаване и дирижиране на борбата.

Установена в Берлин, тази служба има за задача, да събира, от една страна, богати материали и документи, и от друга, да разпространява така събраните материали между присъединените организации, да дава на тях последните лозунги и директиви, като създава по този начин необходимото единство по време и място в борбата, даващ една полезна методичност в систематичната борба, водена от всяка организация върху нейния собствен терен.

Създаването на този нов организъм е, по моему, най-важния резултат от антифашисткия конгрес в Берлин, чиято демонстративна стойност бе, между впрочем, значителна.

Франсис Журден

Българската антифашистка изложба в Берлин

На 15 март т. г. в салоните на Дружеството »Щурм« — Берлин, бе открита от ново българската антифашистка изложба, този път от името и под патронажа на Германската лига за правата на човека. Казваме от ново, защото тази изложба обикаля големите германски градове вече 9 месеци до момента на сегашното ѝ откриване, а специално в Берлин тя бе излагана м. г. цели 2½ месеци.

За пръв път тя бе открита в Кйолн през времето на Международната изложба на пресата на 9 юни 1928 г. под названието: »Пет години бел терор в България«. Под това название тя обикаляше до сега германските градове. В тази 9 месеци обаче, тя продължи да расте и се увеличава. Кървавия фашистки режим в България, с своите ежедневни кървави злодеяния, трупаше нови и нови факти и документи за тази изложба.

Лигата за правата на човека, която предварително прегледа изложбата, за да провери дали тя съответствува на изнесените и неопровергани до сега публикации в българския и международен печат, намери за нужно да я вземе под свое покровителство и да я открие в Берлин под безсмъртното заглавие на своя знаменит меморандум, издаден след априлските кланета: »Българския кървав поток«. От свое име тя се обзирна към всички работнически, демократически и пацифистически организации, до техната преса и до ред видни лица, с покана, да посетят тази изложба, за да видят поне отчасти истината за кървавия български поток.

Удобните и хубави помещения на »Щурм« се оказаха тесни, за да поберат събрания до сега материал в тази изложба. От общото количество, около 400 кв. м. табла, диаграми, портрети, некролози, списъци, картини и пр., едва половината можаха да бъдат изложени, заедно с 20 големи албуми от по 100 листа събрани документи и многобройна литература върху фашизма и белия терор в България, Македония и Добруджа и върху убийствата и кланетата на македонски и добруджански революционери, борящи се за независима Македония и независима Добруджа в рамките на Балканската Федерация. Но при все това, изложбата произведе потресающе впечатление върху нейните многобройни почитатели. При входа ѝ, последните четеха написаните с едри букви, думи на Барбюсовата анкетна комисия: »Истината е още по-страшна«, а на излизане, обхванати от ужас и възмущение от документиранияте злодеяния на българския фашизъм, с ужас и тревога се питаха: нима истината може да бъде още по-страшна!

Тъй страшна изглеждаше дори тази истина, която бе изложена и документирана в салоните на »Щурм« от кървавия поток в България! Така дълбоко и неотразимо действуваше тя върху умовете и сърцата на посетителите ѝ! И последните разнесоха тази страшна истина в всички обществени среди на световния град. Тя проникна този път в колоните на многобройна и политически най-разнообразна преса в столицата и в провинцията. Върху нея писаха следните вестници, например: *Vorwärts*, *Volksblatt*, *Vossische Zeitung*, *Welt am Montag*, *12 Uhr am Mittag*, *Neue Berliner Zeitung*, *Welt am Abend*, *Welt am Morgen*, *Rote Fahne*, *Montag-Zeitung*, *Imprekor*, *Weltbühne*, *I. A. Z.*, ред провинциални вестници, а след »протеста« на българското правителство, почти целата преса от всички политически направления.

По този начин изложбата получи широка гласност както в Германия, така и в чужбина и бе широко популяризирана. Въпреки »протеста« на българското правителство, тя не само че не бе закрыта, но поради големия наплив от посе-

тителни, бе продължена още 10 дни. И в този момент от всички краища на Германия, а тъй също от многобройни организации и квартали на самия Берлин, които 3½ месеци е следил тази изложба, искат щото тя да бъде открита от ново, както в Берлин, така и в разни градове на провинцията. Постъпили са искания дори от чужбина: от Франция, Белгия, Холандия, Дания, Свещеска Русия и дори от Съединените американски щати.

Този грамаден успех на изложбата дойде след протестния щурм в Германия против новата терористическа вълна в България и след силните протести и възмущения на целия цивилизован свет против кървавите злодеяния на българските и македонски фашисти, който още не е стихнал и се явява един тежък политически удар върху фашисткия режим в България. Нему се дължи, между другото, преждевременното »излекуване« на »болните уши« на цар Борис и внезапното му напущане на Германия. За диверсия от София съобщиха, че уж бил открит некакъв атентат против неговата скъпа особа, когато щел да се върне в България. Очевидно, диверсията на правителството и неговата полиция цели да прикрие в този тежък момент истинския смисъл на предприетия нов кървав фашистки поход в България против работническата класа и нейните организации. А между другото — нема съмнение, с тази мръсна диверсия се преследва целта да се намали ефекта на изложбата и протестната кампания в чужбина.

Но това нема да се удаде на кървавите български палачи. Страшната истина върху положението и режима в България е проникнала на широко и дълбоко в чужбина и се разнася по всички краища на света от едно широко и мощно протестно движение.

Изложбата ще продължи да обикаля света, за да сочи на извършените злодеяния от белия терор и фашизма в България. Тя трябва да постигне една от основните си цели: налагането на една международна анкета на режима, на безчислените му злодеяния и на положението в България. В тази анкета трябва да вземат участие представителите на организирания международен пролетариат, на прогресивната интелгенция в чужбина, на всички антифашистки организации и течения, наред с представителите на трудящите се маси и на безчислените жертви на белия терор и фашизма в България.

Българското правителство има наглостта, след 9 месечно гуано мълчание върху тази изложба, за съществуването на която не е могло да не знае, да излезе с »опровержения«, след като пропаднаха опитите на неговите платени агенти в Германия да разгромят и унищожат, или да накарат германските власти да закрийт тази изложба, »която позори България«. Неговия министър на Правосъдието г. Кулев има нахалството и глупостта да влезе дори в полемика с Червената помощ и с *Vorwärts* и с разни мошенически извържания и лъжи да »оспорва« изнесените в изложбата данни и факти. Той твърди, че в България немало бел терор, че тя е правова държава, че само 200 души били избити без съд и присъда. И в същото време, когато трудовата преса в България го опровергава и изнася истината, неговите органи я конфискуват и дават под съд и хвърлят нейните редактори в затворите.

Това дебелоочие и нагла лъжа са толкова по-възмутителни, че тъкмо в този момент органите на властта, на явното и тайно правосъдие, вършат масови арести и нови ужасни и кървави злодеяния над новите народни жертви. Българското правителство »протестира« и иска, по силата

на »международните обичаи«, чуждите правителства да вземат под своята полицейска заштита неговия кървав престиж и да закрийт изложбата.

Това не бива да се допустне и нема да биде допустнато. Изложбата не само че треба да продолжи своето обикаляне в чужбина; тя треба да се превърне в един истински исторически музеј за сегашната кървава фашистка епоха в историјата на Бугарија, којто ќе надживее епохата, којто илюстрира и којто ќе остане един безсмъртен паметник за кървавиот позор на господствувачите класи и за беззаветниот хероизам и себеотрицание, с којто водят својата освободителна борба трудящите се народни маси. Сметана с масовото протестно движење вјотре и в чужбина, тя треба да наложи една истинска и непристрасна меѓународна анкета. Превршането на този голем лозунг в един актуелен лозунг — ето претия резултат од досегашните успеси на изложбата. Да спомогне да биде наложена анкетата — ето една од целите на тази изложба и на целокупното протестно движење вјотре в Бугарија и в чужбина.

Изложбата повдигна крайчеца на »парламентарно-демократическата и конституционна завеса«, којто прикрива пред чуждия свет страшноста и кървава истина вјотре положението и режима в Бугарија. Окървавените и пияни вакханалии на бугарскиот фашизам, играят вјотре безчислени човешки кости и в потоци човешка крв, своя пиян, вихров

и садистки Саломеев танц и с невжмутимо нахалство ги преследва фантома на болшевишката клевета.

Покойниот френски професор и историк г. Олар, којто бе надникнал в кървавиот поток на бугарските събития, се бе провикнал: »Този режим е срам за цивилизацијата и кървав позор за човечеството, којто още го тррпи!« Истината е още по-страшна«, тврди Барбосовата анкетна комисија.

Да се наложи една независима меѓународна анкета, за да се разкрие напълно тази още по-страшна истина, којто мобилизира протеста на световната обществена съвест против фашизмот и белия терор, да се разшири и засили вјотниот натиск вјотре бугарскиот сектор на меѓународниот фронт на фашизмот и контра-револуцијата и да се комбинира тој с натиска на народните маси в Бугарија — ето пјата, по којто ќе се достигне желаниот пробив и ќе се тури крај на този срам за цивилизацијата и кървав позор за човечеството!

Досегашните успеси на изложбата докажаха, че тя прекрасно служи на тия високи и благородни цели. Неистовиот креш на бугарските кървави палачи и на меѓународната реакција показват, че тя е на прав пјат и че удачно вјрши својата полезна работа. Да биде тя разширена, засилена и осъвършенствувана — ето задачата след нейниот берлински успех.

В. Минев

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Agrarna banka — stub diktature

Pažnja jugoslavenskim iseljenicima, naročito onim u Severnoj i Južnoj Americi

Diktatorski beogradski režim objavio je zakon o osnivanju državne Privilegovane Agrarne Banke, kojoj je stavio za cilj da dovrši zarobljavanje seljaštva u Jugoslaviji. Prvi i najglavniji cilj te banke jeste, da omogući isplatu do sada oduzete zemlje veleposednicima i feudalnim gospodarima agama i begovima. Dakle, pošto je diktatorski veliko-srpski režim ukinuo agrarnu reformu, obustavio dalji rad po njoj, on sada nastoji da svojim saveznicima velikoposednicima dade odštetu — kako režimski listovi javljaju — u veličini sadanje vrednosti imanja. Tu odštetu imaju platiti svi oni, koji su dobili zemlju uzimajući zajam od agrarne banke. Agrarna Banka će im staviti hipoteku na zemlju i za nekoliko godina većina malih agrarnih interesanata izgubiće zemlju, jer s obzirom na daciје koja se obradu danas daje državi, s obzirom na nemanje inventara za obradu zemlje i uz samo jednu nerodnu godinu, 90% agrarnih interesanata neće biti u stanju da otplati zemlju.

Diktatorski režim pokazao je svoje pravo lice celome seljaštvu Jugoslavije kao režim feudalaca i veleposednika. Pored Agrarne Banke vlada je naredila isplatu bosanskim i hercegovackim feudalcima bonova koje su dobili za oduzetu im zemlju i unela u budžet 25 miliona za tu isplatu. U siromašnoj Hercegovini, čije stanovništvo danas skapava od gladi, vlada je pristupila isplati zemlje veleposednicima u visini od 18 milijuna dinara.

Drugi cilj Agrarne Banke jeste ugušenje zemljoradničkih zadruga kao predstavnika siromašnog i radnog seljaštva i potpomaganje bogatih seljaka na štetu srednjih i sičnih. Krediti banke davaće se samo platežno sposobnim seljacima sa tri potpisa uz potpis zemljoradničkih zadruga. Pomaganjem bogatih seljaka namerava diktatorski režim — kako otvoreno pišu njegovi listovi da u bogatim seljacima nadje oslonac i da proširi osnovu za svoju vladavinu. Današnji suviše uski krug — krupnih bankara, jednoga dela industrijalaca i veleposednika — na koje se oslanja režim, predstavlja i suviše slabo uzdanje za dug život režima, jer njihova otvorena bogataška i veleposednička politika zbija sve jače redove svih proizvodnih snaga protiv režima. Cilj diktature je u stvari da zbrši sva slaba seljačka imanja koja ne mogu da uvedu moderne sprave za obradu i koja ne mogu da proizvode za pijacu, već samo za sopstvenu potrebu. Branioци diktature otvoreno govore o tome u štampi isto kao što otvoreno traže da se poprave »učinjene nepravde begovima i veleposednicima« i da se »omogući na prvom mestu veleposednicima, da prilikom revizije agrarne uredbе oni prvenstveno dodju ponova do svojih poseda — jer će ih oni najmodernije obradivati«.

Privredna politika diktature pojačala je još više proletarizovanje sela. Broj gladnih besposlenih seljaka iz svih siromašnih i pasivnih krajeva predstavlja danas čitavu vojsku koja broji na 250 do 300 hiljada ljudi. Jedan deo to vojske besposlenih seljaka industrijalci će uzeti u preduzeća za parče hleba, a najveći deo diktatura šalje u emigraciju, upravo predaje kao roblje francuskim i nemačkim veleposednicima. U Nemačku je već ekspedovano 10.000, a za Francusku diktatura vodi pregovore sa predstavnicima veleposednika da prime na rad 100.000 seljaka, poglavito iz Hercegovine. Svi ti seljaci biće u samoj Francuskoj stavljeni pod komandu agenata diktature.

Ali se beogradski veliko-srpski diktatori ne zadržavaju samo na tome, što su osiromašili i opusteli čitave oblasti, oterali u emigraciju stotine hiljada seljaka i njihove porodice izvrgli gladnoj smrti, već oni pokušavaju da i dalje vrše pljačku nad iseljenicima, da njihove krvavo zaradjene pare upotrebe za jačanje i finansijsko učvršćivanje diktatorskog režima. Agrarna Banka, kojoj kako se veli država daje povlastice i garantuje ulagačima uloga sa interesom 6%, treba da bude mamac za iseljenički novac, a naročito za mukom stečene uštede jugoslavenskih iseljenika u Americi.

Račun diktatora je jasan. U Americi Severnoj živi oko 700.000 jugoslavena (od kojih svega 100.000 Srba), u Kanadi 40.000, u Južnoj Americi 100.000, u Australiji 10.000, u Francuskoj (za sada) 30.000, u Belgiji i Holandskoj 5.000, u Nemačkoj (za sada) 40.000. Doći će novih iseljenika u Francusku oko 100.000. Od tih milion iseljenika jugoslavena, diktatura pokušava da skupi milijarde dinara uloga u Agrarnu banku. Njeni iseljenički agenti su se razmili po Severnoj Americi, Argentini, Kanadi, Braziliji, Francuskoj itd. da propagiraju »patriotizam« t. j. pljačkaju iseljenike i vrбуju za upisivanje akcija Agrarne Banke.

Besprimerni cinizam, kakav samo mogu pokazati diktator Aleksandar, militaristička klika i banda bankara i veleposednika! Pošto su upropastili masu oblasti i materali radne seljačke i varoške mase u beli svet za koru hleba; pošto su ostavili na stotine hiljada siromašnih seljaka bez zemlje i oterali ih da rade na tuđoj zemlji u Francuskoj, Kanadi, Nemačkoj, Americi, — pošto su oduzeli sva građanska i čovečanska prava, ugušili u krvi nacionalne zahteve svih nesrpskih nacija, — sada traže od iseljenika krvlju i znojem zaradjeni novac i da nagrade age, begove i veleposednike, koji su i oterali iseljenike u pečalbu. Tim novcem Hrвата, Crnogoraca, Makedonaca, Slovenaca, — treba da se utvrdi nacionalno

ropstvo njihovo. Tim novcem treba da se pomognu bogataši da pokupuju sitna imanja, na kojima sada žive porodice iseljenika. Pomoću toga diktatorska vlast treba da se učvrsti u narodu.

Eto kakvu patriotsku agitaciju imaju da vode agenti diktature među iseljenicima.

Mi se obraćamo svima iseljenicima jugoslovenima sa apelom, da u ime slobode svojih naroda bojkotuju Agrarnu Banku. Ni jedan iseljenički dolar ne sme da ode u Agrarnu Banku. Svaki dolar znači pomaganje ropstva potčinjenih naroda u Jugoslaviji, udarac u grudi svima onima koji se bore protiv diktature. Svaki dolar pomoći diktatorskim finansijama znači izdaju svoga naroda.

Mi pozivamo iseljenike Jugoslavena da mesto ulaganja novca u Agrarnu Banku, stvaraju fondove za borbu protiv diktature, a za ostvarenje balkanske federacije. Neka svaki jugosloven iseljenik dade samo jedan dolar za borbu, diktatorski režim se neće moći održati.

Jugoslavenski iseljenici, sloboda vaših domova, sloboda vaših naroda i naroda celoga Balkana poziva vas da ne zaboravite na vašu dužnost. Vreme je došlo do vaš glas preko okeana zagrmi: Živjela Federacija slobodnih nacionalnih republika Balkana.

»Balkanska Federacija«

Ne sa tim saveznicima, Paveliću!

Dr. Ante Pavelić, bivši poslanik nacionalističke hrvatske stranke t. zv. Frankovaca, upravo predstavnik jedne grupe frankovaca, u društvu sa svojim sekretarom, hrvatskim novinarom Gustavom Perčecom, učinio je posetu u Sofiji makedonskom Komitetu Vanče Mihailova i sklopio sporazum za zajednički rad na rušenju beogradskog režima.

Na banketu 21. ov. m. koji je makedonski komitet davao u čast Pavelića, objavljena je — kako donose sve jugoslavenske novine — sledeća rezolucija o sporazumu Pavelića sa makedonskim komitetom:

»Da su predstavnici hrvatskog i makedonskog naroda konstatovali, da nepodnosljivi režim u Beogradu kome su oba naroda izložena, nameće upotrebu ilegalne metode u borbi za izvojevanje njihovih nacionalnih prava, političke slobode i potpune nezavisnosti Hrvatske i Makedonije.

U isto vreme Dr. Pavelić i Perčec, kao predstavnici Hrvata s jedne i Makedonski Nacionalni Komitet s druge strane međusobno izjavljuju, da će se oba naroda u buduće ujedinjenim snagama založiti za ostvarenje ideala obaju bratskih naroda.

U svojim govorima u Sofiji i Pavelić i Perčec naglašavali su, sasvim pravilno, da makedonci ni posle zbacivanja turskog feudalnog ropstva nisu oslobođeni i da najveći deo makedonskog stanovništva trpi danas pod još težim ropstvom veliko-srpskih hegemonista, pod kojim propada i hrvatski narod. Dr. Pavelić je, isto tako potpuno ispravno, izjavio odmah po prelasku u Vidin: da je sudbina Hrvata i Makedonaca pod igom Beograda ista i da nalaže zajedničku borbu Hrvata i Makedonaca za oslobodjenje. Dr. Pavelić je na stanici u Sofiji, govoreći o metodima borbe protiv beogradskog režima podjarmljivanja i ugnjetavanja, rekao samo jednu prostu istinu, da se mora voditi borbu nelegalnim metodima. Diktatorski režim kamarile i soldateske ukinuo je sva nacionalna, građanska i čovečanska prava ne samo svih potištenih nacija u Jugoslaviji, već i svih građana vladajuće srpske nacije, i osnovno pravo na zaštitu života i opstanka nalaže svima energičnu i odlučnu borbu protiv beogradskih tirana.

Ali je Dr. Pavelić u izboru saveznika za borbu protiv Beograda doveo u pitanje samu tu borbu. Šta treba da bude cilj borbe hrvatskoga naroda? Nesumnjivo, potpuna sloboda i nezavisnost hrvatskoga naroda. Ali ne samo toliko, već uporedo sa njom sloboda i nezavisnost ostalih naroda u Jugoslaviji i na Balkanu. Hrvatski narod bori se protiv ropstva veliko-srpskim hegemonistima i protiv ropstva velikim imperijalističkim silama zapada. On je svestan da su beogradski diktatori, kako nosioci veliko-srpske hegemonije tako i orudje zavojevačke politike zapadnih imperijalista, a poglavito Francuske, na Balkanu, i da se prema tome ne može voditi borba protiv veliko-srpskog ugnjetavanja, a da se istovremeno ne vodi borba protiv zapadnih imperijalista — Francuske.

Sa druge strane, u Bugarskoj, Cankovljeva i Ljapčevljeva fašistička vlada javlja se ne samo kao ugnjetać i ubica bugarskih seljaka i radnika, već isto tako kao i beogradska, orudje imperijalističke politike velikih sila — Italije i Engleske. Stub Ljapčevljeve vlade jeste makedonska organizacija Vanče Mihailova, — koja je, kao što je notorno poznato — plaćena kako od bugarskih vladajućih krugova i šovinista, tako i od italijanskih fašista i Hortijevih »probudjenih Madjara«. Make-

donska organizacija Vanče Mihailova (ranije T. Aleksandrova) izvršila je dva puta u 1923 godini pokolj bugarskih zemljoradnika i revolucionarnih radnika, i produžila da ih uništava kroz čitav niz godina. U bugarskom delu Makedonije, u Petričkoj oblasti, ubili su ljudi Vanče Mihailova samo u toku poslednjih nekoliko meseci preko 1000 Makedonaca.

Sva ta fakta morala su biti dobro poznata Dr. Paveliću, kada je polazio u Sofiju da traži saveznike za borbu protiv beogradske diktature. Ako bi ceo hrvatski narod prihvatio orijentaciju Dra Pavelića, to znači da bi hrvatski narod imao da podje zajedno u borbu sa italijanskim fašistima, koji pod svojim jarmom drže celu hrvatsku Istru i deo Dalmacije i koji svakoga momenta prete da posednu celu hrvatsku Dalmaciju. To znači povezati hrvatske seljake zajedno sa madjarskim magnatima koji još drže madjarsko seljaštvo u najtežem feudalnom ropstvu. To znači pre svega dati moralnu pomoć bugarskom fašizmu, Ljapčevu i V. Mihailovu, koji je bacio u ropstvo ceo bugarski narod.

Onaj koji podržava bilo beogradsku diktaturu, bilo krvavi režim Cankova, Ljapčeva i Vanče Mihailova, koji ide sa njima zajedno, taj se ne bori za slobodu svoga naroda, taj pripomaže novom krvavom pokolju među balkanskim narodima za račun Engleske i Italije s jedne i Francuske s druge strane. Taj ubrzava porobljavanje i svoga naroda i celoga Balkana od strane zapadnih imperijalista.

Danas više nije pitanje ni za koga, ko može biti saveznik hrvatskog naroda u njegovoj oslobodilačkoj borbi protiv beogradske tiranije. Njegovi saveznici mogu biti jedino nacionalno-revolucionarne organizacije balkanskih naroda, koje se decenijama bore za slobodu Makedonije protiv balkanskih ugnjetaća i protiv velikih imperijalističkih sila, koje teže da potpuno zavojuju Balkanom. »Balkanska Federacija« kao glasilo ugnjetenih nacija Balkana smatrala je i smatra borbu hrvatskoga naroda za nacionalnu slobodu kao svoju stvar, štiti je i štitiće uvek potlačeni hrvatski narod. »Balkanska Federacija« je uvek isticala značaj jedinstvenoga fronta svih balkanskih ugnjetenih naroda u borbi kako protiv beogradskih tirana, tako i protiv krvavog fašističkog režima Ljapčeva, Cankova i Vanče Mihailova. Sada je jedan od najvažnijih istorijskih momenata za sklapanje toga jedinstvenog fronta. Mi smo uvereni da će Hrvatska Seljačka Stranka, da će crnogorski Federalisti kao i svi ostali potlačeni narodi Jugoslavije stupiti u jedinstveni front sa pravim makedonskim revolucionarima iz V. M. R. O. (Objedinjene) koja uzdiže visoko zastavu borbe za slobodu svih naroda Balkana i Federaciju balkanskih republika — protiv balkanskih i velikih svetskih imperijalista.

Akcija Dr. Pavelića — bilo svesno ili nesvesno — može služiti samo protiv slobode hrvatskoga i ostalih balkanskih naroda. Da, naglašavamo mi, u borbu protiv beogradske diktature svima sredstvima, ali ne sa ubicama bugarskih radnika i seljaka, već sa pravim predstavnicima oslobodilačke borbe bugarskog i makedonskog naroda.

R. Radev

Mahinacije diktature pred proces Puniše Račića

„Plemenitost“ žene ubijenog novinara Ristovića

Beogradski diktatori, intelektualni ubice Radića i njegova dva poslanika, spremaju razne mahinacije da procesu ubice Račića oduzmu onaj značaj koji on treba da ima. Oni su ubrzali sudjenje hrvatskom omladincu Šuniću koji je ubio ozloglašenog veliko-srpskog huškača novinara Vladu Ristovića. Na tom sudjenju beogradski diktatori su pokušali da blefiraju javnost sa plemenitošću žene ubijenog novinara Ristovića. Žena Ristovića potplaćena je od beogradskih diktatora da na procesu odustane od tužbe protiv ubice svoga muža, da se pokazuje »plemenita«, te da bi beogradski ubice mogli da apeluju na plemenitost žene oba Radića i Basarićeka, da oprostite ubicama njihovih muževa.

Ovaj ordinari trik beogradskih diktatora sa ženom Ristovića izazvao je opravdano gadjenje cele poštene javnosti. Gospodja Ristović može braniti svoga muža kao muža, ali se gospodja Ristović usudjuje da brani političko držanje svoga muža i da ordinarno laže! Verovatno da joj je ona izjava koju je dala na sudu diktirana od onih koji su je platili. Ona izjavljuje, da je njen muž »bio u istini veliki Jugosloven... i po svojim osećanjima isto toliko Hrvat koliko i Srbin«. Gospodja Ristović i njeni naredbodavci, beogradski ubice, pljuju bezobrazno celome svetu u oči, čineći ovakova lažna tvrdjenja.

Celome svetu u Jugoslaviji je dobro poznato, da je Vlada Ristović već nekoliko godina vodio jednu najdrskiju huškačku kampanju protiv hrvatskog naroda — kroz stare »Beogradske Novosti«, zatim kroz »Balkan« i najzad kroz beogradsko

»Јединство«. За ту кампању и као агенат Пашића и његовог сина примао је неколико пута по неколико стотина хиљада динара од Пашићева сина, а колико је примао из поверљивог фонда београдске владе — то ће знати они који могу завирити у признанице тога фонда. Све те ствари ишао су давно на јавност. Кроз београдско »Јединство« Ристовић је отворено тражио главе Радићу и Прибићевићу. Тај лист, под окриљем бившег председника владе Вукићевића и двора и плаћен од ових, представљао је највеће ругло у југославенско штампи.

Београдски диктатори узалуд покушавају да изједначе две убие: Шуница и Пунишу Раћића, и да изравнају раџун. Шуница је извршио убиство револутиран претњима Ристовића да треба убити Радића и Прибићевића и дрскошћу Ристовића да после тих претња долази у Загреб, провоцира публику у највећој кафани у Загребу. *Ми odbacujemo индивидуалну акцију Шуница, јер се тиме не може срушити београдски режим.* Шунићев метод борбе не може се прихватити.

Место индивидуалне, треба да дође општа револуционарна акција целог хрватског народа. Али дело Пунише Раћића није дело индивидуално, није дело учињено у афекту, нити управљено против једне обичне личности. *Пуниша Раћић је само извршилац једног организованог атентата на представнике Хрватске Селјачке Странке. Конци те организација леже у двору, у њему*

су учествовали сви представници велико-српске хегемонистичке политике, почев од двора и тадашњег министра председника Вукићевића, па до Владе Ристовића. Са убиством Радића и другова *nameravalo se da se obezglavi hrvatski nacionalni pokret, da se u krvi uguši borba hrvatskog naroda za slobodnu nezavisnu hrvatsku republiku.* Пуниша Раћић у ствари оличава читав београдски велико-српски диктаторски режим. *Proces protiv Puniše Račića ne vode tri hrvatske žene, supruge ubijenih radićevaca, već go vodi ceo hrvatski narod.*

И ми смо уверени да хрватски народ неће допустити, да се никаквим махинацијама београдских диктатора приликом процеса Пунише Раћића — који ће бити 27. маја — сакрију прави злочинци и убие. *Hrvatski narod ima da izvede zločince na optužničku klupu pred celo međunarodno javno mišljenje, a po gotovu pred mase nacionalno potlačenih naroda Jugoslavije.* А ти злочинци јесу двор, милитаристи, велико-српски политичари В. Вукићевић и његова дружина, фашистичка организација »Петар Мркоњић«, којој је председник Пуниша Раћић, почасти члан мали престолonasледник Петар, а финансијер краљ Александар и Бела Руча. *Proces Puniše Račića treba da daje podstreka svim potištenim narodima u Jugoslaviji, za otvorenu borbu, udruženim snagama, za rušenje beogradske diktature.*

N. M.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Наша анкета о Балканској Федерацији

Морис Јункер

Морис Јункер, адвокат код парижског апелационог суда, главни уредник »Радничког Јединства«, органа комунистичке социјалистичке партије, родио се је 1879 у Паризу.

Нема трагичнијег стања него ли је стање македонског народа. Историја је заиста само низ насиља, убиства, пљачка и ужасних злочина. Али никада, па ни у најстрашњим епохама, није био режим тако страпан као онај кога фракције Протогерови и Михајлови наметнуше Македонији. У име домовине почињају бандити Унутрашње Револуционарне Македонске Организације своја злодела. Лажу домовину као што лажу и револуцију.

Ко ће дакле саслушати јаук жртава?

То неће сигурно интелектуалци који се поносе да воде човечанство. Већим делом они служе господарима дана, који деле славу и богатство. А што се тиче оних других, који немају лакејске душе — ти немогу ништа. Они су увек налазили неко поверење код одлучног и свесног пролетаријата.

Тиран се кадгод бојаху револуционарних потреса. Сада су без страха, јер је радни народ ради своје поцепаности плен немоћи, гађења, немара, заборави сопствене части и сопственог интереса. Ако интелектуалци и пролетери нису у стању да потлаченим прибаве мир и слободу, детињасто је помишљати да ће то учинити владе. Биле којемудраго и испољавале којемудраго принципе — слуге су капиталистичког ривалитета, па у његовом интересу раде, надзиру, стављају на пробу маневрирају, израбљивају етничке политичке, економске разлике и неслогу свога и страних народа. Балкански хаос подржава њихове интересе, јача њихове наде, пружа им оправдање и извршење њихових планова, које замишљају. Оне немогу да желе умирење и организовање југоисточне Европе.

Ово је довољан разлог за све оне које револтира модерно бандитство да поклоне овим питањима своју пажњу и део своје активности. Није сувишно, и ако су изгледи мрачни, да се подигне глас протеста. Никада није пустиња тако дубока да се у њој гласови потпуно изгубе; никада идеја није тако слаба да не настоји да се оствари. То је закон философије.

Успркос свега поздрављам наду да ће поделени, победени, погажени, уништени пролетаријат наћи једнога дана

своје јединство, своју борбеност и своју снагу. Тада балкански народи уопште, а македонски народ нарочито неће бити без ослона. Тада балканска федерација, део интернационале, неће бити више химера.

Морис Јункер

Хрватски исељеници и диктатура у СХС

Прва исељивања Хрвата пре светског рата у Уједињене Државе Северне Америке, Аустралију и Њу-Зеланд, па разне државе Јужне Америке, углавном у Аргентину, Чиле и Боливију била су последица централистичке унетавачке политике Аустро-Угарске. Политички и финансијски централизам Беча и Пеште не допуштало да се у овим крајевима подигне и развија индустрија која би могла да прими и апсорбује претичак сеоског становништва, па је тако овај био присиљен да сели и иде на печалбу у далеке прекоокеанске земље.

У тешкој животној борби научише ове радне масе да политички мисле, па за то заузеле за време светског рата **револуционарни и републикански став.** Тај је став био тако снажан и одлучан да су и емисари лондонског »Југославенског Одбора« пред исељеницима заузимали исти став и непрестано истицали, како је и њихов идеал: **слободна хрватска република.**

Након слома централних власти почеше се исељеници враћати у стари крај, у нади да је престао узрок њихова лутања по свету и да ће слободна Хрватска моћи и хтети да реши проблем миграције.

Али је брзо настало разочарање и освијешћење. Ми смо ево очевидали овог ужасног стања у које створалише велико-српски властодршци потлачене народе Југославије, а међу њима и хрватски народ. Било је доста само једна-две слабе жетве, па да у хрватским крајевима завлада таква беда и невоља, да су учестала самоубиства сељака из очаја, јер нису у стању да својој деци осигурају насушни хлеб.

Јаук и запомагање пролама селима када се појави државни сакупљач пореза који кад не нађе ништа у сељачким кућама кида женама последњу јачерму-са тела и гони једину краву из тора. Управа државних монопола ужасно ниским ценама уништила је и обесценила продукцију дубана, која је пре хранила читаве крајеве, а сада је само средство израбљивања и корупције. Управа монопола не допушта сељацима, да саде онолико струкова, колико могу и хоће него то допушта самовољно прамо политичком држању седиоца. Овим економским невољама придодали су још по-

литички прогони и полицијска насиља, па је народ издубио веру да у овој земљи може бити боље и почео је да бежи главом без обзира. **Није то више предратно селење претичка сеоског становништва него је то бег народне сржи.** Опустеше читава села у којима не сусрећеш него жене, шејаку децу и изнемогле старце. Пошто су им затворена врата Уједињених Држава и већег дела енглеских доминиона, беже у јужноамеричке државе, већином у Бразилију, па у Канаду. **Може се мирно устврдити да сада у Америци ради преко милион Хрвата, добра четвртину целог народа.**

Ови људи, терани од домаће тираније са рођеног прага и бацани као пуко робље у жвале интернационалног капитала, пролазе највишу шкоду живота и на крвавим жуљевима уче и мисле. **Та ужасна школа није била узалудна.**

Хрватска исељеничка штампа сваки је дан многобројнија, исељеничке организације сваки дан јаче, **90% свих исељеника врстају се у редовима револуционарног, републиканског покрета свесног пролетаријата.**

Идеја »Балканске Федерације« пала је на плодно тло међу исељеницима у Америци, јер по њој распршани синови балканских народа почеше да увиђају да је њихова поцепаност узрок њихове несреће и њиховог робовања у старом крају.

Огромна већина хрватских исељеника и њихове штампе **изјавила се је против диктатуре у СХС, а за слободну хрватску републику.** Велики део прихватио је нашу тезу о заједничкој револуционарној борби и о стварању републиканске федерације слободних и равноправних балканских народа.

Прва је последица овог става била да је диктатура краља Александра забранила слободан улаз у Југославију готово читавој исељеничкој штампи са стереотипном мотивацијом, да пише »против интереса наше државе«, па »Службене Новине« донашају дневно такве забране, тако на пр. последних дана и једном броју службеног листа изашла је забрана ових хрватских исељеничких листова: »Наша Нада«, Чикаго; »Бранич«, Сан Франциско; »Хрватска«, Чикаго; »Домовина«, Питсбург; »Раднички Лист«, Буенос Ајрес. Влада је опозвала и оба своја досадашња посланика у Америци: Др. А. Тресића-Павичића у Вашингтону и Ива де Гризогона у Буенос Ајрес због њиховог неуспеха, а на њихова места послала два научника: у Вашингтон проф. унив.

Др. Леониду Питамица, а у Буенос Ајрес проф. унив. Др. Милорада Стражњићког. Југославенска влада послала је у све веће државе Америке такозване »исељеничке комесаре«, да се бајаги брину око напретка и добробити исељеника, а у ствари да врше над њима контролу и да их пријављују америчким властима да врше тобоже комунистичку пропаганду, како то јасно доказују чести процеси против хрватских исељеника у неким америчким државама у последње време.

Пошто хрватски исељеници ипак некако измичу сили диктатуре у страним земљама, влада се је постарала да запречи даљи пораст револуционарне исељеничке војске, па је преко министра за социјалну политику и народно здравље наредила свим великим жупанима да одсада издају путне усправе само оним исељеницима који могу доказати конзуларним уверењем (!) да имају сигурно запослење у земљи, камо хоће да селе.

Влада је одлучила да од свију исељеника који се враћају кући одузима новач у виду доприноса за »исељенички фонд« и да свим могућим средствима сили исељенике да улажу свој новач у »Привилеговану Аграрну Банку« да тако јача њен капитал и ствара сигурно врело, одакле да плаћа земљишту ренту и »одштету« феудалцима и великим поседницима.

Властодршцима је пошло за руком да се одрже у земљи помоћу бајонета и страног капитала — хвала вођама хрватског сељачког покрета и њиховој пацифистичкој политици споразумевања, али им неће поћи за руком да полицијским мерама заробе осећаје исељеника и да угуше њихов револуционарни, републикански покрет.

Ми поздрављамо наше суборце у Америци и уверени смо да ће свесни своје задаће — и као свесни радници и као достојни синови потлаченог хрватског народа — издржати у борби и остати верни нашим идеалима. Ми се сигурно надамо да није далеко час, када ће се све наше националне организације у прекооцеанским земљама наћи с нама скупа и идејној и тактичној заједници **да заједничким силама, у заједнички вођеној борби оборимо ову милитаристичко-фашистичку великокрпску диктатуру, извор свих наших несрећа и узрок мукотрпног исељеничког живота.**

Загреб 26. IV 1929.

Крешимир Ивачић

FEDERAȚIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Măștile cad

Reacțiunea și teroarea albă triumfă
sub firma național-tărănistă

Ceeace nu au îndrăsnit și nu au reușit guvernele de teroare albă ale lui Brătianu și Averescu a fost înfăptuit de guvernul »democratic« al național-tărăniștilor: Sindicatele Unitare și Blocul Muncitoresc și Tărănesc au fost dizolvate, locațiile lor devastate și percheziționate de către Siguranța generală și câteva sute de conducători, de muncitori și de intelectuali au fost încarcerati, maltratați și traduși în fața justiției ca atentatori la Siguranța Statului.

Morții călăresc repede, spune un proverb nemțesc. Reacționarismul și fascismul național-tărănist a parcurs în mai puțin de unei luni, de când domnul Maniu a luat în numele democrației și legalității conducerea guvernului, o distanță nebănuită. În opoziție leaderii național-tărăniști se înscriau demostativ ca apărători ai muncitorilor și intelectualilor trași în judecata consilierilor de război pentru comunism și complot contra siguranței statului. În opoziție acești leaderi luau în fața justiției și în parlament apărarea Sindicatelor Unitare împotriva asalturilor, întreprinse în ultimii trei ani din partea guvernelor liberale și averescane pentru dizolvarea lor. În opoziție frunțașii național-tărăniști veneau la bara justiției să depună ca martori în favoarea victimelor Siguranței. Ei cereau amnestia și restabilirea libertăților cetățenești pentru toți — în primul rând, bine-înțeles, pentru cei jefuiți de ele: pentru muncitori și pentru organizațiile lor profesionale și politice. Chiar dreptul la legalitate pentru comuniști și pentru Partidul Comunist îl cereau național-tărăniștii, — ca cel mai nimerit mijloc, spuneau ei, pentru a »reduce mișcarea comunistă la adevăratele ei proporții«.

Și astăzi, mai puțin de o jumătate de an dela inaugura-

rea »noului regim«, a »erei noi« național-tărăniste: salvele infanteriei și jandarmeriei culcă la pământ muncitori, muncitoare și copii de muncitori; Sindicatele Unitare și Blocul Muncitoresc-Tărănesc sunt dizolvate; căminurile muncitorești devastate, închise, sigilate sau predate Siguranței și jandarmeriei ca localuri de cazarmă; sute de muncitori și muncitoare sunt arestați, schingiuiți, puși în lanțuri, trimiși în judecată ca »atentatori la siguranța statului« și ca vinovați de delictul teribil de »comunism«. Sub pretexte mizerabile, care trebuiau să revolte populație muncitoare timișoreană, răpind în chip salbatie cadavrul unui martir căzut între zidurile Doftanei, împiedecând înmormântarea lui de către muncitori autoritățile domnului Maniu au pus căminul muncitoresc din Timișoara sub ploaia de gloanțe a armatei și poliției, au culcat la pământ numeroși muncitori și au proclamat a-doua-zi că »comuniștii au atacat cu focuri de revolver armata«. Această provocare a găsit ecou nu numai în presa reacționară, care jubilează, ci și în rândurile »democrației«. Sub cuvânt că evenimentele sângeroase din Timișoara pot compromite »bunul renume« al României în străinătate presa »democrată și independentă«, într-un acord »patriotic« cu presa liberalilor și averescanilor, se face complice cu crima săvârșită în capitala Banatului, acoperind guvernul și înmormântând crima sub complotul tăcerii.

La șirul de ilustrații se mai adaugă astfel încă una în sprijinul afirmației noastre, că guvernul național-tărănist este o mașină politică a reacțiunii, având menirea de a ralia sub pretexte »democratice« cercurile micii burghezii în jurul conținutului politicii de reacțiune și fascism. Ceeace nu puteau face liberalii și averescanii: să solidarizez păturile democratice ale micii-burghezii cu politica mării burghezii bancare, industriale și agrare, urmează să încerce a îndeplini național-tărăniștii; în chipul acesta urmează ca teroarea anti-munci-

torească, anti-tărănească și anti-minoritară să capete o »justificare« în ochii opiniei publice democratice din străinătate. »Democrația este în pericol!«, »Săriți în ajutorul tinerei și plâpânde democrații!« Sub această lozincă — trebuie s'o spunem răspicat — se realizează și social-democrații. Dar amenințată de către cine este »democrația« național-tărănistă? De către reacțiunea liberală, militară, a camarilei și a înaltei burocrății civile și bisericesti? Nu! Democrația este amenințată de către... muncitorime.

Care este însă vina muncitorimii? Prin ce au pus muncitorii, intelectualii legați cu muncitorimea organizată de avant-gardă și țărării radicali în pericol »plâpânda democrație național-tărănistă«? Prin aceea că au luat în serios »noua« eră și au vrut să se folosească de libertățile făgăduite: să se organizeze în sindicatele lor profesionale, în organizațiile lor politice și culturale, în Partidul Comunist și în Blocul Muncitoresc-Tărănesc, să se folosească de dreptul de întrunire și de exprimare liberă a gândirii prin grai și scris, de dreptul de demonstrație, de dreptul de vot. Dar libertățile democratice, a căror restabilire au proclamat-o cu atâta zgomot național-tărăniștii în opoziție și după venirea lor la guvern, au un singur și... neînsemnat cusur: nu trebuie folosite. Libertăți — poftim câte vreți! Dar să nu vă atingeți de geamul în dosul cărora ele sunt păstrate, că-i vai de voi! Admirări-le, dar nu le gustați! Alminteri — gloanțe, bătaie, închisoare.

Intrunirile Blocului Muncitoresc-Tărănesc se transformau în demonstrații puternice, sindicatele unitare creșteau ca număr și ca influență programul Blocului era imbrățișat cu entuziasm de către mase — deaceia democrația era în pericol, și pentru salvarea democrației, democrația trebuie suprimată. Șomajul crește, foamea seceră populația unor întinse regiuni, emigrarea ia proporții de masă — deaceia trebuie nimicite organizațiile muncitorești.

Și ceea ce nu îndrăzniseră să execute guvernele liberale și averescane a făcut-o guvernul »democratic« național-tărănist: a profanat de baia de sânge ce-a organizat-o la Timisoara și a dizolvat *Sindicatul Unitar în întreaga țară, a dizolvat Blocul Muncitoresc-Tărănesc*, a arestat pe conducătorii acestor organizații și îi târâște în fața justiției. Măștile cad astfel de pe fețele domnilor național-tărăniști. În dosul măștilor »democratice« se ivește figura rănjindă a reacțiunii și a fascismului. Cei ce au mai păstrat iluzii despre național-tărăniști se trezesc. Sporirea impozitelor pe spinarea maselor muncitoare dela țară și orașe, creșterea scumpetei traiului, creșterea șomajului, abandonarea în ghiarele foamei a sute de mii de țărani cu familiile lor — acest șir de »reforme« ale regimului național-tărănist este acuma completat: organizațiile profesionale și politice ale muncitorilor, atâtea câte mai rămăseseră în picioare de pe urma celor zece ani de teroare liberală-averescană, sunt nimicite, și în localurile lor se instalează Siguranța și jandarmeria, bunurile lor vor fi cedate asociațiilor fasciste de ofițeri de rezervă și de studenți.

Lupta împotriva teroarei albe în România, lupta pentru amnistia generală, lupta pentru salvarea organizațiilor muncitorești, lupta pentru ajutorarea victimelor teroarei albe trebuie continuată și întărită. Teroarea albă, dusă sub firma național-tărănistă, este cu atât mai periculoasă, cu cât în straturi largi din România și în cercuri largi din străinătate național-tărăniștii au semănat iluzii, ce nu au pierit încă cu totul. Lupta contra teroarei în România trebuie deaceia legată cu lupta împotriva iluziilor a acestora. Amnistia și libertățile democratice vor putea fi cucerite în România pentru clasele muncitoare și popoarele asuprite din această țară numai în lupta împotriva guvernului național-tărănist, care-și împarte rolul fascist și reacționar cu liberalii și averescanii.

I. Mateescu

D. Maniu, noul dictator

D. Maniu, șeful partidului național-tărănist și Ministru-președinte al României, a fost însărcinat de către burghezia română și cea internațională să organizeze dictatura »minei tarik, spre a le asigura dominația în contra fierberii revoluționare care devine din ce în ce mai amenințătoare. Să ne amintim rolul jucat în anul 1907 de către Brătianu și Averescu; revoluția țărănească de atunci, care izbucni sub influența revoluției ruse din 1905, amenința domnia oligarhiei române. Partidul cel mai reacționar de atunci, conservatorii, însărcinată pe liberali, ca partid al tinerei burghezii române, cu rolul de călău al revoluției țărănești. D. Maniu face acum repetiția generală de dictator în contra mișcării revoluționare proletare, arătând astfel liberalilor că el posedă toate calitățile necesare pentru a funcționa ca călău al revoluției proletare. Așa numita presa democratică mic-burgheză română, subliniază deja faptul, »că măsurile energice luate de guvernul național-tărănist în contra organiza-

țiilor comuniste nu au fost nicidecum dictate de existența unui pericol comunist oarecare, căci un astfel de pericol nu există, având în vedere neînsemnătatea mișcării comuniste române, ci că aceste măsuri au fost luate numai din pricina liberalilor, cari acuză pe d. Maniu, de »kerenskism«, de preparator al revoluției sociale prin democratismul său deplasat.

În realitate însă nu e »numai« cu privire la reacționarii de eri, că național-tărăniștii se exercită ca reacționarii de neîntrecut de mâine, ci cauza acestor măsuri e radicalizarea maselor muncitoare dela sate și orașe și prăbușirea economiei, cu tot împrumutul de stabilizare, fapte cari amenință din ce în ce mai mult existența capitalismului în România.

Lipsa de lucru devine cronică; mii de șomeri înfomețați, veniți din toate colțurile țării, străbat străzile Capitalei și a altor orașe, căutând în zadar o muncă oarecare, pentru a-și câștiga un codru de pine — scrie Adevărul dela 20 aprilie a. c., însă în același timp, sute de milioane de lei sînt defraudate la Administrația Financiară, la Ministerul de Finanțe, la Căile Ferate, etc. Că justiția nu urmărește și nu condamnă niciodată pe acești delapidatori, aceasta se înțelege dela sine; Ministrul de Justiție Junian a răspuns unei interpelări a deputatului V. Georgescu, care vorbise asupra »magistraturii corupte«, că s'au intentat procese la vreo 400 de magistrați, vinovați de corupție... În ce consistă aceasta corupție? Condamnatu-au ei țărani și muncitori fără a avea dovezi în contra lor? Sau au făcut ei imposibilă orice manifestare a Blocului Muncitoresc și Tărănesc în timpul alegerilor? De unde, astfel de abuzuri de putere și de călcări de lege nu se pedepsesc în România. Magistrații în chestiune sînt acuzați de a fi menajați pe liberali în timpul alegerilor, în detrimentul național-tărăniștilor.

Criza economică este la culme în București. O mulțime de magazine sînt închise sau vînd marfa pe un preț derizoriu, numai pentru a acoperii cheltuielile zilnice; falimentele și moratoriile din cursul lunilor februarie și martie se ridică la 4 miliarde de lei pasive cu 2 miliarde de lei active. Numai marile bănci liberale profită de aceasta situație disperată. Ele au primit dela Banca Națională un credit de 15 miliarde de lei, cu o dobîndă de 6%. Aceste bănci dau la rîndul lor credite micilor bănci, industriașilor și comercianților, cerînd dela ei dobînză variînd între 28—32%! Micile bănci, neputînd plăti datorile lor, dau faliment, ruinînd astfel sute de mii de nevoiași, cari și-au depus acolo economiile — bani albi pentru zile negre.

În contra foamei, care face ravagii mai ales la țară, guvernul a instituit o noua comisie... care trebuie sa studieze măsurile cari ar trebui de luat pentru a se combate eficiente foamea. Pînă atunci însă, țărării vor să rezolve singuri chestia agrară. La Cardosfalva, sute de țărani s'au revoltat în contra exproprierilor arbitrară a micilor țărani în favoarea unui stîlp național-tărănist... Țărării au demonstrat în fața primăriei armați cu furci și lopete. Prefectul a declarat însă delegației țărănilor revoltați, că orice manifestație țărănească va fi înăbușită cu violență. La Blaj, aproape de Corabia, unde un țaran a fost deja omcrît și un altul grav rănit, în timpul unei încercări singeroase, care avu loc între țărani și proprietari, jandarmeria, ca întotdeauna, a arestat și maltratut un grup de țărani revoltați. Iată care este soluția național-tărănistă a chestiei agrare.

La 24 aprilie a. c. trebuia să aibe loc procesul de dizolvare al sindicatelor Unitare, intentat încă sub guvernul generalului Averescu. D. Maniu, în conformitate cu declarația făcută de d. Petrovici, care a mărturisit pe față »că dizolvarea Sindicatelor Unitare nu depinde de justiție ci de o decizie guvernamentală«, a luat ca pretext înmormintarea comunistului Fonagy, mort în urma torturilor suferite în închisoarea Doftana, înmormintare proiectată de Congresul Sindicatelor Unitare, pentru a dizolva *Sindicatul revoluționare și Blocul Muncitoresc și Tărănesc*, cit și pentru a suprima singurele ziare de clasă ale proletariatului român, »Inainte«, »Viata Muncitoare«, »Munca zilnică«, »Tînărul leninist« cum și ziarele aparținînd în limbile minoritarilor.

Aceasta lovitură reacționară i-a reușit momentan așa de bine, încît chiar organele socialdemocrațiilor române felicită guvernul că a salvat democrația... »Socialismul«, în numerele sale dela 14 și 21 aprilie, aruncă toată responsabilitatea privind atacul singeros de la Temișcara asupra comunistilor, »cari au abuzat de libertățile date de către național-tărăniștii...« E inutil de a reaminti că »presa democratică independentă« a aprobat călduros aceste acte de teroare. Acum, guvernul național-tărănist vrea să fondeze teoreticește practica sa reacționară: se studiază legile pentru

»απάρεια Statului«, cri »funcționează« dela în Italia, Bulgaria, Jugoslavia, etc. Inșă pînă la aceasta fondare teoretică, se aplică mai departe practica sigură de pînă acum, pentru a nu se pierde un timp prețios. Jandarmeria, poliția și siguranța generală inăbușe cu toate mijloacele manifestațiile muncitorești de protestare în contra disolvării organizațiilor revoluționare. Sute de muncitori au fost deja arestați la Arad, Turnu-Severin, Chișinău, etc. Guvernul burghez, apărător al proprietății private, vrea deja să pue mîna, ca posesor, pe „Casele Poporului“, aparținînd Sindicatelor Unitare și Blocului. Un luptător comunist basarabean, A. Ruvici, a fost omorît de un provocator, la Selioglu au fost arestați 35 de comuniști, sub pretext că ei puneau la cale „un complot în contra siguranței statului...“ Noui torturi, noi procese de înaltă Trădare... Toate acestea pentru a fonda neacordarea amnestiei politice, militare și agrare.

Dar d. Maniu, ca nou dictator în Europa, vrea să aibe și o armată a sa. În Transilvania — la Blaj — a avut loc la 21 aprilie sfîntirea a 120 de drapele național-tărăniste, aparținînd organizațiilor național-tărăniste numite „Organizațiile de voinici“, organizate după modelul centurilor fasciste...

Sindicatul Unitare au fost disolvate sub pretext ca ele făceau politică, ceea ce este interzis organizațiilor profesio-

nale, după legea reacționară Mărzescu. Inșă guvernul a început acum cu organizarea de sindicate național-tărăniste.

Alegerile cari au avut loc, acum câteva săptămîni, în Valea Jiului, au fost anulate de autorități, sub pretext că candidații Blocului Muncitoresc și Tărănesc ai terorizat pe candidații guvernamentali, sociali-democrați și liberali. Să se știe: La aceste alegeri, Blocul cîștigă majoritatea absolută a voturilor.

Pe cînd aviatorii militari romîni încearcă nouile aeroplane militare, cumpărate în Franța, vorbește presa democratică de armamentul aerian al Sovietelor și de eșecul Conferinței de dezarmare, eșec cauzat de delegația rusă, care nu face altceva decît să saboteze lucrările acestei conferințe.

Iată cari sînt progresele fascismului în România. Dar d. Maniu exagerează atît capacitățile sale de dictator cît și avantajele dictaturei fasciste ca formă de guvernămînt. Ei uită, ca prin aceste acte de teroare nu se rezolvă nici chestiunea agrară, de care depinde înec umbra sa de popularitate la țară, nici chestia muncitoare, nici criza așezită care sdruncină fundamentele capitalismului în România și care accelerează radicalizarea masselor muncitorești, cari, conduse de organizațiile lor de clasă revoluționare vor zdrobi atît fascismul romîn cît și regimul de teroare al boerilor și al băncilor liberale și internaționale.

N. Amaru

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΙΒΛΙΟΥ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΤΟ „ΛΑΜΠΡΟ“ ΣΤΑΔΙΟ ΤΟΥ ΒΕΝΙΖΕΛΙΣΜΟΥ

Δεν θέλω να μιλάω πολιτική των προνομίων...

(Βενιζέλος)

Τὰ κράματα τῆς ἐκλογικῆς πάλης ὀρθώνονται. Ἡ νέα Γερουσία προετοιμάζεται ὡπως πρέπει. Μιά ἀγροτική Τράπεζα δημιουργήθηκε, γιὰ τὴν δρᾶση τῆς ὅπως θὰ μπορεῖ νὰ γράφει κανεὶς τότε μόνο όταν δημοσιευτοῦν οἱ ἀποδείξεις τῆς. Τότε μόνο θὰ μπορεῖ κανεὶς νὰ ἐκτιμῆσει σωστὰ τὸ λαμπρὸ στάδιο τοῦ λιμπεραλισμοῦ. Πρὸς τὸ παρὸν ἓνα μόνο εἶναι βέβαιο. Οἱ ἀγρότες δὲν πιστεύουν στὰ θεραπευτικὰ μέσα τοῦ φιλελεύθερου τραλαλιάνου. Θὰ πάνε στὴν πρακτικὴ τῶν ἑκατομμυρίων Δρ. πρὸς ὄφελος τῶν ἐργαζομένων ἀγροτῶν? Θὰ γίνουν ἴσως μιὰ ἐμπρόσδεκτη βοήθεια γιὰ τοὺς «τάκηδες» καὶ θὰ βοηθήσουν ἐκείνους, οἱ ὅποιοι ἐξ ἄλλου ἀρκετὰ βοηθήθηκαν ἀπὸ τὴν ἀγροτικὴ μεταρρύθμιση τῆς χώρας μας? Σήμερα μόνο ἓνα πράγμα ξαίρουμε. Οἱ ἀγρότες ἀντιμετωπίζουν πολὺ σκεπτικὰ τὴν «ἀνακούφιση» τους, ἐξεγέρονται. Ἀγροτικὲς ταραχὲς πότε ἐδῶ πότε ἐκεῖ ἀνησυχοῦν τὸ φιλελεύθερο καθεστῶς.

Ἡ ἐνίσχυση τῆς χωροφυλακῆς εἶναι ἡ ἀπάντηση. Τὸ ἱστορικὸ μὲτρο τῆς φιλελεύθερης κοσμοθεωρίας, τὸ «laissez faire», ἰσχύει μόνο γιὰ τοὺς κτηματίες. Μόνον αὐτοὶ ἔχουν ἐλεύθερο τὸ χέρι, σ' αὐτοὺς προσφέρουν τὰ κράτος, τὴν συγκοινωνία, ὀλοκλήρη τὴν δημόσια ζωὴ. Γιὰ τοὺς ἐργαζομένους δὲν εἶναι τόσο φιλελεύθεροι. Ἐδῶ δὲν ἀφίνουν νὰ γίνεῖ ὅτι θέλουν. Ἐδῶ προβάλλεται ἡ δικτατορικὴ πλευρὰ τοῦ καθεστώτος. Τὸ πρόσωπο τοῦ λιμπεραλισμοῦ φαίνεται γυρνᾷ, ἀγριο καὶ κυνικὸ.

Ὅχι κανένα προνόμιο! Οἱ ἀγρότες θέλουν γῆ καὶ συστατικά. Κατ' οὐδὲνα τρόπο, ἄς ἀγοράσουν. Καὶ οἱ πλοῖοι κτηματίες ἀγοράζουν. Κανένα προνόμιο! Πολλὲς χιλιάδες ἀπὸ τοὺς πρόσφυγες μόνον ἀποστάτευτοι. Δὲν τοὺς κίτουν κατάλληλα σπία, δὲν τοὺς δίνουν ἐργασία, μακριὰ ἀπ' αὐτὰ. Πᾶς μπορεῖ νὰ εἶναι ἓνας φιλελεύθερος γιὰ προνόμια? Τοὺς θάτουν μέσα στὶς διαβόητες μπαράκες, σὲ χιλιάδες δὲ δὲν δίνουν καθόλου γῆ. Προσπαθοῦν καὶ θέλουν μὲ αὐτὴ τὴν τακτικὴ νὰ κατεβάσουν τὸ μεροκάματο. Δημονογοῦν ἐλεύθερα ἐργατικά χέρια γιὰ τοὺς πλουτοκράτες. Ὁ βενιζελισμὸς ἔφερε στοὺς πρόσφυγες τὴν ἐλευθερία, τὴν ἐλευθερία νὰ σάνουν τὸ μεροκάματο, ἢ νὰ καταστραφοῦν χωρὶς καμμιὰ βοήθεια — τὴν ἐλευθερία νὰ πεθάνουν ἀπὸ τὴν πείνα στὰ «χαρτανῆνα σπατάκια», ποὺ ἰδρύθηκαν μὲ πολὺ φροντίδα γι' αὐτοὺς. Ἢδὴ ὁ Μπίσμαρκ ἔλεγε ὅτι, τὴν ἐλευθερία νὰ πεθάνει κανεὶς ἀπὸ τὴν πείνα, δὲν μπορεῖ νὰ τὴν χρειαστεῖ κανεὶς. Τὰ λόγια τοῦ ἀνταδραστικοῦ πολιτικοῦ ἤχουν στὴν μητέρα τῆς βαλκανικῆς δημοκρατίας ὡς ἐπαναστατικά.

Τὸ ἓνα ἀπεργιακὸ κύμα ἀκολουθεῖ τὸ ἄλλο. Ὑστερα ἀπὸ τὸ Δαβριο καὶ τὴν Ἐλευσίνα ἀκολουθοῦν οἱ ἀπεργιακὲς ἀπειλὲς τῶν Τ.Τ.Τ. ὑπαλλήλων. Τὸ φιλελεύθερο καθεστῶς δὲν μένει ἀπαθὲς, δὲν ἀφίνει νὰ γίνονται. Ἀπειλητικὰ βροντοῦν οἱ ὑπουργοὺς ἔδρες. Ἐργάζονται πυρετωδῶς γιὰ νὰ προλάβουν ἕναν ἀγῶνα. Τιμωρίες ἐπινοοῦντε γιὰ νὰ φοβήσουν τοὺς ταλαυτερομένους, γιὰ

νὰ κτυπήσουν τὰ ἐνεργὰ στοιχεία. Ὁ Βενιζέλος φροντίζει γιὰ πάντα γιὰ τοὺς ὑπαλλήλους του — νὰ κρατήσουν μόνοι τους τὴν δύναμη τῆς ἐργασίας τους, τὴν δυστυχία τους, τὰ χρέη τους τὴν ἀλιότιτα τους. Ἢδὴ διακηρύττουν ὑπερήφανα ὅτι δὲν θέλουν οὔτε καν νὰ κατεβούν τοὺς μισθοὺς, θὰ περιορίζαν γιὰ μόνο τὴν πληρωμὴ τῶν ἡμερῶν ἀνάπαυσης. Πρὸς τί ὁ θόρυβος? Κανένα προνόμιο! Θου κάραν τὴν τελευταία στιγμή παραχωρήσεις? Θὰ πραγματοποιήσουν τὸ ἐπιτεταγμένον «καλὸ» γιὰ νὰ ἀποφύγουν στὸ τέλος κανένα διεθνὲς ρεζύλι?

Τὶ ἐνδιαφέρει αὐτὸ τοὺς κυριαρχοῦντες κύκλους? Γιὰ τὴν ἰδεήν τους καλὴ φήμη φροντίζει ὁ κ. Πολίτης, ὁ ὅποιος βέβαλλε στὴν ἐπιτροπὴ τῶν μειονοτήτων στὸ Λονδίνο τὶς προτάσεις του. Ἐχει ἤδη συμφωνήσει πάνω σὲ ἓνα σπουδαῖο σημεῖο. Ἡ Πολωνία καὶ ἡ Ρουμανία ὑποστηρίζουν ἤδη τὶς ἀπόψεις του. Ὁ Πολίτης εἶναι ὁ καλλίτερος ἄνθρωπος. Δικαιολογεῖ μὲ μεγάλη δαπάνη εἰδημοσύνης καὶ ἐπιστήμης, ὅτι εἰς τὸ ἔξῃς — τίποτα δὲν θὰ γίνεῖ, τὸ ὅποιο θὰ μπορούσε νὰ βλάψει τοὺς δημίους τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων. Ὁ Πολίτης θὰ εἶναι στὸ Λονδίνο ἐμπρόσδεκτος. Δὲν φέρνει καμμιὰ καινούργια ἰδέα στὴν βρετανικὴ αὐτοκρατορία, φέρνει ἓνα ἀνακουφιστικὸ λόγο στὴν συνδιάσκεψη, τὸν ἀνακουφιστικὸ λόγο τοῦ Βενιζέλου: Ὅχι προνόμια! Δὲν εἶναι μιὰ ἐνεργὸς προστασία γιὰ τὶς μειονότητες — προνόμιο? Δὲν πρέπει νὰ ἀπαρνηθεὶ κανεὶς τέτοιες σκέψεις? Ἀκόμα καὶ ἡ μεγάλη ἐπανάσταση παραμέρισε ὅλες τὶς ἐλευθερίες, γιὰ νὰ προετοιμάσει τὸν δρόμο στὴν ἀσκήν ἐλευθερία! Ὁ βενιζελισμὸς θέλει τὸ ἴδιο, σχεδιάζει ὅπως τὴν πραγματοποιήσῃ τῆς ἰδέας του κατὰ στάδια. Πρῶτα ἐρχεται ἡ ἄγρια κατάργηση τῶν δικαιωμάτων ἐπειτα ἐρχεται ὁ λιμπεραλισμὸς καὶ λέγει πρὸς τὶς ἐθνικὲς μειονότητες: Κανένα προνόμιο!

Δικαίωμα γιὰ παράπονα ἐναντίον τῆς «πατρίδας»! Φυσικὸ! Ρύθμιση ὅπως τῶν κακῶν? Κατ' ἀβδὲνα τρόπο, δὲν ἐπιτρέπεται νὰ δημιουργηθοῦν προνόμια. Ἐπερὶ εἶναι τὸ ὑπάρχον καθεστῶς. Δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἀγγιχτεῖ. Τὸ Τριανόν, τὸ Νεγὸ καὶ ὅλες οἱ Συνθήκῆς εἶναι γιὰ τοὺς Πανευρωπαϊστὲς μας ἐγγυήσεις τῆς εἰρήνης, οἱ ὅποιες πρέπει νὰ διατηρηθοῦν. Ἄλλοιμον σ' ἐκείνον ποὺ θὰ τὶς ἀγγίξει. Αὐτὰ δὲν εἶναι προνόμια! εἶναι ἐκρὸς τοῦ παγκοσμίου πνεύματος.

Σιγὰ σιγὰ ἐξεληχτικὸ ὁ βενιζελισμὸς ἀπὸ μιὰ ἰδεολογία μιᾶς μανχεστερικῆς περιορισμένης, ὡποσδήποτε ὅμως φιλελεύθερης μπουρζουαζίας, σὲ μιὰ μισοφασιστικὴ καὶ δικτατορικὴ ἰδεολογία. Δὲν ἐνθυμίζει γιὰ ἡ πομπὴ τοῦ Βενιζέλου στὶς ρασκορτικὲς παρελάσεις στὴν Ἰταλία? Δὲν ὑποτάχθηκε ὁ μεγάλος Κρητῆς ἐξ ὀλοκήρου στὴν «μεγάλῃ ἰδέα» τοῦ Μουσσολίν, όταν τοῦ ἔδινε τὸ χέρι?

Ὁκαρὸς τοῦ καθαροῦ λιμπεραλισμοῦ ἔχει περάσει. Αφοῦ ἔγινε ἐχθρὸς τοῦ λαοῦ, μόνο μὲ τὶς λόγους μπορεῖ νὰ στηρίξει τὸ καθεστῶς του. Οἱ μέθοδοι τοῦ «μοντέρνου», τοῦ δικτατορικοῦ λιμπεραλισμοῦ, εἶναι ὑποχρεωμένες νὰ γίνονται ὅσο πάει πὸ ὄξει, πὸ ἄρβυρες πὸς — φασιστικὲς. Τὸ κατέβασμα τῆς σημαίας τῶν Δωδεκανήσων, ἦταν κάτι παραπάνω ἀπὸ ἓνα εἶδος ἀτυνομικῆς

Κορούμε Μσδρ. بو حقیقت بوقدر آچیق ایکن قایتالیست حکومتجیلری عمله کتله سی ایمانده ملیت یوقش دی یه پروپاغاندا یا پاقده درلر. عمله کتله لری ایمانده نه ملیت و نه دین حربه سبب تشکیل ایده مز عمله کتله لری ایمانده مظلوم بشریته معاونت ایتمک ایچون انسانلک دینی ایله دهریسی معاینه ایتمک ایجاب ایتمز. بشر اولماق معانت ایچون کافدر. ایشته مسئله بو قدر آچیق ایکن قایتالیستلر فاجیزم سیستمنده کویه ناسیونالیزمک تقوی یه سیچون چالیشورلر و بر سورو کتجلری زهر لیورلر. . . کویلی آره سه کیریورلر، ده موقرطلری باشدن چقار ییورلر عمله آره سنا کیریورلر بد نخت عمله نك طالبعیله تکرار قانلی او یونلر اویناق ایستورلر. ایشته قایتالیستلرک صوگ سلاحی. عمله آره سنده. کیتلرک آره سنده ملی پروپاغاندا یا پاق. بونی کیملر یا یور؟ میلیونلره انسان قانی دوکن قایتا لیست حکومتلری، یاغما کرک حرصیله انسان قاننه دو یمایان خرب قصاپلری، بو کونک دیکتا تورلری. . .

آرتق دشمنی ابی ییلک لازمدر عالمک صلح و سلامتی کندی حرص و احتراص ایچون احلال ایتمک ایستین بو فاجیست دشمنی بو قره دشمنی نهی آکلامق لازمدر. بو موصولی نك، یلسود سکینک و سائر نهک ایشی دکلر. بودشتمه وار قوتلره مجادله ایتمک لازمدر دشمن اتریقه ستی آکلامق و هر کسه اکلاماق لازمدر.

پروفور کامل بالا

پارس

رنکسز اسیر انسانلره قارشى مظاهره ت اعلان ایدن بر حکومتدر. اوده بيوک سوويت حکومتدر. بو حکومتده عمله، کویلی، فقرا طبقه کندی مقدراتی کندی آله آمشدر. اونک ایچون مظلوم بشریتک بلا تفریق جنس و مذهب حامیسیدر، اونک ایچون اوراده دین، عرق، رنگ انسانلته مانع تشکیل ایتمز؛ ضعیفک، فقیرک، کندی اککنی آلنک تريله قازانانلرک حاکمکنی اعلان ایدن یکانه حای انسانیت بر حکومت ایشته بلا قایتالیست حکومتلری ایچون حرب قصاپلریچون یکانه بلا بوراددر. اونلر ایچون فلاکت یا ناشمشدر. شمدی اونلر بو فلاکتی پک ابی تقدیر ایتدکلرندن مانورانی باشقه درلو یا یمغه باشلا دلیر فاجیزم ماسکسی آلتده ده موقرطلق، آغراجلیق، کویلی حامیسی کبی تاقیق آلورلر ناسیونالیزم اونلرک اک قوتلی سلاحی اولدی. کویاکه لیشجی پروله تار جبهه سی ناسیونالیزمک علیه نده ایمش اونلر ده ملیتچیلک یوق ایمش. حالوکک حقیقت میدانده: روسیه حکومتی، ۱۰۰ میلیونلق بر حکومتدر. بونک ۰۰ میلیونی روس، ۱۰۰ میلیونی روسک غیرى ملتزدن متشکلدر. چار اداره سنده ملیتلی غائب ایدن، لسانلینی غائب ایدن ملتلی سوویت اداره سی لسانلینی اوکره نملرینی اجار ایتمشدر. هر ملته کندی مقدراتی آله انسانی، کندی تاریخ ملیسی، ملی ادبیاتی تدقیق و تتبع ایتمه سیچون آریچه کتبخانه لر، پروفورلر تعیین ایتدیرمشدر ده غریبی وار بر چوق شهرلده روسلر اقلیتده در اونلر ایچون اقلیت حقوق تطبیق اولنمقده در. ملیتله بوقدر واسع حریت ویره ن شمدی یه قدر هیچ بر حکومت

φιλοφροσύνης πρὸς τὸν ἰταλὸ «φίλο», ἦταν μιὰ συμβολικὴ ὑπό κληση τοῦ πεθαμένου ὑπηρεταλισμοῦ, μπρὸς εἰς τὴν ἰδέα τῆς καταπίεσης πρὸς τὰ μέσα καὶ πρὸς ἑξω. Τὸ λαμπρὸ στάδιο βενιζελισμοῦ ἄρχισε. Ἀγῶνας πρὸς τὸ ἑσωτερικὸ, προετοιμασίες γιὰ ἀγῶνες πρὸς τὰ ἑξω! Πασιφιστικὲς φράσεις γιὰ νὰ θαμπώσουν τὴς μάξες. Δημοφιλῆ ταξήματα, γιὰ νὰ

τὴς παρασύρουν. Αὐτὸ εἶναι τὸ πρόγραμμα τοῦ „μοντέρνου“ φιλελευθέρου. Ὁ ἰταλικὸς φασισμὸς εἶναι μονοκόμματος. Τὰ λόγια εἶναι μαχαίρα, οἱ πράξεις εἶναι μαχαίρα. Ὁ „μοντερνισμένος“ ὑπηρεταλισμὸς, κάποτε ἡ φαρισσαϊκὴ φράση τῆς βίας. Αὐτὸ εἶναι τὸ ἄιμο, τὸ — βενιζελιστικὸ στὸ νέο καθεστῶς τῆς Ἑλλάδας. Μέλικογ

Η ΕΛΛΗΝΟ-ΓΙΟΥΓΟΣΛΑΒΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Ἐνας ἀπὸ τοὺς κυριότερους δρους τοὺς ὀποίους ἔβαλαν οἱ ἀγγλο-γάλλοι ἱμπεριαλιστὲς στοὺς δικτάτορες τοῦ Βελιγραδίου, γιὰ νὰ ὑποστηρίξουν πολιτικὰ καὶ οἰκονομικὰ τὴν στρατιωτικὴ δικατορία, ἦταν οὕτῃ Γιουγοςλαβία πρέπει νὰ κανονίσει τὴς σχέσεις τῆς πρὸς τὰ ἄλλα βαλκανικὰ κράτη. Τὸ ἀγγλο-γαλλικὸ σύμφωνο προέβλεπε σὲ πρώτη γραμμῇ τὸν κανονισμὸ ἢ τοὺλάχιστον τὸ κρήνημο τῶν διαφορῶν μεταξύ τῶν χωρῶν, γιὰ νὰ μπορέσουν ὀλόκληρα τὰ Βαλκάνια νὰ χρησιμοποιοθῶν ὡς κῆρια βάση τῆς ἱμπεριαλιστικῆς πολιτικῆς τῆς Ἀγγλίας καὶ τῆς Γαλλίας, ἐνάντια στὴν Σοβιετικὴ Ἐνωση καὶ στὴν ἑγγὺς Ἀνατολή.

Ἐπίσης καὶ ἡ ἑλληνο-γιουγοςλαβικὴ συμφωνία πάνω στὸ ζήτημα τῆς ἐλευθέρους γιουγοςλαβικῆς ζώνης στὴν Θεσσαλονίκη εἶναι μιὰ ἀπὸ τῆς τελευταίης πράξεις τῆς ἑσωτερικῆς πολιτικῆς τοῦ δικτατορικοῦ καθεστώτος ἡ ὁποία καθορίζεται ἀπὸ τὴν Ἀγγλίαν καὶ τὴν Γαλλίαν. Τίθετα ὅμως ἀμέσως τὸ ζήτημα, ἂν πραγματικὰ αὐτὴ ἡ συμφωνία κανονίσει τὴς σχέσεις μεταξύ τῶν κυριάρχων τῶν Βαλκανικῶν κρατῶν, ἂν πραγματικὰ ἀποκλείει τὴς συγκρούσεις μεταξύ τους, καὶ ἐκτός τούτου ἂν σημαίνει ἡ συμφωνία αὐτὴ τὴν συμβιβασμὸ τῶν συγκρουομένων συμφερόντων τῆς Ἀγγλίας καὶ τῆς Γαλλίας στὰ Βαλκάνια, ἂν παραμερίστηκαν μὲ αὐτὴν τὸν συμφωνία καὶ μὲ τὴν συμφωνία γιὰ τὰ σύνορα μεταξύ Γιουγοςλαβίας καὶ Ἑλλάδος οἱ αἰτίες διαβαλκανικῶν αἱματηρῶν ρήξεων, ἂν ἔτσι ὁμαλύνθηκε ὁ δρόμος γιὰ τὴν κοινὴ ἐκμετάλλευση τῶν λαῶν τῆς Βαλκανικῆς ἀπὸ τὴν Ἀγγλίαν καὶ τὴν Γαλλίαν.

Ἀπέχουν στὴν πραγματικότητα πολὺ ἀπ' αὐτὰ — νὰ τὴ μπόρει νὰ ἀπαντήσει κανεὶς σήμερα ἤδη. Οἱ ἀντιθέσεις ποὺ προέρχονται ἀπὸ τὴν ἡγεμονιστικὴ πολιτικὴ τῶν σημερινῶν Βαλκανικῶν κρατῶν καὶ ἀπὸ τὰ ἀντίθετα συμφέροντα τῶν διαφορῶν ἱμπεριαλιστικῶν μεγάλων δυνάμεων, προβάλλουν. ὅπως σὲ κάθε σημεῖο τῆς «πολιτικῆς γιὰ τὴν στερέωση τους» ἔτσι καὶ σ' αὐτὸ τὸ περίφημο σύμφωνο τοῦ Βελιγραδίου καὶ τῆς Ἀθῆνας.

Οἱ ἡγεμονιστὲς τοῦ Βελιγραδίου οἱ ὀποῖοι ἔκαμαν μιὰ σοβαρὴ προσπάθεια μαζί μὲ τὸν πρῶν δικτάτορα Πέγκολο γιὰ νὰ ἰδιοποιηθῶν ἕνα κομμάτι γῆ καὶ νὰ καταργήσουν τὴν ἑλληνικὴ κυριαρχία στὴν ζώνη τῆς Θεσσαλονίκης καὶ στὴν σιδηροδρομικὴ γραμμὴ Θεσσαλονίκης-Γεβγελίης, ἦταν ὑπογεωμένοι μὲ τὴν συμφωνία αὐτὴ νὰ παραίτηθῶν ἀπὸ τὴς κατακτητικῆς τους ἐπιθυμίες.

Ὅσο ἦταν οἱ γάλλοι ἱμπεριαλιστὲς οἱ ἀνάδοχοι τῆς συμφωνίας μετὸν Πάγκαλο, ὁ δὲ γάλλος ἀντιπρόσωπος ἐχρησίμευε ὡς διαιετῆς ἐν περιπέσει διαφορῶν, ἄλλο τόσο πείραν μέρος σ' αὐτὴν τὴν συμφωνία καὶ οἱ ἀγγλοὶ ἱμπεριαλιστὲς ὡς ἀνάδοχοι καὶ ἐκτό-

τησαν ἐπιτυχῶς τοὺς γάλλους «φίλους» καὶ τοὺς προστατευόμενους τους — τοὺς γιουγοςλάβους μιλιταριστὲς.

Ἡ Ἑλλάς ὅμως ἐπανεκτέησε τὴν κυριαρχία τῆς πάνω στὴν «γιουγοςλαβικὴ ζώνη» καὶ πάνω στὴν σιδηροδρομικὴ γραμμῇ. Ἡ δὲ Ἀγγλία ἔδωσε στὴν Γαλλίαν τὴν δυνατότητα, νὰ ἐξοπλίσει ἀνεξόχλητα τὴν προστατευόμενὴν τῆς Γιουγοςλαβία — ἕνα πράγμα δηλαδὴ, ποὺ ἐπιδιώκετο μὲ τὸ παλῶν σύμφωνο τοῦ Παγκάλου καὶ μὲ τὴν δημιουργία τῆς ἐλευθέρους Γιουγοςλαβικῆς ζώνης. Ἡ ὀλη συμφωνία σημαίνει γιὰ τὴν Γιουγοςλαβία στὴν πραγματικότητα τὴν δυνατότητα μεταφορῆς τῶν εἰδῶν τῶν κρατικῶν μονοπωλίων τοῦ ἄλλοις καὶ τοῦ καπνοῦ.

Ἡ Ἑλλάς πείρε τὴν ὑποστήριξη τῆς Ἀγγλίας γιὰ τὴν ἀπόκρουση τῶν ἱμπεριαλιστικῶν ἀπαιτήσεων τῆς μεγαλοσερβικῆς μπουρζουαζίας, ἦταν ὅμως ὑποχρεωμένη νὰ μπεῖ πὺδ ἕνεργὰ στὰ νερά τῆς ἀγγλο-ιταλικῆς πολιτικῆς στὰ Βαλκάνια. Ἀκριβῶς εἰς προποθέση τῆς ἀγγλικῆς ὑποστήριξης ἦταν ὑποχρεωμένη ἡ Ἑλλάς νὰ κλείσει τὸ σύμφωνο φιλίας μὲ τὸ φασιστικὸ καθεστῶς τῆς Ἰταλίας. Καὶ ἔτσι σημαίνει ἡ πολιτικὴ τῆς «στερέωσης» τῶν σχέσεων στὰ Βαλκάνια, τὴν ὁποία διεξάγουν οἱ ἀγγλοὶ καὶ γάλλοι ἱμπεριαλιστὲς, τὸν συναγωνισμὸ γιὰ τὴν ἔθρυνση τῆς ἐπίδρασης των στὰ διάφορα Βαλκανικὰ κράτη, τὸν ἀγῶνα γιὰ τὸ περὶ καὶ τὸ αἶμα τῶν Βαλκανικῶν λαῶν, οἱ ὀποῖοι στὴν πρώτη διεθνή σύγκρουση θὰ ριχτοῦν ὡς πρῶτα θύματα. Καὶ οἱ μικροὶ βαλκανικοὶ κυρίαρχοι, ὅστερα ἀπὸ τὰ σύμφωνα καὶ τὴς Συνθήκης «φιλίας» σφύγγουν ἀκόμα πιο πολὺ τὸ μαχαίρι πίσω ἀπὸ τὴν ράχη καὶ παραμονεύουν τὴν στιγμή γιὰ νὰ τὸ χάσουν κανενὸς στὰ στήθια: οἱ μεγαλοσέρβοι ἡγεμονιστὲς γιὰ τὴν Θεσσαλονίκη γιὰ τὴν κοιλάδα τοῦ Βαρνάρ, καὶ γιὰ νὰ κυριαρχοῦν πρὸς δόξαν καὶ ὄφελος τοῦ γαλλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ καὶ τῶν γάλλων τραπεζιτῶν πάνω ἀπ' ὀλη τὴν Βαλκανικὴ. Οἱ ἑλληνεῖς ἱμπεριαλιστὲς, γιὰ νὰ προσορτίσουν ἕνα μέρος ἀπὸ τὸ ἀλβανικὸ ἔδαφος τὴν στιγμή ποὺ θὰ τὸ μοίραζε ἡ Ἰταλία, καὶ νὰ ἐθρύνῃ τὴν ἐκμετάλλευση στὴν Μακεδονία καὶ στὴν Θράκη καὶ γιὰ νὰ ζανακαταλάβει τὴν τουρκικὴ μικρασιατικὴ παραλία, ὅταν ἡ Ἀγγλία καὶ ἡ Ἰταλία ζαναρχίσουν νὰ ἀποθιβάξουν τὰ «ἐκπολιτιστικὰ» τους κανόνια καὶ Τάγκ ἐνάντια στὴν τουρκικὴ δημοκρατία καὶ στὴν Σοβιετικὴ Ἐνωση.

Οἱ μεγάλοι καὶ οἱ μικροὶ ἱμπεριαλιστὲς ὅμως ζεχνῶν τὴν ἀντοχή τῶν καταπιεζομένων Βαλκανικῶν λαῶν, οἱ ὀποῖοι ἔβαλαν ἀρκετὰ καὶ οἱ ὀποῖοι δὲν θὰ ἐπιτρέψουν νὰ ζαπλαθοῦν οἱ ἱμπεριαλιστικὲς καὶ φασιστικὲς μὲτανες πάνω ἀπὸ τὰ κόκκαλα τους καὶ τὰ ἐμπρησμένα σπῆτα τους. N. Ματιγεβίτς

بalkan فد راسيونى

هر اون شش كوده انتشار ادر

بalkan اقليترينك ومظلوم ملتيرينك مجموعه سيدر

بالعموم balkan اسانلرنده باريلمقددر

فاچيزم

ايچون حرب ايدن كويلى عودتده وطنك اك مقدس بناسى اولان كندى اونى يقيق بولدى چولوق چوجنى حكومتك ژاندرمهسى طرفدن كويناك نه كسهسى سه ميرمش آغاسى طرفدن غير باج آلتده آسيز كى آغاريه آرقه سنده آبلرله قوللانيلديغى كورنجه حربك مقدساتى حفته كى فكرك هب انتريقه هب بر صف خلقك منفعتى اولديغى آكلادى. دنيانك هر طرفنده بو صف خلق، وجودلى يامالى، بش اون سنه اسارتلرده پيرامش اولان بو صف خلق بر دها بويله بر فلاكته دوشمه منك چاره سنى آرامغه باشلاديلر هر طرفنده جمعيتار، برلكر ياپديلر دينا ايشجيسى، دينا كويلوسى قارداشلق اعلان ايتدى آرتق بر دها فقير، مظلوم، كندى اككى آلنك تريله قازانان خلق طبقه سنى حدود خارجنده امش دى به اولدرمكه قالشتمق قدر بودالافى ارتكاب ايدمه جگرينى هر كسه آكلاتمغه باشلاديلر. ايشجى صنفك، كويلى صنفك بو كوز آچقانى حربچىلى، حرب قصابلىنى تلاشه دوشوردى. اللرنده حربى ياپديره جق آدام قالميه جق. ميليارلر قازانديره جق حربلر اولميه جق. تكمل حكومتلر، نه ميرياليسيت، قاپيتاليسيت حكومتلر بو جبهه يه قارشى وضعت آلديلر پارلامنتورلى پاره قوتيله اللرينه آلديلر مبعوثلرى سيمسار كى قوللانمغه باشلاديلر. حرب عوميمده اك زياده قصابلق ايدن قوماندانلرى برر ديكتاتور ياپديلر قانونلره خاتمه ويرديلر حق اجتماع، حریت كلام، حریت حيات اكث حكومتلره قالميدى. هر شى لغا ايديدلى هر يرده برر ديكتاتور برر باش قصاب حاكم كسيدلى. اورته ده يالكر برر حكومت واراكه تكمل دينا ايشجىلرينه، دينا كويليرينه بتون مظلوم اقليتده قالان ملتاره قاپيتاليسيت حكومتلرى طرفندن حيوان كى قوللانيلان قولونيلرده رنگلى،

بو قره كوملك يالكر ايتاليايه مسلط اولمش بر بلا، بر عصرى طاعون دكلدر. بو بلا دنيانك هر طرفه ياييلش بر دشمن بشريتدر بونى كيملر ياپيور و نه دن ياپيور بونى آچيق بر لسانله آكلاتماق ايسترم. فاچيزى؛ حربدن ميلونلر، ميليارلر قازانان قاپيتاليسترلر، حرب ياغماسندن، قاندى، انسان لاشه سندن خط آلان لذت آلان ژنه راللى، مرتجع ژنه راللى ميدانه چيقارييور و اونلر نشر ايديور. قاپيتاليسترلر حرب عوميمده ميليارلر قازانديلر مهيات حريه: طوب، توفك، فشك. و وسائط ثقليه و لوازم عسكريه بونلر ميليارلر حسايدر. بو قدر يووك مقياسده قزانجى هيچ ير ايش ويره مز. كره ميد و تخته ياپماق قاپيتاليسترلر كوزى دويماز اونلر ميليارلر قازانايلىك ايچون دائما حرب ايسترلر دنيانك قانلى، دائما قانلى قانماسنى ايسترلر. دنيانى ياقوب يقاراق ياغما كرلكه آلشان مرتجع ژنه راللى، قوماندانلر ايسه دائما يووك زكيتنك آرقه سنده در. بو ايكي صف خلقك تجارترلى دنيانى قيتله مكده در. بونلر دائما حربى ايسه ين حربلى ياراتماق ايسه ين طبقه در. شمدى حربى ايسه مين كيملردر؟ و نيچون ايسه ميولر؟ حربى ايسه مين صفر بونلردر: بتون دينا ايشجىلى، بتون دينا كويلبرى و على العموم فقرا صنفى. بو صنفلكه حربك ايلك آتشنده اك اوك سپرنده آزيديلر. حربك اك آجى، آلم صفحاتى بونلر كورمش و دويمشدر. حربده اولن اك اوجوز قورتلشدر بارالانويده سنه لرله اسير قالان و اك صوكرا نه وينه عودت ايدن بد تختلر حربك نه فلاكت نه يووك بر آتريقه اولديغى اكلامشدر. وطن

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien IX, Postamt 71, Postfach 50

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: **Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50**
Prière d'adresser tout envoi d'argent à "La Fédération Balkanique"
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2545—2552)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:
Herwarth Walden — Pietro Montasini

La Rédaction: **Séverine est morte**

P. Louis: La Quinzaine Internationale
J. Andrich: Le Pacte de Latran et les Balkans
R. Radeff: Pas avec ces alliés, M. Pavélitch!
K. Ivachtich: Les émigrés croates et la dictature en Yougoslavie
I. Mateescu: Les masques tombent
W. Mineff: L'Exposition Bulgare Anti-Fasciste de Berlin
Tortures atroces infligées aux ouvriers arrêtés à Sofia
Auguste Forel, nous exprime sa protestation contre le fascisme

Texte allemand (pages 2553—2556)

Kremakoff: Wohin geht das faschistische Bulgarien?
Melngos: Das äußere Gesicht des Venizelismus
K. Ivčić: Die finanziellen Leiden der Diktatur
C. Novaković: Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!—VII.
R. Juršić: Die Entwicklung der kroatischen nationalen Bewegung—I.

Texte albanais (page 2557)

Morava: Fashisma
Miles: Lidhja anglo-francese dhe Italia—IV

Texte bulgare (pages 2558—2561)

Кремъков: На вѣде върви фашистка България
P. Редев: Не с тия сюзници, г-н Павелч!

Ф. Журден: След антифашисткия конгрес в Берлин
B. Минев: Българската антифашистка изложба в Берлин

Texte croate (pages 2561—2563)

Balkanska Federacija: Agrarna banka — stub diktature
R. Radev: Ne sa tim saveznicima, Paveliču!
N. M.: Mahinacije diktature pred proces Puniše Račića

Texte serbe (pages 2563—2564)

Наша анкета о Балканској Федерацији: Морис Јункер
Кр. Ивачић: Хрватски исељеници и диктатура у СХО

Texte roumain (pages 2564—2566)

I. Mateescu: Măștile cad
N. Amaru: D. Maniu, noul dictator

Texte grec (pages 2566—2567)

Μέλιγος: Τὸ «λαμπρὸ» στάδιο τοῦ βενιζελισμοῦ
N. Μανίγεβιτς: Ἡ ἑλληνο-γιουγοσλαβικὴ συμφωνία

Texte turc (pages 2567—2568)

Професор کامل بالا: فاچيزم

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.